

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES DROITS

ET SPÉCIALEMENT

## des obligations des successeurs irréguliers

APRÈS ENVOI EN POSSESSION

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mardi 26 mai 1908, à une heure du soir*

PAR

Edmond JULIENNE

---

*Président : M. MASSIGLY, Professeur.*

*Suffragants : MM. BARTIN, } Professeurs.  
WAHL, }*

---

TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C<sup>e</sup>

6, RUE DE LA PRÉFECTURE, 6

---

1908







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41555823\\_0058](https://archive.org/details/IA41555823_0058)

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# DES DROITS

ET SPÉCIALEMENT

## des obligations des successeurs irréguliers

APRÈS ENVOI EN POSSESSION

---

### THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mardi 26 mai 1908, à une heure du soir*

PAR

**Edmond JULIENNE**

---

*Président : M. MASSIGLY, Professeur.*

*Suffragants : MM. BARTIN, } Professeurs.  
WAHL, }*

---



TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C<sup>ie</sup>

6, RUE DE LA PRÉFECTURE, 6

---

1908

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

---

## INTRODUCTION

L'objet de cette étude, bien que portant sur les droits des successeurs irréguliers, est avant tout d'examiner quels sont leurs obligations après envoi en possession et les moyens de procéder à la liquidation.

Pourtant il est nécessaire, croyons-nous, de déterminer d'abord ce qu'on entend par successeurs irréguliers bien que cette question ait perdu beaucoup de son intérêt depuis la loi de 1896, qui fait des père et mère naturels et des enfants naturels de véritables héritiers. Connaissant exactement quels sont les successeurs irréguliers, nous jetterons un rapide coup d'œil sur la situation qu'ils se créent par leur immixtion dans les affaires de la succession sans demander l'envoi en possession ou la délivrance.

Puis, sans nous préoccuper des diverses formalités que la loi leur impose pour se faire envoyer en possession, nous aborderons l'étude de leurs droits après l'accomplissement de ces formalités.

Le chapitre suivant sera spécialement consacré au

plus important de tous les successeurs irréguliers, au conjoint survivant, à qui la loi fait une situation toute particulière en ce que, dans certains cas, elle ne l'appelle à recueillir qu'une quote-part de la succession sous la forme d'un usufruit, et qui, à ce titre surtout, mérite un examen sérieux.

Nous rechercherons ensuite quelles sont les obligations qui incombent aux successeurs irréguliers et spécialement nous nous demanderons s'ils sont tenus des dettes et charges de la succession *ultra vires hæreditatis* ou seulement sur les biens qu'ils ont recueillis.

Droits et obligations étant ainsi déterminés, il nous restera à voir comment, dans l'état actuel de notre législation, le successeur irrégulier parvient à la liquidation de la succession. Cette mise en œuvre actuelle, soumise au régime des poursuites individuelles comme nous le verrons, non seulement part d'un principe faux, à savoir que le successeur irrégulier envoyé en possession est le continuateur de la personne du *de cujus* alors qu'il n'est en réalité qu'un simple successeur aux biens, mais encore elle est pleine d'inconvénients tant pour les successeurs irréguliers que pour les tiers. Aussi, à notre avis, y a-t-il lieu de l'abandonner et d'y substituer une procédure collective, la seule en harmonie avec la nature de la succession irrégulière, telle que nous venons de l'indiquer et dont les avantages sont certains.

D'ailleurs, et ce sera l'objet de notre conclusion, le système que nous proposons pour la liquidation des successions irrégulières doit remplacer celui des poursuites individuelles dans la liquidation des successions en général, parce que, d'une part, il est conforme à la nature et au but de celles-ci, qui sont toutes des successions aux biens et que, d'autre part, il aboutit à une répartition plus équitable de l'actif et du passif héréditaire entre tous les ayants droit.

---



## CHAPITRE PREMIER

### QU'ENTEND-ON PAR SUCCESSEUR IRRÉGULIER

Le droit de succession dans le Code civil n'est plus, comme en droit coutumier, basé sur les droits que peuvent avoir les parents sur les biens du *de cujus* en vertu d'une sorte de co-propriété, mais bien uniquement sur les rapports qui existaient entre eux et le défunt et ne peut s'expliquer que par les devoirs qui les lient réciproquement les uns aux autres. Ces devoirs sont d'autant plus impérieux que les liens du sang sont plus étroits. Aussi est-ce en se fondant sur le rapport de parenté que le Code civil a établi les divers ordres de successions régulières ou légitimes qui seront déferées aux descendants du défunt, à ses ascendants ou à ses collatéraux jusqu'au douzième degré. Cette vocation héréditaire, déterminée par les liens du sang, constitue ce qu'on est convenu d'appeler la catégorie des héritiers proprement dits, et celle-ci comprend, depuis la loi du 25 mars 1896, les père et mère naturels et les enfants naturels.

Mais la sphère des devoirs ne se borne pas à la famille, aussi le législateur a-t-il dû reconnaître un droit successoral à certaines personnes qui ne sont pourtant liées au *de cujus* par aucun lien de filiation ou de parenté. Ces successions sont dites irrégulières et comprenaient, avant la loi de 1896, les enfants et parents naturels, le conjoint survivant, l'État, etc... Mais cette loi ayant fait des parents naturels de véritables héritiers, *stricto sensu*, il est nécessaire de rechercher quels sont, depuis cette époque, les successeurs irréguliers dans notre droit actuel.

Il faut, d'après les termes et l'esprit de la loi du 25 mars 1896, éliminer les enfants naturels. Il en est de même des père et mère naturels, car l'article 724, lorsqu'il parle d'héritiers naturels, comprend évidemment les uns et les autres. D'ailleurs, le législateur a bien eu soin de transporter la matière des successions relatives aux père et mère naturels du chapitre des successions irrégulières, où elle se trouvait auparavant, dans celui intitulé : « des divers ordres de successions », indiquant ainsi bien nettement que désormais il considère les père et mère naturels comme des héritiers légitimes.

La même conséquence doit-elle être admise pour les frères et sœurs naturels qu'ils continuent-ils à faire partie de la catégorie des successeurs irréguliers ? — A défaut de descendants légitimes ou naturels, de père et mère,

l'enfant naturel n'a pas de parents, il est sans famille et s'il vient à décéder on devrait logiquement conclure que sa succession sera recueillie par l'État. Pourtant, telle n'est pas la solution du Code civil qui a cru devoir préférer à l'État, soit les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel, soit ses frères et sœurs naturels : « En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, dit l'article 766 modifié par la loi du 25 mars 1896, les biens qu'ils en avaient reçus passent aux frères et sœurs légitimes s'ils se retrouvent en nature dans la succession ; les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants. »

Par conséquent, les frères et sœurs naturels sont bien appelés par la loi à recueillir la succession du *de cuius*, mais à un autre titre que l'héritier légitime, comme le montre bien la distinction que contient cet article. Le législateur, pour ne pas mettre sur la même ligne les frères et sœurs légitimes et les frères et sœurs naturels, leur donne des droits différents. Il considère dans la masse à recueillir deux sortes de biens : d'une part ceux qui proviennent des père et mère naturels et se retrouvent actuellement dans la succession, et d'autre part tous les autres, quelle qu'en soit la prove-

nance, et il décide, dans l'intérêt de la famille légitime, que les premiers deviendront le lot des frères et sœurs légitimes en vertu d'un droit de retour légal, tandis que les autres deviendront celui des frères et sœurs naturels.

Cette pensée, qui était celle des rédacteurs du Code civil, comme l'indique la distinction contenue dans l'article 766 ancien, préoccupe également le législateur de 1896, et elle devient évidente si on considère que le projet primitif, qui devait devenir plus tard la loi du 25 mars, portait dans son article 2 que la succession de l'enfant naturel décédé sans laisser ni descendants ni ascendants, ni conjoint, serait dévolue aux frères et sœurs légitimes et naturels du *de cujus*, ou à leurs descendants et enfin à l'État. Ainsi donc est maintenue la différence déjà faite en 1804, suivant l'origine des biens, dont les uns donnés par les père et mère sont attribués aux frères et sœurs légitimes par un droit de retour légal analogue à celui de l'article 747, et les autres acquis par l'enfant naturel à titre de salaire, de donation ou de succession et émanant d'autres personnes que de ses père et mère, sont attribués à ses frères et sœurs naturels.

On a soutenu que cette succession des frères et sœurs naturels n'était plus une succession irrégulière (1) ; « on ne concevrait, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl,

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WALH, *Des successions*, t. I, p. 391.

aucune distinction entre eux et les père et mère de l'enfant naturel ; le but de la loi a été de supprimer la classe des successeurs irréguliers, sans doute, parce que, comme le disait le rapporteur au Sénat, à propos des enfants naturels, la distinction paraissait (à tort) être sans intérêt pratique ». Cette argumentation ne paraît pas convaincante ; sans doute le rapporteur a déclaré sans intérêt pratique la distinction entre les héritiers et les successeurs irréguliers mais il est de toute évidence qu'elle subsiste quand même dans notre droit actuel qui comprend plusieurs autres successeurs irréguliers que les frères et sœurs naturels. Ce manque d'intérêt lui-même n'est pas démontré et la distinction qui existe entre ces deux sortes de successeurs est assez grave, ne serait-ce que par la saisine que la loi octroie aux uns et refuse aux autres, pour le signaler à notre attention. D'ailleurs la meilleure preuve que le législateur n'a pas voulu rayer du nombre des successeurs irréguliers les frères et les sœurs naturels, c'est qu'il parle d'eux au chapitre du Code civil spécialement consacré à ces sortes de successeurs alors qu'il prend soin de déterminer les droits des père et mère naturels dans les articles qui régissent ceux des héritiers légitimes. D'ailleurs cette différence de traitement entre les père et mère naturels et les frères et sœurs naturels a un fondement juridiquement des plus rationnels. En effet,

la famille de l'enfant naturel s'arrête, d'après la loi, au premier degré, de sorte que les père et mère naturels sont appelés à la succession en raison de ces liens du sang reconnus par le législateur alors que les frères et sœurs naturels restent des étrangers pour le *de cujus* et ne sont appelés à la succession que par une bienveillance particulière de ce même législateur.

Aussi doit-on considérer les frères et sœurs naturels comme des successeurs irréguliers.

De l'avis unanime le conjoint survivant doit être rangé dans la même catégorie, soit qu'il succède à toute l'hérédité quand il n'existe aucun parent au degré successible, soit qu'il succède seulement comme usufruitier. Le droit de succession ainsi reconnu au conjoint repose sur l'affection présumée du défunt et sur le désir de le voir continuer à occuper une situation analogue à celle qu'il avait avant le décès du *de cujus*. Dans ce but la loi lui reconnaît une vocation héréditaire à la totalité de la succession chaque fois qu'il n'y a pas d'héritiers au degré successible ou que ceux-ci ont renoncé ou ont été déclarés indignes. Si au contraire existent des héritiers, le conjoint survivant, d'après la loi du 9 mars 1891, n'a plus qu'un simple droit d'usufruit.

Le droit conféré à l'époux survivant par l'article 767 du Code civil, qu'il porte sur la propriété ou sur l'usufruit des biens du *de cujus*, est un véritable droit de

succession. Cela résulte d'abord de la place occupée par l'article 767, au titre des successions dans le Code civil. Cela résulte en outre des termes mêmes de la loi qui stipule dans son premier alinéa que « lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de la succession appartiennent en toute propriété au conjoint non divorcé... et ajoute dans le second que « le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété... a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit ». On ne voit pas d'ailleurs à quel titre autre que celui de successeur, le conjoint pourrait recueillir l'usufruit.

La loi de 1891, tout en considérant le conjoint survivant, à l'exemple du Code civil, comme un successeur *ab intestat*, en augmentant même ses droits successoraux, ne l'a point assimilé cependant à un héritier légitime. Nous en trouvons la meilleure preuve dans les travaux préparatoires de cette loi et particulièrement dans le rapport que fit, à ce sujet, M. Delsol à la Chambre des députés. « Dans le système de notre Code civil, dit l'orateur, l'époux survivant est un simple successeur irrégulier, qui ne continue pas la personne du défunt et n'a jamais la saisine. Faut-il le laisser parmi les successeurs irréguliers, avec l'obligation de demander la délivrance, ou faut-il l'élever au rang d'un véritable héritier et lui conférer la saisine ? Dans l'ancien droit français, le conjoint

était un véritable héritier, et, dès l'instant de la mort, il était saisi, comme un parent, de tous les droits actifs et passifs du défunt. Pareillement la femme était saisie de son douaire. Il semblerait dès lors conforme à la tradition d'accorder au conjoint survivant la saisine que le Code donne déjà au père et à la mère usufruitiers qui, dans l'hypothèse d'un partage avec certains collatéraux, sont saisis de plein droit de l'usufruit que l'article 754 leur confère sur le tiers des biens auxquels ils ne succèdent pas en propriété. Malgré cette raison historique et cette analogie entre le conjoint usufruitier et le père et la mère usufruitiers, votre Commission est d'avis qu'il faut laisser le conjoint parmi les successeurs irréguliers et qu'il n'y a pas lieu de lui accorder la saisine, comme s'il continuait la personne du défunt. Ne changeant rien à cette règle générale que la consanguinité seule fait des héritiers, elle ne voit pas le motif d'accorder au conjoint la qualité d'héritier qui ne lui appartient point par le sang et naturellement. D'ailleurs, quel avantage trouverait-il dans cette innovation ? Il serait, si l'on veut, dispensé de demander la délivrance de son usufruit aux héritiers du sang, mais par contre, étant devenu le continueur de la personne, il subirait l'obligation de payer les dettes *ultra vires successionis*. Il rencontrerait dans cette nouvelle qualité, un péril plutôt qu'un bénéfice. C'est pour ce motif que la loi du 25 mars 1873

a déjà refusé de donner au conjoint survivant la qualité d'héritier (1). » Il reste donc ce qu'il était sous le Code civil, un successeur irrégulier qui n'a pas la saisine et doit recourir à une sentence judiciaire pour entrer en possession de l'hérédité. Ce caractère de successeur irrégulier donna lieu à des débats intéressants lors de la discussion de la loi de 1891 et il fut même proposé de reconnaître au conjoint survivant le bénéfice de la saisine. Mais la reconnaissance de cette faveur, vigoureusement combattue, particulièrement par M. Piou (2), dut être abandonnée parce que, disait-on, la saisine était le privilège de la parenté légitime. Cette conception, d'ailleurs vraie jusqu'en 1896, a été abandonnée par le législateur, qui accorda la qualité d'héritier et la saisine aux enfants naturels et à leurs père et mère naturels, et celle-ci « devint une faveur accordée à tout successeur que la loi juge intéressant ».

En outre, conformément à cette thèse, il a été admis par la jurisprudence (3) que le conjoint survivant n'était qu'un successeur irrégulier, voire même un successeur irrégulier spécial différent des autres.

A côté du conjoint survivant et à son défaut se pré-

(1) Rapport de M. Delsol du 20 février 1877 (*Journal officiel* du 4 mars 1877, p. 1665, annexe n° 36).

(2) Discours de M. Piou à la Chambre des députés (*Journal officiel*, 27 février 1891, p. 448).

(3) Tribunal de Saint-Étienne, 23 janvier 1895. Dalloz, 1896, 2-300.

sente un autre successeur irrégulier, aux termes de l'article 768 ; c'est l'État. En effet, « le fisc, disait l'orateur du Tribunat au corps Législatif, recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, par cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu, appartient au corps de la société, qui représente l'universalité des citoyens. » Partant de cette idée, bon nombre d'auteurs se refusent à voir dans l'État un véritable successeur.

On a soutenu que l'État, seul propriétaire des biens de la nation, jouit d'un droit éminent de propriété sur tous les biens individuels que les particuliers ne possèdent qu'à titre de concession et qu'il reprend, quand le titulaire, à qui il les avait abandonnés temporairement, vient à mourir sans héritiers. Nous ne saurions reconnaître à l'État un pareil droit de suzeraineté sur la propriété individuelle, car les rédacteurs du Code n'ont certainement pas voulu faire revivre les idées anciennes de domaine éminent et de domaine utile, et n'ont jamais considéré la propriété particulière comme scindée en deux éléments, dont l'un serait le propre du propriétaire immédiat, et l'autre celui de l'État, propriétaire médiate. La propriété est indivisible et le droit de souveraineté n'est qu'un vain mot vide de sens. Portalis, dans l'exposé des motifs du Code civil, rejette la théorie du droit de propriété de l'État sur les biens des particuliers,

quand il déclare : « L'empire qui est le partage du souverain, ne renferme aucune idée de domaine proprement dit... Il ne donne à l'État sur les biens des citoyens que le droit de régler l'usage de ces biens par des lois civiles... Nous convenons que l'État ne saurait subsister, s'il n'avait les moyens de pourvoir aux frais de son gouvernement, mais en se procurant ces moyens par la levée des subsides, l'État n'exerce point un droit de propriété ; il n'exerce qu'un simple droit d'administration. »

Si l'État ne recueille pas les biens de la succession par un droit de suzeraineté sur la propriété particulière, faut-il admettre que c'est par un droit de déshérence qui suppose nécessairement l'absence d'héritiers (1). Cette théorie qui a joui pendant longtemps de la plus grande faveur, prétend qu'on ne saurait reconnaître à l'État un droit successoral parce que tout d'abord les travaux préparatoires s'y opposent puisqu'il y est dit formellement : « qu'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité ; c'est un simple droit d'administration et de gouvernement... L'État ne succède pas. » Puis on a soutenu en s'appuyant sur les articles 539 et 713 du Code civil combinés que l'État recueille les biens de la succession individuellement comme vacants et sans maître. Mais comme, dans cette hypothèse,

(1) DEMOLOMBE, XIV, p. 259.

on ne pouvait pas expliquer l'obligation pour l'État de payer les dettes héréditaires, certains auteurs ont déclaré que, si l'État recueille les biens de la succession en masse et non pas un à un, ce n'est pas forcément à titre successoral mais plutôt par un effet de la loi, qui peut d'autorité faire une attribution de propriété et cela dans un but d'ordre public et pour éviter le trouble social qui pourrait résulter des compétitions soulevées (1).

A ces arguments, on peut répondre que si les travaux préparatoires refusent à l'État le titre de successeur, ils ne sauraient prévaloir contre le texte définitif de la loi qui, dans son article 768, c'est-à-dire au titre des successions et dans le chapitre spécialement consacré aux successeurs irréguliers, désigne l'État comme habile à recueillir les biens héréditaires à défaut du conjoint survivant dont nous venons d'établir la qualité de successeur irrégulier. Si telle n'avait pas été la pensée du législateur, il aurait été absolument inutile de parler de l'État au titre des successions puisque déjà il avait déclaré que les biens vacants et sans maître appartiennent à l'État.

Sans doute on a pu justement soutenir que le Code civil reconnaît à l'État un droit sur les biens de la succession par mesure d'ordre public, mais on a tort, à

(1) VALLIER, *Fondement du droit successoral*, p. 524, n° 756.

notre avis, d'en conclure que ce droit ne lui est acquis qu'à titre de déshérence. Cette solution est d'autant plus inacceptable que l'État, appelé à recueillir une universalité juridique, doit être compris nécessairement parmi les successeurs d'après la position même qu'occupe l'article 723 dans le Code civil, comme nous venons de le voir, et que le législateur en assignant à l'État la dernière place parmi les successeurs lui reconnaît du même coup cette qualité au moins implicitement.

D'ailleurs on ne saurait soutenir que c'est uniquement pour assurer l'ordre public que l'État est appelé à recueillir les biens du *de cuius*, car si, comme on le sait, la théorie des successions en droit français est basée, quand il s'agit des parents, sur les devoirs de la famille, on ne saurait méconnaître que les particuliers ont en outre des devoirs envers la collectivité représentée par l'État, devoirs qui peuvent servir de fondement au droit successoral de ce dernier. Aussi dire que le législateur en appelant l'État à recueillir les biens héréditaires n'a pas voulu établir ce droit successoral parce qu'il n'a pas tenu compte des devoirs que les citoyens ont à son égard n'est qu'une affirmation gratuite sans aucune valeur.

On prétend également que si l'État est tenu des dettes héréditaires et obligé à certaines formalités pour l'exercice de son droit, on ne peut conclure pour lui à l'existence d'un droit successoral puisque d'autres personnes

qui ne sont pas des héritiers, comme les légataires universels et à titre universel, sont aussi tenues des dettes et obligées à ces formalités. Sans méconnaître la justesse de ce raisonnement, nous ferons remarquer qu'il n'implique pas nécessairement une solution contraire à celle que nous défendons, d'autant mieux qu'on rencontre aussi de véritables héritiers comme les mineurs qui sont, d'une part, obligés de recourir à diverses formalités et, d'autre part, qui sont tenus des dettes héréditaires dans la même proportion que l'État, c'est-à-dire *intra vires*.

Ne pourrait-on pas ajouter en voyant la part de biens toujours plus considérable prise par l'État à titre de droits de mutation que si les législateurs de 1804 n'avaient pas primitivement considéré l'État comme un successeur, ceux qui les ont suivis ne se seraient pas cru autorisés à augmenter cette part qu'il est impossible, au moins actuellement, de considérer comme un impôt ordinaire.

En outre, a fort justement remarqué M. Ambroise Colin dans une note au Dalloz (1), l'État peut demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent, quand il n'existe pas d'héritiers présomptifs ni de successeurs d'un ordre plus rapproché conformément à l'ar-

(1) Dalloz, 1902, 2-177.

article 120 du Code civil. Or ce droit qui appartient à l'État est réservé aux héritiers présomptifs; c'est donc que l'État doit être considéré comme tel.

D'ailleurs c'est ce qu'a très bien compris la jurisprudence et le tribunal de la Seine en particulier dont le jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1901 en déclarant que l'État est appelé à une succession *jure hæreditario* au même titre que tous les autres successeurs irréguliers. Par application du même principe la jurisprudence décide encore que l'État peut se prévaloir du bénéfice de l'assurance sur la vie contractée par une personne qui meurt sans avoir laissé de parents au degré successible et sans avoir disposé du bénéfice de l'assurance (1).

C'est aussi la solution qu'ont adoptée les Codes civils italien, espagnol, allemand qui font comme nous de l'État un véritable successeur et nous croyons ainsi avoir fait justice des théories qui ne veulent lui reconnaître qu'un droit de suzeraineté ou de déshérence.

Ayant ainsi établi le droit successoral de l'État, il faut, à notre avis, l'admettre aussi pour certains établissements publics que le législateur appelle, avant l'État lui-même, à recueillir, dans certaines circonstances déterminées, les biens du *de cujus* quand celui-ci ne laisse à sa mort

(1) Paris, 14 février 1890.

ni alliés ni parents légitimes ou naturels et n'a pas disposé de ses biens par testament.

La loi du 15 pluviôse an XIII confère aux hospices un droit de succession sur les biens des enfants admis dans ces établissements lorsqu'ils y sont décédés avant leur majorité ou leur émancipation. Ce droit d'ailleurs a été étendu de sorte qu'actuellement les hospices et hôpitaux sont appelés à recueillir en outre les successions des enfants assistés, non réclamés par les héritiers et les effets mobiliers des personnes admises à titre gratuit dans les établissements hospitaliers. Le premier de ces droits qui ne peut s'exercer qu'à défaut de tout successeur légitime ou irrégulier et doit être considéré comme une juste compensation des charges qui incombent aux établissements hospitaliers, a pu être contesté lors de la promulgation de la loi du 5 mai 1869 qui a mis le service des enfants assistés à la charge du département. Mais il est admis maintenant que cette dernière loi n'a pas abrogé l'article 8 de celle de l'an XIII, car si les hospices paraissent déchargés de toutes les dépenses relatives aux enfants assistés par la loi de 1869, les frais généraux d'installation, d'entretien et autres ne sont cependant pas acquittés par le département et restent à leur charge.

Suivant un avis du Conseil d'État du 14 octobre 1809, « les effets mobiliers apportés par les malades

décédés dans les hospices, et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir aux dits hospices à l'exclusion des héritiers et du domaine » (1). Sans doute l'opinion dominante, tant en doctrine qu'en jurisprudence, considère ce droit moins comme un droit successoral que comme un droit de créance. Pour nous, nous admettrions volontiers qu'il y a bien pour l'État un véritable droit de succession car d'une part c'était la solution des édits antérieurs que l'avis du Conseil d'État de 1809 invoque et qu'il veut faire revivre et d'autre part si cet avis n'accorde aucun avantage spécial aux hospices, il est inutile puisque le paiement des frais de séjour a toujours pu être revendiqué contre les pensionnaires ou leurs ayants droit quand les malades ont des ressources suffisantes. D'ailleurs rien ne s'oppose à ce que la loi reconnaisse aux hospices un droit successoral sur les biens de leurs malades. Si ce droit se présente comme la compensation des soins prodigués il ne s'en suit pas que la dévolution des biens soit faite à titre onéreux et par conséquent contrairement à la nature du droit successoral, car il n'y a aucun lien de droit immédiat entre l'acquisition d'une part, et les dépenses d'autre part faites par les hospices. Cette attribution des biens n'est au contraire que la consécration d'un devoir capable de

(1) Sirey, 3 novembre 1809, p. 804.

servir de fondement à un droit successoral véritable.

Dira-t-on que si les hospices étaient des successeurs ils seraient soumis de la part du fisc au paiement des droits de mutation alors que la circulaire du ministre des finances du 23 juin 1858 les en dispense. Nous répondrons avec M. Deloume (1) que juridiquement cette circulaire n'a qu'une autorité administrative qu'on ne saurait invoquer, dans cette discussion.

Nous rejetterons également l'opinion de M. Vallier (2) qui ne voit dans le droit des hospices qu'une attribution légale de propriété, tournant ainsi la difficulté sans la résoudre, comme si ce n'était pas par un effet de la loi elle-même que l'héritier devenait propriétaire des biens successoraux.

Aussi nous rallierons-nous, comme nous le disions plus haut, à la théorie qui reconnaît aux hospices un droit successoral véritable.

En ce qui concerne les établissements publics qui vont suivre, il est à remarquer que la loi ne leur reconnaît également de droits sur la succession du *de cujus* qu'à défaut de tout autre titulaire pour la recueillir, c'est-à-dire en vertu d'un droit de même nature que celui de l'État. Or nous savons que celui-ci jouit d'un véritable droit successoral : il faut donc admettre en conséquence

(1) DELOUME, *État considéré comme successeur aux biens*.

(2) VALLIER, n° 774.

que ces établissements publics sont eux-mêmes de véritables successeurs.

C'est ainsi qu'en vertu de la loi du 30 avril-13 mai 1791, la Caisse des Invalides de la Marine a droit au produit des successions des marins et autres personnes mortes en mer lorsqu'il n'est pas réclamé. Elle est ainsi substituée à l'État, et ne recueille la succession qu'à défaut de tout autre héritier, mais elle est même primée, comme cela a été jugé du reste, par l'hospice (1).

C'est encore un droit de succession irrégulière que celui qui est reconnu à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, par préférence à l'État, sur le capital déposé dans cette caisse, quand un crédientier meurt sans laisser d'autres successeurs.

Signalons enfin la succession des communes aux parts de marais délaissés par leurs habitants. Il existe, en effet, dans certaines régions des portions de terrain sur lesquelles les habitants ont des droits de jouissance tantôt viagers, tantôt transmissibles. Dans ce dernier cas si le bénéficiaire meurt sans héritier, comme dans le premier cas, la commune succède au droit de l'ancien usager. Elle succède également soit à ce dernier, soit à son héritier, quand celui-ci et son auteur étaient usagers séparément de portions différentes, car on ne reconnaît pas

(1) Rennes, 16 juillet 1888. Sirey, 1891, 2-33.

à l'héritier le droit de jouir des deux mais bien de choisir entre l'une ou l'autre, celle qu'il aura dédaignée devant faire retour à la commune.

Tels sont les divers successeurs irréguliers qui existent dans notre droit. Comme on le voit, la plupart présentent un caractère tout particulier et ne donnent pas lieu à de graves difficultés en pratique, les seuls que nous aurons particulièrement en vue dorénavant sont les frères et sœurs naturels de l'enfant naturel et le conjoint survivant.

Après avoir déterminé ce qu'on entend par successeurs irréguliers et quels sont ceux qui existent dans notre droit, nous devons — et c'est l'objet de notre étude — établir quels sont leurs droits et surtout leurs obligations après l'envoi en possession dont les formalités ont pour but de faire connaître s'il existe ou non d'autres successeurs préférables. C'est bien là le rôle de l'envoi en possession, comme nous en trouvons la preuve dans un discours du tribun Siméon au Corps Législatif (1) (Séance du 29 germinal an XI) quand il déclare que : « Les successeurs irréguliers ne sauraient être comme les successeurs réguliers saisis de plein droit. — Ils doivent demander l'envoi en possession. — Il ne leur est accordé qu'après des publications, des

(1) Jurisprudence générale. V. *Successions*, n° 148.

formalités et toutes les précautions propres à conserver les droits des héritiers réguliers s'il venait à s'en présenter. » Connaissant ainsi la situation exacte du successeur irrégulier, dans notre droit, nous verrons quelle critique on en peut faire et les principes qui, à notre avis, devraient régir cette matière.

Pourtant, sous peine de ne faire des successeurs irréguliers qu'une étude incomplète, il est nécessaire d'indiquer brièvement quelle est leur situation au cas où ils auraient appréhendé de fait la succession sans recourir à l'envoi en possession. Ce sera l'objet de notre deuxième chapitre.

---

## CHAPITRE II

### SITUATION DES SUCCESSEURS IRRÉGULIERS QUI ONT DE FAIT APPRÉHENDÉ LA SUCCESSION

Le législateur qui n'appelle les successeurs irréguliers qu'à défaut d'héritiers légitimes ou naturels, soumet l'exercice de leurs droits successoraux aux formalités de l'envoi en possession pour s'assurer qu'il n'existe pas de successibles préférables. Il y soumet d'ailleurs tous les successeurs irréguliers sans exception, même le conjoint survivant succédant en usufruit. Cette question en effet avait soulevé quelque difficulté lors de la promulgation de la loi des 9 et 10 mars 1891, car, disait-on, l'article 769 n'avait pas pu prévoir cette hypothèse. A cela on peut répondre que si le législateur de 1891 avait voulu, dans l'hypothèse que nous indiquons, soustraire le conjoint survivant aux formalités de l'envoi en possession il l'aurait nettement indiqué. D'autre part, l'article 724 modifié postérieurement à cette loi, maintenant pour le conjoint survivant l'obliga-

tion qu'il lui imposait auparavant sans distinguer s'il vient à recueillir la succession comme usufruitier ou en toute propriété, met fin à cette discussion.

Par conséquent, tous les successeurs irréguliers pour jouir du droit que la loi leur reconnaît doivent demander l'envoi en possession.

Quelle est donc leur situation au cas, où, en violation de l'article 724 du Code civil, ils négligent les formalités prescrites et se mettent de leur propre autorité en possession des biens héréditaires ?

L'exercice du droit successoral étant soumis à une condition potestative pour le successeur irrégulier, il s'en suit nécessairement que si ce dernier refuse de s'y soumettre il ne saurait faire acte d'héritier, pas plus à l'égard des tiers étrangers à la succession qu'à l'égard des autres successeurs. Vis-à-vis des uns et des autres le successeur irrégulier qui appréhende une succession sans aucune formalité n'est qu'un usurpateur, et ses actes doivent être considérés comme inexistantes parce qu'ils sont entachés d'illégalité.

Partant de ce principe, on ne saurait reconnaître au successeur irrégulier le droit d'opposer une semblable prise de possession aux héritiers qui, ayant renoncé à la succession, voudraient la ressaisir en revenant sur leur renonciation (1).

(1) AUBRY et RAU, liv. VI, § 639, note 21.

En effet l'article 790 du Code civil déclare que « tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers ». D'ailleurs que cette acceptation provienne d'un héritier légitime ou d'un successeur irrégulier, peu importe; elle suffira pour rendre inefficace toute rétractation de l'héritier qui avait précédemment renoncé, à une condition toutefois c'est que cette acceptation elle-même soit juridiquement valable. Or, les articles 769 et 770 du Code civil décident que l'acceptation de l'hérédité par un successeur irrégulier ne peut résulter que de l'envoi en possession. Par conséquent il faut en conclure qu'à défaut de cet envoi en possession, et en particulier quand le successeur irrégulier a pris de fait ou conservé à titre d'usufruit les biens de l'hérédité, il ne peut opposer cette appréhension ou cet usufruit à l'héritier qui déclare revenir sur sa renonciation et demande qu'on lui rende les biens successoraux.

Cette solution doit être étendue, croyons-nous, au cas où le successeur irrégulier est en même temps parent du défunt et appelé à recueillir en cette qualité tout ou partie de la succession car la généralité des termes de l'article 724 prouve qu'il s'applique même dans ce cas particulier.

D'ailleurs, d'une façon générale, on peut dire qu'une pareille prise de possession n'est pas opposable à tout héritier demandeur en pétition d'hérédité. La question en effet ne se pose pas, quand la demande est introduite dans les trente années de l'ouverture de la succession, puisque même au cas où le successeur irrégulier aurait été envoyé en possession, il serait évincé. Si au contraire ce n'est que plus de trente années après l'ouverture de la succession que la demande en pétition d'hérédité est introduite, le successeur irrégulier pourra-t-il opposer au demandeur son appréhension de fait et repousser l'action par ce moyen de défense ? Évidemment non, car il ne peut invoquer un titre nul à l'origine et que rien n'a pu rendre dans la suite valable juridiquement, mais il lui reste une autre ressource qui aboutira au rejet de la demande, c'est d'opposer à l'héritier le moyen tiré de l'article 789, c'est-à-dire la prescription extinctive de son droit d'agir. Car malgré les distinctions proposées par la doctrine il faut admettre, croyons-nous, le système qui prévaut en jurisprudence, à savoir : que tout héritier qui n'a pas pris parti après trente ans doit être considéré comme étranger à la succession (1).

Inopposable aux héritiers le fait de s'être mis de sa propre autorité privée en possession de l'hérédité, ne

(1) Cassation, 29 janvier 1862. D. 62, 1-273. 28 février 1881. D. 81, 1-195.

peut être invoqué davantage à l'encontre des tiers qui sont obligés à un titre quelconque envers elle. Sans doute les formalités de l'envoi en possession ont été édictées en faveur des héritiers, et non point par mesure de protection à l'égard des tiers, mais lorsqu'elles n'ont pas été remplies leur défaut rend illégale toute prise de possession de fait vis-à-vis des uns et des autres, et les tiers sont recevables à repousser toute action du successeur irrégulier, qui n'est pour eux qu'un simple usurpateur.

En effet, que le successeur irrégulier veuille intenter contre un tiers l'action en pétition d'hérédité pour recouvrer des biens héréditaires qu'il prétend être indûment entre les mains de personnes étrangères à la succession, il verra son action repoussée parce que, comme tout demandeur, il sera obligé de faire la preuve du droit qu'il invoque. Il prétend agir à titre de successeur et l'envoi en possession que la loi exige comme seul moyen de preuve n'existe pas puisque lui-même a négligé d'y recourir.

Il en serait de même lorsqu'il voudrait intenter toute action pétitoire quelle qu'elle puisse être, puisqu'il serait dans l'impossibilité de faire la preuve du droit qu'il invoque.

Mais faut-il lui reconnaître le droit d'exercer les actions possessoires relatives à l'hérédité ? Nous croyons

que même dans cette limite le successeur irrégulier est incapable d'agir en justice, car le défendeur soutiendra à bon droit que le successeur irrégulier n'est pas un possesseur au sens juridique du mot qu'il n'a pas l'*animus domini*, comme disaient les Romains, c'est-à-dire la volonté d'agir pour son propre compte puisqu'il n'est qu'un usurpateur et qu'il ne peut établir ainsi le bien fondé de sa demande. Cette situation d'ailleurs que ne protègent pas les actions possessoires, ne saurait servir aussi de base à une prescription acquisitive de 10 ou 20 ans ; tout au plus peut-elle justifier la prescription trentenaire qui n'exige pour son accomplissement que le fait même d'avoir joui sans trouble de la chose pendant ce laps de temps.

S'il ne peut intenter aucune des actions pétitoires ou possessoires relatives à l'hérédité on peut se demander si le successeur irrégulier qui a appréhendé de fait la succession ne peut pas faire sur les biens qui la composent des actes de disposition. Évidemment il ne peut disposer à titre gratuit des biens héréditaires puisqu'il n'est pas propriétaire, mais s'il s'agit de disposition à titre onéreux, nous pensons qu'il y a lieu de faire à ce sujet une distinction suivant que les actes de disposition sont relatifs à des meubles ou à des immeubles. Lorsqu'il s'agit de meubles acquis par des tiers, ceux-ci pourront toujours opposer l'article 2279 à l'héritier

qui les réclamerait plus tard comme faisant partie de la succession parce qu'ils en ont été distraits par une personne qui n'avait sur eux aucun droit. Mais d'autre part et surtout avec la tendance actuelle de la jurisprudence qui n'hésite pas à regarder comme un héritier apparent une personne incapable de succéder (Trib. civ. de la Seine, 31 janvier 1898) (1), il nous semble que le tiers acquéreur de bonne foi qui a cru traiter avec un successeur saisi de ses droits, doit triompher contre les prétentions de l'héritier. Si, au contraire, il connaissait le défaut de titre dans la personne de son vendeur, il est juste qu'il subisse le châtiement de son imprudence et soit évincé. Si la bonne foi de l'acquéreur peut être facilement admise quand il s'agit de l'acquisition d'un meuble, elle est au contraire très difficile à admettre quand il s'agit d'un acte de disposition portant sur un immeuble, cet acte en effet, qui doit être présenté au bureau des hypothèques pour y être transcrit, est généralement accompagné d'une origine de propriété que le conservateur consigne sur les registres en même temps que le contrat, origine de propriété qui a précisément pour but de faire connaître à l'acquéreur les titres du vendeur sur l'immeuble.

Par conséquent, s'il ne l'a pas requise, l'acquéreur est

(1) *Gazette du Palais*, 98, 1-417.

en faute et doit supporter les risques de sa négligence.

Mais si en principe le successeur irrégulier qui s'est mis de son fait en possession de l'hérédité, ne peut faire acte de disposition sur les biens de la succession peut-être faut-il lui reconnaître le droit de faire valablement des actes de simple administration comme la conclusion de baux de courte durée, comme la réception amiable d'un paiement ?

On ne saurait répondre affirmativement. Le successeur irrégulier qui s'est immiscé de son chef dans la gestion de l'hérédité ne doit en effet être regardé ni comme administrateur de ses propres biens puisqu'il ne peut devenir propriétaire des biens héréditaires que par un envoi en possession régulier, ni comme administrateur pour le compte des autres héritiers qu'il n'a pas mis en demeure de se faire connaître peut-être justement de peur qu'ils n'écartassent toute ingérence de sa part dans les affaires de la succession, ni enfin comme curateur d'une succession vacante au cas où aucun successeur ne l'aurait réclamée, puisque dans ce cas c'est le Tribunal lui-même qui nomme ce curateur. Par conséquent tous les actes qu'il peut faire en se prévalant de cette qualité doivent être regardés comme nuls et non avenus et on ne doit admettre, croyons-nous, à ce principe aucune exception, sauf le cas où un tiers de bonne foi a contracté avec le successeur qu'il croyait véritablement saisi. En effet, spé-

cialement en ce qui concerne les paiements, l'article 1240 du Code civil déclare qu'ils sont valables, s'ils ont été faits de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, encore que le possesseur en soit par la suite évincé. Or, un tiers doit bien être considéré comme de bonne foi, quand il acquitte par exemple entre les mains de la femme, conjoint survivant, une dette qu'il avait contractée envers le mari, sans se préoccuper, surtout si cette dette est relativement de peu d'importance, si oui ou non la femme s'est fait légalement envoyer en possession.

De cette étude, on doit conclure que le successeur irrégulier qui n'a pas recouru à l'envoi en possession est privé de tous les avantages que comporte l'acquisition des universalités juridiques; mais ce serait un tort de croire qu'il reste complètement étranger à cette succession et que les actes qu'il a pu accomplir en se prévalant de son prétendu titre sont seulement sans valeur et n'engagent jamais sa responsabilité.

En effet, le successeur irrégulier a pu par sa faute causer un préjudice à l'héritier qui se présente pour recueillir la succession, par exemple en ne faisant pas inventaire comme l'ordonne l'article 769, de sorte que, lors de la réclamation de l'héritier, il est impossible d'établir exactement la consistance du mobilier. Aussi en pareille circonstance doctrine et jurisprudence sont-elles d'accord pour accorder à l'héritier la faculté de

recourir à la preuve par témoins et même par commune renommée, moyens toujours dangereux pour ceux contre lesquels ils sont employés. D'ailleurs d'une façon générale le Code civil reconnaît à l'héritier le droit de demander des dommages-intérêts au successeur irrégulier puisqu'il n'a pas été mis à même d'exercer son droit d'option par suite de l'ignorance où il se trouvait de l'ouverture de la succession, conséquence du défaut de publicité donnée à la prise de possession de fait de ce successeur irrégulier. C'est ce droit de l'héritier que consacre l'article 772 qui déclare que « l'époux survivant ou l'administration des domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites pourront être condamnés aux dommages-intérêts envers les héritiers s'il s'en présente ».

Aussi adopterons-nous, la solution de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, qui proposent, au cas spécial où le successeur irrégulier aurait joui de l'actif successoral, de permettre à l'héritier de réclamer à ce successeur à titre de dommages-intérêts tous les fruits par lui perçus et même ceux qu'il a négligé de percevoir, puisque l'héritier par suite du silence du successeur irrégulier n'a pas été mis dans la possibilité de pouvoir les recueillir en optant pour l'acceptation de l'hérédité.

Enfin une dernière conséquence découle pour les successeurs irréguliers du fait par eux d'avoir appréhendé

la succession sans recourir aux formalités que leur imposait le Code civil. S'étant gérés comme successeurs universels du défunt, ils sont soumis indépendamment de tout jugement d'envoi en possession, aux poursuites des créanciers héréditaires (1). En effet si l'on en décidait autrement, ce serait encourager la mauvaise foi et exciter les successeurs irréguliers à négliger l'envoi en possession en leur permettant « de décliner les conséquences d'une position qu'ils se sont faite eux-mêmes ». Aussi, auteurs et jurisprudence sont-ils unanimes à reconnaître que les successeurs irréguliers, par leur seule immixtion dans les affaires de la succession, sont soumis aux dettes de celle-ci et que leur paiement en sera contre eux justement poursuivi par les créanciers successoraux.

Telle est la situation des successeurs irréguliers qui, de leur propre autorité et sans recourir aux formalités de l'envoi en possession, se sont emparés des biens de la succession qu'ils ont voulu gérer à titre de successeurs universels.

Il nous reste à étudier maintenant quels sont les droits et les obligations de ceux qui ont au contraire recouru à un envoi en possession régulier ; ce sera l'objet des chapitres qui vont suivre.

(1) AUBRY et RAU, t. VI, § 639, n° 3. DEMOLOMBE, t. XIV, n° 257. Contra : Laurent.

## CHAPITRE III

### DROITS DES SUCCESSEURS IRRÉGULIERS

Connaissant les conséquences qui résultent pour les successeurs irréguliers d'une prise de possession de fait, nous nous placerons désormais dans le cas normal d'un envoi en possession régulier. Mais avant de déterminer quels sont les droits des successeurs irréguliers et en quoi ils consistent il est nécessaire d'indiquer le principe qui domine toute la matière et dont ces droits ne sont en quelque sorte que les conséquences.

La principale différence qui existe entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers consiste en ce que les premiers ont la saisine, tandis que les autres ne l'ont pas. Les héritiers légitimes et naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession, alors que les successeurs irréguliers doivent se faire nécessairement envoyer en possession ou de-

mander la délivrance, s'il s'agit du conjoint survivant en concours avec des héritiers saisis.

Aussi pour étudier complètement les droits des successeurs irréguliers et même leurs obligations faudrait-il distinguer la période antérieure à l'envoi en possession et la période postérieure.

## I

### AVANT L'ENVOI EN POSSESSION

De la première, il n'y a que peu de choses à dire, et bien qu'elle ne rentre pas directement dans l'étude de notre sujet, nous'en exquissions, cependant, très rapidement, les grandes lignes pour nous faire une idée de la situation du successeur irrégulier, au moment de son envoi en possession.

Dès l'ouverture de la succession, comme tous les héritiers, les successeurs irréguliers ont droit d'accepter ou de renoncer à la succession, à l'exception toutefois de l'État qui, n'étant jamais tenu des dettes *ultra vires*, n'a aucune raison de renoncer. En dehors de lui, tous les successeurs irréguliers ont incontestablement la faculté de renoncer. Bien mieux, ils n'ont besoin, pour cela, que de rester étrangers à la succession ; leur répudiation résulte suffisamment de leur abstention et de leur silence, car l'envoi en possession n'est prononcé que s'il

est demandé. Toutefois, rien ne s'oppose à ce que les successeurs irréguliers, s'ils y ont intérêt, déclarent au greffe, conformément à l'article 784, leur volonté expresse de ne pas profiter de la succession.

La question s'est d'ailleurs, à plusieurs reprises, présentée relativement au conjoint survivant, et on a même admis à son sujet, que toute renonciation par acte notarié était valable, alors même qu'elle ne serait pas faite au greffe (1). Mais ordinairement l'acceptation résulte pour le successeur irrégulier de la demande d'envoi en possession qui pourra même, tout au moins d'après ceux qui admettent que le successeur irrégulier est tenu des dettes et charges héréditaires *ultra vires successionis*, être accompagnée d'une acceptation sous bénéfice d'inventaire. Si, au contraire, on admet pour le successeur irrégulier une responsabilité limitée aux forces de la succession, l'acceptation bénéficiaire devient pour lui inutile.

Ce droit d'option lui-même, si le successeur venait à mourir avant d'avoir pris parti, passerait à ses héritiers qui auraient la faculté d'accepter ou de renoncer, comme s'il s'agissait d'héritiers légitimes.

Avant même d'être envoyé en possession, le successeur irrégulier, en vertu de sa vocation héréditaire, pos-

(1) Solution de la Régie du 1<sup>er</sup> avril 1892. *Revue du notariat*, n° 8781. V. aussi LAMACHE, *Commentaire de la loi du 9 mars 1891*, p. 84.

sède sur les biens de la succession un droit éventuel qui lui permettra, dès le jour du décès du *de cujus*, de requérir toutes les mesures propres à constater et à conserver les objets héréditaires. Il peut notamment faire procéder à l'apposition des scellés, ainsi qu'à la confection de l'inventaire et à tous les actes conservatoires de ses droits.

Mais n'ayant qu'une vocation héréditaire et n'étant pas en possession des biens de l'hérédité, il ne peut faire aucun acte d'administration. Pour administrer, en effet, il faut posséder, et pour avoir cette possession, il faudra s'adresser au Tribunal. Jusqu'alors, il ne pourra exercer aucune des actions qui dépendent de l'hérédité, tant possessoires que pétitoires, ni poursuivre aucun des créanciers. Il n'aura pas même la faculté d'exercer la pétition d'hérédité, bien que cette action soit attachée à sa qualité de propriétaire, inhérente à la vocation héréditaire qu'il a au jour de l'ouverture de la succession, et non à celle de successeur. En effet, l'envoi en possession a pour but de vérifier s'il n'existe pas d'héritiers appelés à la succession par préférence au successeur irrégulier, aussi y aurait-il danger à permettre à ce dernier de réclamer l'hérédité, avant que cette vérification ait été faite.

## II

### APRÈS L'ENVOI EN POSSESSION

Une fois envoyé en possession, la situation du successeur irrégulier est celle de l'héritier légitime, et comme lui il a :

- 1) La faculté d'exercer tous les droits d'un véritable propriétaire;
- 2) Le droit de demander le partage ;
- 3) Le droit d'exiger le rapport.

#### I. — EXERCICE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ.<sup>1</sup>

Comme nous l'avons déjà vu, les successeurs irréguliers sont propriétaires dès l'instant même du décès du *de cuius*, mais l'envoi en possession est nécessaire, pour leur permettre d'exercer leur droit de propriété, avec tous les accessoires qu'il comporte et, en particulier, administrer et aliéner les biens de la succession. Mais une fois envoyé en possession, le successeur est considéré comme devenu, à tous égards, propriétaire au jour de l'ouverture de la succession, et de ce principe résultent de nombreuses et importantes conséquences.

D'abord les biens héréditaires sont censés faire partie depuis ce moment du patrimoine du successeur;

si celui-ci vient à mourir, ils passent à ses héritiers au même titre que ses biens personnels, de même, comme nous l'avons déjà dit, qu'aurait passé à ses héritiers le droit d'option qu'avait le successeur s'il était mort avant d'avoir pris parti. Au contraire, s'il a opté et demandé l'envoi en possession, il est définitivement propriétaire et ses héritiers seront responsables, dans les limites que nous déterminerons plus tard, des dettes de la succession acceptée par leur auteur à la condition qu'ils acceptent eux-mêmes la succession de ce dernier. Ils seront également tenus de respecter les droits qui auraient été consentis par le successeur dès le jour de l'ouverture de la succession, car, grâce à l'effet rétroactif de l'envoi en possession, les droits créés par le successeur depuis ce jour sont valables et ne peuvent être contestés ni par le successeur ni par ses héritiers, qu'il s'agisse de droits résultant d'actes d'administration, d'aliénation, ou de tous autres actes constitutifs de droits réels et spécialement d'hypothèque.

De même qu'ils doivent respecter les charges dont les biens héréditaires ont été grevés par le successeur, de même les héritiers de celui-ci profitent de toute augmentation de ces mêmes biens comme le successeur lui-même est appelé à en profiter.

C'est ainsi qu'on admet généralement pour le successeur irrégulier le droit à l'accroissement dans les mêmes

conditions que pour les héritiers quand disparaît ou renonce soit un de ceux-ci, soit un successeur irrégulier. C'est aussi notre avis, car lorsque les uns et les autres renoncent ils sont censés n'avoir jamais été héritiers et comme d'autre part le successeur irrégulier a nécessairement accepté la totalité de la succession, il y a lieu d'appliquer purement et simplement l'article 786 qui, dans la généralité de ses termes, s'adresse à tous les successeurs quels qu'ils soient (1). De même qu'il supporte la perte résultant d'un remboursement au pair, de même il bénéficie de la plus-value qui résulte de la hausse des valeurs ou des lots qui peuvent provenir d'un tirage avec prime. Enfin il recueille tout ce qui s'unit à la propriété héréditaire par accession ou par alluvion.

Les successeurs irréguliers doivent encore, comme conséquence de leur droit de propriété, bénéficier des fruits et des revenus de la succession. Cette solution est certaine pour les fruits et revenus échus postérieurement à l'envoi en possession. Doit-il en être de même pour ceux échus postérieurement à l'ouverture de la succession mais antérieurement à l'envoi en possession ? Évidemment oui, car les fruits sont un accessoire du droit de propriété, or les successeurs irréguliers sont propriétaires du jour de la mort du *de cujus* : ils

(1) En ce sens : DEMOLOMBE, XV, n° 42. Fusier Hermann, art. 786, n° 11. Contra : Demante, III, n° 106 bis.

doivent donc avoir droit aux fruits, à moins d'un texte formel qui les en dépouille. Ce droit leur est acquis au moins sur les fruits par eux perçus de bonne foi, même au cas où un héritier viendrait à triompher par la pétition d'hérédité et ils les font leurs depuis l'ouverture de la succession jusqu'au jour où a été introduite la demande qui les a évincés. C'est ce que décide formellement l'article 8 de la loi du 15 pluviôse an XIII pour les enfants admis dans les hospices : « S'il se présente ensuite des héritiers, dit l'article 8, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande. » De ce que l'article 771 du Code civil oblige le conjoint survivant à fournir caution pendant trois années, on ne saurait conclure que ce successeur pendant ce délai n'est qu'un simple administrateur qui n'aurait droit par conséquent ni aux fruits ni aux revenus. Une pareille solution aurait pour conséquence de placer le successeur irrégulier dans une situation plus défavorable que l'envoyé en possession des biens d'un absent auquel la loi accorde, aux termes de l'article 127 du Code civil, une partie des fruits dès les premières années.

Jusqu'à l'envoi en possession, s'il est vrai que le successeur est propriétaire, cette constatation est surtout théorique, car il ne lui est pas possible d'exercer ses droits. L'envoi en possession au contraire l'assimile à un héritier saisi et dès lors il peut exercer toutes les

actions héréditaires, poursuivre les détenteurs des biens successoraux ou les débiteurs du *de cujus*, comme il peut par contre être actionné lui-même par tous ceux qui prétendent un droit contre la succession et spécialement par les créanciers héréditaires. Il devient dès cet instant possesseur et administrateur de l'hérédité et peut valablement faire tous les actes relatifs à cette qualité.

Comme l'envoi en possession rétroagit au jour de l'ouverture de la succession, on doit admettre, à notre avis, que le successeur continue la possession du défunt depuis la mort de celui-ci et en conséquence la prescription acquisitive elle-même commencée par le défunt dès l'instant du décès.

On a prétendu cependant que, jusqu'à l'envoi en possession, le caractère de celle-ci était précaire, équivoque et non à titre de propriétaire et que par conséquent le temps écoulé entre le décès et l'envoi en possession devait constituer une suspension de la prescription (1). On peut répondre que la mort du possesseur ne figure point dans notre Code parmi les causes de suspension ou d'interruption de la prescription. Du reste, pour en être ainsi, il faudrait, conformément à l'article 2243 du Code civil, qu'après la mort du *de cujus* un tiers

(1) LAURENT, t. IX, n° 242. HUC, t. V, n°s 152 et 153. Paris, 2 février 1844 (Dalloz, 1844, 2-65).

ait acquis la possession annale à l'encontre du successeur irrégulier. Or, dans notre hypothèse, non seulement rien de semblable ne se présente mais la rétroactivité s'explique logiquement par cette considération que le successeur irrégulier envoyé en possession est réputé, comme tout héritier, continuer à tous égards la personne du défunt et particulièrement la possession de celui-ci. Cette solution s'impose d'autant mieux qu'avant même tout envoi en possession le successeur a le droit de faire des actes conservatoires et en particulier d'interrompre la prescription.

Par application des mêmes principes, les successeurs irréguliers peuvent exercer, aussitôt après l'envoi en possession et relativement aux immeubles héréditaires, toutes les actions possessoires à la seule condition que leur auteur ait été recevable à les exercer et sans qu'ils aient eux-mêmes possédé auparavant ces immeubles à un autre titre.

## II. — DROIT D'EXIGER LE PARTAGE.

Comme tout héritier et plus généralement comme tout propriétaire, le successeur irrégulier après l'envoi en possession peut exiger le partage.

S'il y a plusieurs frères naturels pour recueillir la succession d'un enfant naturel, tous auront droit de pro-

voquer le partage qui se fera entre eux par parts égales et dans les formes ordinaires.

Le successeur irrégulier peut aussi se trouver en concours avec des héritiers légitimes. Sans doute cette situation ne peut pas théoriquement se présenter entre les frères et sœurs légitimes et les frères et sœurs naturels de l'enfant naturel puisque les premiers succèdent seulement aux biens donnés par le père ou la mère légitime et qui se retrouvent en nature tandis que le droit des seconds portent exclusivement sur les autres biens. Mais, et c'est la solution la plus fréquente, l'époux survivant peut se trouver en concours avec les héritiers légitimes puisque la loi lui reconnaît un droit d'usufruit même en présence de réservataires, usufruit dont la quotité et l'assiette seront déterminés par les opérations du partage. Aussi doit-on nécessairement reconnaître à ce successeur irrégulier le droit de provoquer le partage.

Ces hypothèses ne s'appliquent pas à l'État qui n'est en concours avec aucun successeur et ne peut à ce titre tout au moins provoquer le partage.

Quant aux effets du partage ils sont déterminés par l'article 883 qui dit que « chaque héritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot ou à lui échus sur licitation et n'avoir jamais eu la propriété des autres objets de la

succession ». Il résulte de cette disposition que le partage est déclaratif ou, comme disait Pothier, déterminatif et démonstratif de la part de chacun des copartageants. Chacun des successeurs est réputé avoir été propriétaire depuis l'ouverture de la succession des biens que le partage aura mis dans son lot. Si donc il avait consenti des droits réels sur ces biens ces droits seraient valables, alors que seraient nuls et non opposables aux autres cohéritiers les droits qu'il aurait consentis sur des biens qui ne lui auraient pas été attribués par un partage subséquent. En un mot, s'il y a lieu à un partage, les droits du successeur ne seront définitivement établis qu'après ce partage, mais ainsi déterminés ils remonteront, quant à leurs effets au jour de l'ouverture de la succession : c'est l'application pure et simple du droit commun.

### III. — DROIT AU RAPPORT.

Le rapport a pour but de maintenir l'égalité des parts héréditaires dans la proportion fixée par le législateur. Il n'y a donc lieu de l'exercer qu'entre cohéritiers et quand cette égalité menace d'être rompue, c'est pourquoi l'article 857 stipule : « Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier ; il n'est pas dû aux légataires, ni aux créanciers de la succession. » Il est dû à tous

les héritiers légitimes ou naturels, sans distinction de ligne ou de degré et par conséquent aux successeurs irréguliers qui sont héritiers au même titre que les autres. Il peut être exigé par tous ; c'est au moins l'opinion admise par la presque unanimité des auteurs (1).

On a pourtant soutenu le contraire au sujet de l'enfant naturel, car, a-t-on dit, d'après l'article 857 le rapport n'est dû que par un cohéritier à son cohéritier et comme, aux termes de l'article 756 (ancien), l'enfant naturel n'était pas un héritier, on en concluait que le rapport ne lui était pas dû. Cette solution s'imposait, d'autant mieux, ajoutait-on, que l'article 760 (ancien) du Code civil, en obligeant l'enfant naturel à « imputer sur ce qu'il a droit de prétendre tout ce qu'il a reçu et qui serait sujet à rapport, d'après les règles établies à la section 2 du chapitre 6 du titre des successions », démontrait évidemment que la loi n'attachait l'idée de rapport qu'aux héritiers qui font l'objet de cette section et non point aux enfants naturels.

La jurisprudence, suivant l'avis de la doctrine, n'a pas admis cette thèse et la Cour de Paris dans un arrêt du 5 juin 1826 (2) décide que l'enfant naturel a le droit d'exiger, contre les enfants légitimes le rapport pour

(1) AUBRY et RAU, t. VI, § 638, p. 694, note 20. DEMOLOMBE, t. XIV, n° 31 et t. XVI, n° 278. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. III, n° 3527.

(2) D. P., 1828, 2-202.

compléter les droits héréditaires que la loi lui accorde : « Attendu, dit cet arrêt, que si aux termes de l'article 756 l'enfant naturel n'a pas le titre d'héritier, le droit qu'il peut exercer dans la succession de ses père et mère n'en est pas moins un droit héréditaire ; que pour le déterminer, la masse de la succession doit être déterminée de la même manière que si elle devait être partagée entre des héritiers légitimes. »

La question se présentait assez fréquemment avant la loi du 25 mars 1896, lorsque les héritiers naturels et spécialement les enfants naturels étaient considérés comme des successeurs irréguliers. Il arrivait que ces enfants naturels étaient en concours avec des héritiers légitimes ou naturels et on se demandait si les règles relatives au rapport étaient applicables. Nous venons de voir quelle fut la solution de la doctrine et de la jurisprudence et la difficulté a disparu quand les enfants naturels ont été considérés comme de véritables héritiers ayant la saisine.

Néanmoins il peut arriver que les successeurs irréguliers aient à exiger le rapport.

Sans doute l'hypothèse est impossible pour l'État, les divers établissements publics et les communes, et même pour le conjoint survivant qui succède en toute propriété à l'universalité des biens du *de cuius* à défaut de parent au degré successible. Dans tous ces cas, en effet, il

n'y a pas lieu à partage et à plus forte raison au rapport.

Mais théoriquement tout au moins, bien qu'assez rarement en pratique, le droit au rapport peut prendre naissance quand, entre frères et sœurs, l'un d'eux a déjà reçu quelque libéralité du *de cujus* avant son décès et qu'il faut procéder au rapport.

La question du rapport est au contraire fréquemment agitée quand le conjoint succède au *de cujus*, non plus pour la totalité à défaut de parent plus rapproché, mais pour une part en usufruit en concours avec d'autres héritiers. Nous verrons dans le chapitre spécial consacré à l'étude du conjoint survivant usufruitier que ce dernier peut exiger un rapport fictif qui permet de constituer la masse sur laquelle sera calculée sa part en usufruit.

---

## CHAPITRE IV

### CONJOINT SURVIVANT USUFRUITIER

Les développements sur les droits des successeurs irréguliers, tels que nous venons de les étudier, s'appliquent sans restriction au conjoint survivant appelé à recueillir la succession en toute propriété. Mais quand ce successeur est appelé à recueillir une quote part de la succession seulement à titre d'usufruit, d'après les termes de l'article 769, modifié par la loi du 9 mars 1891, il se présente comme un successeur d'un genre particulier, qui, en raison de la situation spéciale que lui fait le législateur, ne peut pas être soumis à toutes les règles applicables aux successions irrégulières. Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer qu'outre son droit de succession en pleine propriété, à défaut de parents au degré successible et d'enfants naturels, le conjoint survivant a droit, aux termes mêmes de l'article 767, à un usufruit. Nous savons qu'il s'agit d'un véritable droit successoral et que l'époux survivant est un successeur irrégulier. Il

nous reste à préciser dans ce chapitre les conséquences de ce caractère et à étudier avec quelques détails les droits et obligations qui en résultent.

Après avoir déterminé l'étendue de ce droit d'usufruit et la composition de la masse qui sert à son calcul, ce qui nous permettra à ce sujet d'étudier le rapport et l'imputation, nous verrons sur quels biens il porte effectivement.

Nous montrerons ensuite comment les héritiers du *de cujus* peuvent, s'ils y ont intérêt, convertir l'usufruit du conjoint survivant en rente viagère, et nous aurons enfin à énumérer les obligations qui résultent pour le conjoint survivant de son usufruit.

Mais auparavant, il est nécessaire d'en indiquer le fondement.

# I. — FONDEMENT DU DROIT SUCCESSORAL DU CONJOINT SURVIVANT.

Si l'affection présumée du défunt n'offre au droit de succession qu'une base insuffisante, et si l'idée d'un devoir de famille sert de fondement à la dévolution des biens, le législateur, quand il s'agit du conjoint survivant, peut invoquer, en outre, un intérêt moral, capable à lui seul de justifier le droit successoral reconnu à ce dernier. Le législateur a voulu, comme on l'a dit, « ho-

norer le mariage » et toutes les règles qu'il a établies tendent à laisser le conjoint survivant dans une situation identique à celle qu'il avait pendant le mariage. La meilleure preuve que tel est bien le but du législateur, c'est qu'il décide que, s'il a été pourvu par le *de cujus* au sort du survivant, soit par des libéralités testamentaires, soit par des donations, le droit d'usufruit n'existe plus, du moins dans son intégralité.

En ce cas, en effet, l'époux survivant ne conserve seulement que le droit de demander le complément de son usufruit, si les libéralités qui lui ont été faites n'atteignent pas la quotité légale de cet usufruit.

Il avait même été question, lors de la discussion de la loi, d'exclure toute action du survivant et tout droit à un usufruit, dès que ce survivant aurait reçu une libéralité quelconque du *de cujus*, presumant qu'en faisant cette libéralité le *de cujus* voulait exhériter le survivant. Cette disposition n'a pas prévalu, et ce n'est que justice, car il peut se faire que la libéralité ait été faite à une époque où la fortune du *de cujus* n'était pas ce qu'elle est devenue plus tard.

Il faut remarquer encore que cet usufruit existe quelle que soit la fortune du survivant et qu'il n'est pas spécialement réservé au conjoint pauvre, comme on l'avait proposé au Sénat, lors de la discussion de la loi.

La commission, en effet, déclara qu'il n'était pas pos-

sible d'admettre une telle proposition. « Ce serait, disait le rapporteur, une anomalie par trop forte, que de créer un droit successoral dans lequel la qualité de successeur serait subordonnée à l'état de fortune du survivant. La commission n'aurait jamais consenti à entrer dans cette voie. » Il serait, du reste, par trop difficile de délimiter la richesse et la pauvreté.

En résumé (et c'est le principe qu'il importe de retenir), le législateur de 1891 a voulu maintenir au survivant une situation en rapport avec sa situation antérieure. Il est contraire à toute équité qu'un époux qui a vécu dans l'opulence pendant le mariage, se trouve par la mort de son conjoint réduit au dénuement.

## II. — ÉTENDUE DU DROIT DU CONJOINT SURVIVANT.

C'est pour répondre à cette idée que le législateur a donné au survivant un usufruit et non une part en toute propriété. Par hypothèse, en effet, le *de cujus* a des héritiers : il est donc juste que sa fortune tout entière soit conservée pour eux. D'autre part un usufruit suffit pour conserver au conjoint survivant sa situation antérieure.

Il s'agit là, du reste, d'un véritable usufruit qui est un droit réel, faisant partie du patrimoine de son titulaire, qui peut être aliéné et saisi par les créanciers. Il est mobilier ou immobilier suivant qu'il porte sur des meubles ou des immeubles.

Quelle est sa quotité ?

Le droit du conjoint est variable :

a) Si le *de cujus* laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage, l'usufruit est du quart de la succession.

On avait proposé de diminuer la part du survivant suivant le nombre des enfants ; cette solution a été écartée de peur qu'elle n'entraîne une diminution de la natalité.

b) Si le *de cujus* laisse des enfants nés d'un précédent mariage l'usufruit du survivant est d'une part d'enfant légitime le moins prenant sans que cette part puisse excéder un quart. Le législateur a craint que le conjoint remarié ne dépouillât les enfants du premier lit et il a établi une restriction à son pouvoir de disposition à l'égard de l'époux d'un second mariage. Il est à remarquer d'ailleurs que le survivant usufruitier peut faire des économies lesquelles profiteront toujours aux enfants communs qui recueilleront ainsi indirectement un bénéfice de cet usufruit, alors que jamais les enfants du premier lit n'y auront aucun droit. En d'autres termes, « on considère l'époux survivant comme un enfant de plus et on lui accorde une part ». Mais si l'un des enfants a été avantagé le survivant ne pourra recevoir qu'une part égale à celle de l'enfant non avantagé.

c) Si le *de cujus* n'a laissé que des héritiers autres que des enfants légitimes, le conjoint survivant a droit à la

moitié. On a voulu par cette disposition éviter toute complication, puis il a semblé « rationnel et juste de partager l'usufruit par moitié entre l'époux et la famille (1) ».

### III. — COMPOSITION DE LA MASSE SUCCESSORALE.

Connaissant la quotité de l'usufruit, reste à déterminer comment doit être constituée la masse successorale qui servira à la calculer.

La question n'avait pas été prévue dans le projet de M. Delsol. Elle fut soulevée par les Facultés de droit qui montrèrent les difficultés pratiques qui résulteraient du silence de la loi. La question a donné lieu à des débats importants. Dans le projet qui fut voté au Sénat en 1877, on avait adopté la thèse d'après laquelle l'époux survivant n'avait droit à aucune espèce de rapport ni réel ni fictif. Son usufruit ne se calculait et ne s'exerçait que sur les biens existant réellement au moment de l'ouverture de la succession et pour justifier cette solution on invoquait la volonté présumée du défunt. Lorsque le défunt, disait-on, a disposé de ses biens en faveur d'autres personnes que son conjoint, il est naturel de supposer qu'il a voulu les soustraire à l'usufruit de ce

(1) Rapport au Sénat de M. Delsol du 20 février 1877.

dernier, ou, en d'autres termes, qu'il a voulu préférer sur ces biens ses donataires ou légataires à son conjoint (1).

De graves critiques étaient adressées à ce projet qui avait le tort de violer le principe de l'égalité entre les successibles que le rapport a pour but d'assurer et qu'avant la loi de 1896 la jurisprudence n'hésitait pas à reconnaître aux enfants naturels et dans leurs personnes aux successeurs irréguliers. Les adversaires du rapport firent en outre valoir les inconvénients économiques de cette institution et particulièrement du rapport en nature, mais il leur était bien difficile de porter atteinte à son principe trop entré dans nos mœurs.

D'autre part, ne pas admettre le droit au rapport eût été aller contre le but même de la loi qui est de conserver au conjoint survivant une situation analogue à celle qu'il avait avant le décès du *de cuius*. Cette situation serait au contraire des plus précaires quand le défunt aurait disposé de tous ses biens ou de la plus grande partie d'entre eux au profit des successibles non soumis au rapport. Il est à remarquer d'ailleurs que cette solution pourrait être préjudiciable aux successeurs eux-mêmes en ce sens qu'elle créerait pour les époux un intérêt considérable à s'empêcher mutuellement de

(1) *Journal officiel*. Annexe de la séance du 11 novembre 1890, n° 7, p. 10.

faire des libéralités entre vifs et en avancement d'hoirie.

Enfin ce système aboutirait à la consécration d'une véritable injustice, puisqu'il ferait supporter le poids de l'usufruit du conjoint survivant uniquement par les héritiers non dotés. Ceux qui auraient eu la faveur d'obtenir leur part héréditaire par acte entre vifs auraient en outre celle de voir ces mêmes biens soustraits à l'usufruit du conjoint survivant puisque celui-ci ne pourrait pas en exiger le rapport.

Ces considérations entraînèrent la Chambre des députés qui repoussa la thèse admise par le Sénat. Elle décida de comprendre dans la masse sur laquelle s'exercerait l'usufruit les biens donnés ou légués aux successibles sans dispense de rapport, aussi bien que ceux qui existaient au moment du décès dans le patrimoine du défunt (1).

La solution de la Chambre ne fut pas à son tour intégralement admise au Sénat. On lui reprochait d'être trop favorable au conjoint survivant, au détriment des successibles qui seraient le plus souvent les enfants, puisqu'ils pouvaient être tenus de rapporter des biens qui leur avaient été donnés et dont les hasards d'un partage peuvent ensuite les priver. C'est pour éviter cet inconvénient grave que l'on s'arrêta à un moyen terme

(1) Chambre des Députés. Séance du 22 mars 1890. *Journal officiel* du 23 mars (Discours de M. Piou).

qui consiste à faire rapporter tous les biens à la masse héréditaire pour le calcul et la détermination de l'usufruit du conjoint survivant, tout en décidant que l'usufruit lui-même ne porterait que sur les biens dont le *de cujus* n'aurait pas antérieurement disposé.

« En d'autres termes, comme disait le rapporteur au Sénat, l'usufruit doit être calculé comme dans le projet de la Chambre et appliqué comme dans celui du Sénat. De la combinaison de ces deux idées il résulte qu'à l'égard de l'époux le rapport ne sera que fictif, puisque cet époux ne prendra pas part aux biens rapportés. Ceux-ci seraient exclusivement partagés entre les divers autres successibles. Mais par une juste réciprocité, les successibles ne pourront pas exercer leur droit sur les biens existants dans la succession tant que l'époux n'aura pas prélevé son droit d'usufruit. Si ces biens sont suffisants pour couvrir le montant de l'usufruit, le résultat sera le même que si le projet de la Chambre avait prévalu. S'ils ne suffisent pas, l'époux survivant supportera le déficit, puisqu'il ne peut pas exercer son droit sur les biens rapportés ainsi que le Sénat l'avait d'abord décidé. »

Ainsi on doit ajouter à tous les biens existants ceux qui ont été donnés à un successible, soit par acte entre vifs, soit par testament, sans dispense de rapport.

Telle est la solution formulée par l'article 767 alinéas 6 et 7 ainsi conçus :

« Le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire, au profit de successibles, sans dispense de rapport. Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé, ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire et sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour. »

Ce rapport de l'article 767 présente d'une part quelque analogie avec les règles établies par les articles 921 et 922 pour le calcul de la quotité disponible. Il est nécessaire toutefois d'en signaler une différence importante qui en modifie la nature.

Le rapport de l'article 922, quoique fictif, porte sur tous les biens donnés, même sur ceux qui auraient été donnés aux successibles par préciput et hors part. Le rapport dû au conjoint ne s'exerce pas sur les biens donnés avec dispense de rapport.

D'autre part il diffère du rapport des articles 843 et suivants du Code civil en ce que ce dernier précède le partage, est toujours réel, et se fait suivant les cas tantôt en nature tantôt en moins prenant, alors que le rapport dû au conjoint survivant ne se fait pas obligatoire-

ment avant le partage, est toujours fictif, et ne peut jamais s'exercer en nature.

En dehors de ces différences il faut noter que le rapport fictif de l'article 767 est régi par les principes des articles 843 et suivants du Code civil relatifs au rapport réel (1).

La caractéristique de ce rapport c'est qu'il est fictif. Il ne peut être exercé que sur les biens se trouvant réellement dans la succession au moment du décès et jamais sur les biens qui y ont été réunis fictivement. Si les biens existants sont suffisants, il n'y aura pas de difficulté: mais s'ils sont insuffisants l'usufruit sera réduit dans les proportions nécessaires: il ne peut pas s'exercer sur les biens autres que ceux qui existent effectivement dans la succession. Toutefois s'il ne restait plus aucun ou presque aucun bien disponible, l'époux aurait droit à une pension alimentaire à prendre dans la succession, ainsi que cela a été affirmé par le rapporteur au Sénat lors de la discussion (2).

Le rapport est dû au conjoint survivant par tous les « successibles »; ce terme employé dans l'article 767 est beaucoup plus large que l'expression « héritiers »

(1) Rapport de M. Delsol du 11 novembre 1890. *Journal officiel* du 11 février 1891.

(2) Discours de M. Delsol, séance du Sénat du 14 novembre 1890. *Journal officiel*, 15 novembre.

dont se sert l'article 843. Ainsi sont donc tenus au rapport fictif non seulement les héritiers légitimes et naturels, mais encore les successeurs irréguliers tels que les frères et sœurs naturels du défunt.

Ainsi la masse héréditaire est constituée par tous les biens existant dans la succession au décès du *de cujus* y compris ceux donnés à l'un des successibles sans dispense de rapport. Mais il faut en exclure tous les biens donnés ou légués avec dispense de rapport que celle-ci soit formulée en termes exprès ou non, pourvu que l'intention ne soit pas douteuse.

Faut-il compter au nombre des successibles soumis au rapport l'époux survivant lui-même lorsque le *de cujus* a disposé, soit par donation entre vifs, soit par testament, de biens en sa faveur ?

En d'autres termes l'époux survivant est-il obligé au rapport ?

Ce qui peut en faire douter, c'est que le rapport est ordinairement préjudiciable à l'héritier qui le doit, tandis que la dispense de rapport constitue à son profit un avantage. Or, dans l'hypothèse du conjoint survivant, le contraire se produit : le rapport a pour effet d'augmenter la masse à partager, et par conséquent la quotité de son usufruit au détriment des autres successibles, alors qu'une donation précipitaire, et dispensée du rapport faite à son profit aurait pour résultat de diminuer la

masse des biens sur laquelle sera calculée son usufruit, et par conséquent cet usufruit lui-même.

La question de savoir si l'époux survivant est soumis au rapport a été très vivement discutée et a fait l'objet de controverses importantes. L'alinéa 8 de l'article 767 s'exprime ainsi à ce sujet :

« Le conjoint cessera d'exercer son droit dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et, si ce montant est inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit. »

Pour l'interprétation de ce texte plusieurs solutions ont été proposées : les uns y voient un rapport fictif analogue à celui que le conjoint peut exiger des autres successibles ; d'autres y voient une imputation et non pas un rapport.

Les premiers font remarquer que l'époux survivant est un héritier ou tout au moins un successeur irrégulier. Or il n'est pas douteux que le rapport s'applique à l'un et à l'autre, qu'en outre le législateur a appliqué à l'époux survivant les principes ordinaires de l'article 843 et suivants en ce qui concerne l'établissement de la masse successorale, l'article 767 disposant qu'on réunira fictivement à la masse les biens dont le défunt aura dis-

posé « au profit des successibles sans dispense de rapport (1) ».

Dans l'opinion inverse on fait valoir le paragraphe 8 de l'article 767 qui organise un système d'imputation qui ne peut pas se concilier avec un rapport même fictif (2).

Comme on le voit, la question est délicate et mérite un examen sérieux.

Avant de résoudre la question en ce qui concerne l'époux survivant, voyons en quoi l'imputation se distingue du rapport.

Le rapport proprement dit consiste à remettre dans la masse partageable les biens qui ont fait l'objet de libéralités ; de sorte que là où il y aura rapport, il y aura résolution rétroactive des droits du successible ; il est possible qu'à la suite du partage le successible redevienne propriétaire du bien qu'il a rapporté, mais alors une possession nouvelle commencera pour lui à un nouveau titre. Quand il s'agit d'imputation au contraire la situation est tout autre, il n'y a pas résolution des libéralités qui ont été faites, l'effet de cette imputation est plutôt un effet prohibitif à l'égard du droit successoral. Il est à remar-

(1) GERBAULT et DUBOURG, *Code des droits successoraux des époux*, n° 123.

(2) BONNET, *Des droits de l'époux survivant dans la succession de son conjoint*, n° 23.

quer qu'en ce qui concerne le conjoint survivant l'imputation est imposée par la loi alors même que les libéralités reçues du défunt auraient été faites avec indication qu'elles le furent par préciput et hors part.

Il existait dans notre droit avant la loi du 25 mars 1896 un autre exemple d'imputation contenue dans l'article 760 du Code civil. L'enfant naturel avait droit à une part assez faible dans la succession de son auteur et pour assurer cette limitation l'article 908 interdisait aux enfants naturels de recevoir par disposition entre vifs ou testamentaires au delà de ce qui leur était accordé au titre des successions. D'autre part l'article 760 disposait : « L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport d'après les règles établies à la section II du chapitre IV du présent titre. »

Cette imputation avait de grandes ressemblances avec le rapport, ayant comme lui pour but d'empêcher le cumul de la part héréditaire avec la libéralité, étant comme lui soumise aux mêmes règles et s'appliquant aux mêmes libéralités.

Cependant ces deux institutions diffèrent sur plusieurs points. Tandis que le rapport a simplement pour but de rétablir entre les héritiers l'égalité que le *de cujus* est

présupposé avoir voulue, l'imputation avait uniquement pour objet d'empêcher que l'enfant naturel ne reçût une part supérieure à celle que lui accordait la loi au titre des successions. Alors que le rapport est facultatif pour le *de cujus* qui peut en dispenser tel ou tel héritier, l'enfant naturel, sous l'empire de l'article 760 ancien, ne pouvait être dispensé de l'imputation.

En outre, conformément à la règle générale que nous indiquions plus haut, l'imputation de l'article 760 n'avait pas d'effet rétroactif; elle laissait au gratifié sa qualité, ainsi que la propriété des biens qu'il avait reçus.

L'article 767 exige-t-il seulement du conjoint survivant une pareille imputation, ou le soumet-il au contraire à un rapport véritable?

Dans le projet primitivement voté par le Sénat, il était dit que l'usufruit du conjoint survivant cesserait dès qu'il aurait reçu un avantage quelconque de son conjoint par contrat de mariage, donation ou testament; on voyait dans ce fait la manifestation de la volonté du défunt, qui avait voulu limiter ainsi les avantages de l'époux survivant.

Mais on sait que la Chambre des députés refusa d'adopter cette manière de voir. « La commission, disait le rapporteur, s'est refusée à voir dans un testament peut-être ancien, dans une donation si minime qu'elle fût, dans un contrat de mariage passé vraisem-

blement à l'insu des époux, la preuve que le défunt a entendu restreindre les droits de son conjoint à la part que lui font ou ce testament, ou cette donation, ou ce contrat de mariage ». La Chambre se rangea à l'opinion de son rapporteur et admit les règles ordinaires du rapport. Le Sénat modifia la solution de la Chambre et imagina par esprit transactionnel le rapport fictif. Il est à remarquer que, dans les discussions auxquelles donna lieu cette loi, il n'est jamais rien dit de l'obligation au rapport du conjoint survivant. M. Delsol précisa du reste en ces termes la solution : « Comment la situation de l'époux doit-elle se régler dans le cas où il a reçu des libéralités du défunt, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire ?

« Ces libéralités se cumuleront-elles avec le droit d'usufruit, du moins jusqu'à concurrence de la quotité disponible entre époux, ou bien devront-elles être déduites du montant de cet usufruit ? Votre commission croit qu'il convient d'assurer simplement à l'époux la quotité d'usufruit que le projet lui attribue, et qu'il ne faut ni rester en deçà, ni aller au-delà du but que la loi se propose.

« En conséquence, si le montant des libéralités égale ou dépasse celui de l'usufruit, le but de la loi est pleinement atteint et l'époux n'a plus rien à réclamer de son droit usufruitaire. Si au contraire il est inférieur, l'époux pourra exiger la différence, car autrement la plus légère

libéralité suffirait pour lui faire perdre son droit d'usufruit, et le but de la loi serait éludé (1). »

Comme on le voit, l'imputation a ici, comme le rapport, pour but d'assurer au conjoint survivant la quotité d'usufruit à laquelle il a droit. Il est donc bien certain que le conjoint survivant n'est pas soumis au rapport, mais seulement à l'imputation.

On ne peut évidemment pas tirer un argument sérieux de ce fait, que l'article 767 ne contient pas le mot « imputation », alors que ce mot se trouvait dans le projet primitif voté par le Sénat qui portait : « L'époux et les héritiers sont tenus d'imputer les libéralités qu'ils ont reçues du défunt directement ou indirectement ». Il est certain que le mot ne s'y trouve pas, mais il importe peu, puisque le sens du paragraphe 8 ne peut pas faire de doute.

On ne peut pas davantage tirer argument du rapport de M. Piou à la Chambre des députés, qui critique l'expression d'imputation et fait remarquer que l'imputation établie par ce texte, « ne peut être assimilée à celle de l'article 760 ». Il ajoute encore que dans les termes mêmes où elle a été édictée « cette imputation doit être repoussée ».

En effet, la solution admise par la Chambre sur le

(1) *Journal officiel*, 11 février 1891. Documents parlementaires. Sénat, annexe, n° 7, p. 12.

rapport de M. Piou fut repoussée par le Sénat, qui adopta le système transactionnel que l'on connaît.

Ainsi, toutes les libéralités, quelle qu'en soit la forme, donations entre vifs, dons manuels, avantages indirects, libéralités déguisées, etc... sont sans distinction soumises à imputation, alors même qu'elles seraient formellement dispensées du rapport.

C'est là une clause tout à fait exceptionnelle dans notre droit. En principe, en effet, quand le *de cujus* a manifesté sa volonté de cumuler des libéralités avec des droits successoraux, on tient compte de sa volonté dans les limites, bien entendu, de la quotité disponible. Pourquoi a-t-on appliqué une règle différente au conjoint survivant ?

A cause du fondement que nous avons déjà constaté du droit d'usufruit du conjoint. On a voulu lui conserver une situation analogue à celle qu'il avait antérieurement à la dissolution du mariage ; lorsque ce but est atteint par une libéralité, il n'y a plus de motif de maintenir un droit successoral.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait aucun moyen pour le conjoint prémourant de faire bénéficier le survivant d'une part supérieure à celle que lui attribue la loi. On peut en effet procéder de la manière suivante : une première libéralité est faite par préciput et hors part, si les choses en restent là et si la première libéralité at-

teint le montant de l'usufruit attribué à titre successoral le conjoint survivant ne peut plus rien réclamer. Mais rien n'empêche le conjoint prémourant d'attribuer au survivant par un legs la part d'usufruit permise par la loi. Le legs n'est dans ce cas qu'une deuxième libéralité s'ajoutant à la première et ce que la loi interdit ce n'est pas le cumul des libéralités, mais le cumul d'une libéralité avec la part légale.

L'imputation s'exerce pour toutes les libéralités, avons-nous dit, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elles ont été faites en toute propriété ou en usufruit seulement. Dans ce dernier cas il n'y a pas de difficulté, il suffit de comparer l'usufruit donné à celui reconnu par la loi, et la comparaison ne souffre pas de difficulté puisqu'il s'agit d'objets de même nature. Mais qu'arrivera-t-il lorsque la libéralité sera faite en pleine propriété ?

Comment comparer deux droits comme l'usufruit et la propriété ?

On a soutenu qu'il faut considérer dans cette hypothèse le revenu produit par la propriété donnée en libéralité. Cette solution qui a le mérite d'être simple ne peut pas être suffisante. Évaluer une libéralité d'après son revenu est un mode trop incertain d'évaluation. Car telle donation qui en elle-même peut avoir une certaine importance en capital ne peut produire qu'un faible

revenu. Il paraît plus exact de convertir la libéralité faite en toute propriété en une libéralité faite en usufruit, et de voir si, ainsi convertie, cette libéralité représente la part d'usufruit déterminée par la loi.

Suivant quelles proportions opérer cette conversion ? — On admet généralement aujourd'hui qu'on doit rechercher quelle est la rente viagère que l'on obtiendrait, étant donné l'âge du conjoint survivant, avec le capital qu'il a reçu.

Néanmoins, il n'y a pour l'époux aucune obligation d'imputation lorsque les avantages dont il entend se prévaloir n'ont pas réellement le caractère de libéralités, soit que ces avantages émanent de dispositions de la loi, des stipulations du contrat de mariage ou de tout autre contrat. C'est ainsi que l'usufruit se cumule avec les pensions civiles ou militaires, les retraites pour la vieillesse, ou les droits d'auteurs auxquels peut avoir droit le conjoint survivant. Tels sont les principes qui servent à déterminer la masse sur laquelle s'exerce l'usufruit du conjoint et la part qui lui revient sur cette masse suivant qu'il a reçu ou non des libéralités. Il reste à indiquer maintenant sur quels biens il peut s'exercer effectivement.

IV. — BIENS SUR LESQUELS L'USUFRUIT S'EXERCE  
EFFECTIVEMENT.

Le paragraphe 7 de l'article 767 s'exprime ainsi :  
« L'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire et sans préjudicier ni au droit de réserve, ni au droit de retour. »

Ainsi, en premier lieu, comme nous avons déjà eu l'occasion de le remarquer, l'usufruit ne peut s'exercer que sur les biens existant au moment de l'ouverture de la succession. Si le prémourant avait disposé de tous ses biens l'usufruit n'aurait plus d'objet.

En second lieu, il ne doit pas préjudicier au droit de réserve. « Tant que les réserves ne sont pas satisfaites, a dit M. Delsol, le conjoint survivant n'a rien à réclamer. »

Cette disposition peut être parfois rigoureuse pour le conjoint survivant ; mais elle résulte formellement des travaux préparatoires de la loi (1) et se justifie par la nature même du droit de réserve.

Dans ce cas, pour respecter le but de la loi qui est de conserver une situation convenable au survivant, le légis-

(1) Discours de M. Delsol au Sénat, séance du 18 novembre 1890.  
*Officiel* du 19.

lateur lui a reconnu le droit à une pension alimentaire qui grève l'hérédité tout entière, et doit être supportée par tous les héritiers, même réservataires.

En troisième lieu, l'usufruit ne doit pas préjudicier au droit de retour. Ainsi chaque fois qu'il s'agit d'un droit de succession anormale l'usufruit du conjoint ne peut pas s'exercer sur les biens qui la composent. « S'il en était autrement, disait le rapporteur, on pourrait craindre que les ascendants ou les père et mère naturels ne fussent moins portés à faire des libéralités à leurs enfants, ce qui serait regrettable. »

Il disait encore : « Il existe trois successions anormales : la première au profit de l'ascendant donateur, la seconde au profit du père adoptif et la troisième au profit des enfants légitimes d'un père qui a des enfants naturels. Ces successions anormales restent parfaitement intactes (1). »

On rencontre fréquemment dans les contrats de mariage une clause stipulant le droit de retour au profit de celui qui a constitué une dot à l'un des futurs époux avec stipulation que ce droit de retour ne fera pas obstacle à l'effet des donations en usufruit que les conjoints pourraient se faire au cours du mariage. L'effet de cette clause est le suivant : S'il n'est pas fait de

(1) Discours de M. Delsol au Sénat, séance du 18 novembre 1890. *Officiel* du 19.

libéralité au profit du conjoint, la règle légale reçoit son application et l'usufruit ne peut pas préjudicier au droit de retour. Si au contraire l'époux prédécédé a disposé des biens à lui donnés, ces biens seront, malgré le retour, stipulés valablement grevés de l'usufruit du conjoint survivant.

#### V. — CONVERSION DE L'USUFRUIT EN RENTE VIAGÈRE.

L'usufruit du conjoint survivant grève l'ensemble des biens héréditaires ; il peut être très gênant pour le partage puisqu'il crée une sorte d'indisponibilité pour tous les biens de la succession. Il était nécessaire de prévoir un moyen d'empêcher cette gêne et sur l'initiative des Cours d'appel et des Facultés de droit on introduisit dans la loi de 1891 le paragraphe 9 ainsi conçu : « Jusqu'au partage définitif les héritiers peuvent exiger, moyennant sûreté suffisante, que l'usufruit de l'époux survivant sera converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord la conversion sera facultative pour les tribunaux. »

Lorsque cette conversion est opérée dans le délai légal, c'est-à-dire avant le partage définitif, elle rétroagira, quant à ses effets, au jour du décès et le conjoint sera considéré comme ayant seulement recueilli dans la succession le droit à une rente viagère. Au point de vue

fiscal, par exemple, le conjoint ne sera pas considéré comme successible et les droits de mutation ne se calculeront pas comme pour les transmissions d'usufruit mais comme pour un legs de rente viagère, pourvu, bien entendu, que la conversion ait été opérée au moment du paiement des droits. Au point de vue civil la même idée de rétroactivité produit des conséquences importantes : en effet, si parmi les biens sur lesquels doit porter le droit d'usufruit et sur lesquels se prendra le revenu alloué à titre de rente viagère il se trouve des immeubles, il n'y aura pas lieu de faire transcrire l'acte de conversion, car celle-ci est déclarative des droits du conjoint, et n'entraîne aucune mutation de propriété. De même les aliénations consenties par le conjoint sur son droit d'usufruit tombent rétroactivement par le fait de la conversion (1).

Le droit de demander la conversion appartient à tous les successeurs, non seulement aux héritiers légitimes mais encore aux successeurs irréguliers. Chacun d'eux peut la demander et en cas de désaccord le Tribunal appelé à statuer l'admettra ou la refusera suivant qu'elle lui paraîtra être favorable ou contraire aux intérêts des parties.

(1) Cette solution avait été combattue par l'administration de l'Enregistrement (instruction du 6 juin 1891), mais sa prétention fut toujours repoussée par les tribunaux et aujourd'hui elle est unanimement admise.

Il est à remarquer que ce droit de demander la conversion n'est pas spécialement attaché à la personne de l'héritier ; c'est un droit pécuniaire qui peut être exercé par ses créanciers, mais que le législateur refuse au conjoint survivant : « D'un côté, disait M. Delsol, cette conversion pourrait quelquefois être difficile ou onéreuse pour les héritiers et, de l'autre, l'époux survivant n'aura pas à se plaindre si les héritiers lui délivrent l'usufruit en nature. » M. Piou, rapporteur à la Chambre, fit des déclarations analogues et très catégoriques en ce sens (1).

Quel sera le montant de cette rente ?

La rente doit être « équivalente » à l'usufruit, c'est-à-dire que les arrérages de la rente doivent être égaux aux revenus qu'aurait produits l'usufruit. La détermination de cette équivalence est une question de fait qui ne pourra le plus souvent être tranchée que par une expertise, mais d'ores et déjà, il est certain que les libéralités faites par le *de cujus* au conjoint survivant doivent venir en déduction de la rente à fournir.

En outre et ainsi que cela résulte du texte de la loi, comme la rente présente plus d'insécurité que l'usufruit,

(1) Rapport de M. Delsol du 20 février 1877. *Journal officiel* du 4 mars. Dispositions additionnelles, p. 1670. Rapport de M. Piou, documents parlementaires. Chambre, session de 1886, p. 1293 et session de 1890, p. 155.

le législateur a décidé que les héritiers ne pourraient l'exiger que moyennant des sûretés suffisantes, dont l'appréciation en cas de contestation est laissée à la prudence des tribunaux.

Reste à faire connaître maintenant quel moyen la loi accorde au conjoint survivant pour sanctionner son droit d'usufruit. Une fois que la demande en délivrance a été consentie volontairement ou judiciairement, le conjoint survivant a le droit de provoquer le partage.

#### VI. — DROIT DE PROVOQUER LE PARTAGE.

C'est ce qu'avait déclaré formellement le rapporteur au Sénat au sujet de la conversion de l'usufruit en rente viagère : « L'époux a un moyen bien simple de sortir de cette situation incertaine, c'est d'exercer lui-même contre les héritiers l'action en partage qui lui appartient incontestablement du chef de son usufruit. Les héritiers ainsi actionnés seront obligés de prendre un parti (1). »

Cette solution est du reste des plus rationnelles ; car s'il est vrai qu'il n'y a pas indivision et, en conséquence, pas de partage entre un usufruitier et un nu-propriétaire, il en est tout autrement dans l'hypothèse qui nous occupe, où

(1) Rapport du 11 novembre 1890. *Officiel* du 11 février 1891. Documents parlementaires. Sénat, annexe, n° 7, p. 12.

l'on trouve en présence l'usufruitier d'une quote-part de la succession et les héritiers pleins propriétaires pour partie et nu-propriétaires pour le reste. Dans ce cas il n'y a pas indivision entre l'usufruitier et les nu-propriétaires quant à la propriété, mais il y a indivision entre eux quant à la jouissance, et à ce titre le droit de provoquer le partage appartient à l'époux survivant (1).

Mais à partir de quel moment a-t-il droit aux fruits ?

## VII. — DROIT AUX FRUITS.

C'est du jour de la délivrance ou plus exactement de la demande en délivrance que les fruits sont acquis à l'époux survivant. Telle est du moins l'opinion consacrée par la jurisprudence, qui ne reconnaît le droit aux fruits à partir du jour de l'ouverture de la succession que pour les héritiers saisis.

D'après cette interprétation l'article 1005 du Code civil serait inapplicable aux successeurs irréguliers qui n'auraient jamais droit aux fruits que du jour de la demande en délivrance, même au cas où celle-ci aurait été faite dans l'année du décès. Leur situation serait donc inférieure à celle du légataire, ce qui paraît au moins étrange ; aussi nous semble-t-il préférable d'admettre, avec la doctrine, que le successeur irrégulier, et en particulier le

(1) Thomas, p. 227.

conjoint survivant, aura droit aux fruits du jour du décès du *de cujus*, quelle que soit l'époque de la demande en délivrance parce qu'il en est propriétaire du jour de l'ouverture de la succession.

Tels sont les droits que l'époux survivant peut prétendre comme usufruitier sur la succession du prédécédé. Voyons maintenant quelles sont les obligations qui lui incombent en cette qualité.

Mais bien que cet ouvrage comporte un chapitre spécial consacré à l'étude des obligations des successeurs irréguliers en général, et qu'à ce titre les obligations du conjoint survivant y trouvent naturellement leur place, nous croyons préférable de les étudier dès maintenant.

#### VIII. — OBLIGATIONS DU CONJOINT SURVIVANT.

Le conjoint survivant est à la fois un successeur irrégulier et un usufruitier, et ses obligations résultent tant de son droit d'usufruit que de son droit de succession.

##### A. — *Conjoint usufruitier.*

Il faut appliquer au conjoint usufruitier les règles ordinaires édictées par le Code civil en matière d'usufruit. Il est donc tenu de faire inventaire, de faire dresser

un état des immeubles et de fournir caution ; conformément au droit commun, la caution peut être remplacée par une garantie équivalente ou par un des moyens indiqués par les articles 602 et 603 du Code civil.

B. — *Conjoint successeur.*

Le conjoint survivant est un successeur irrégulier, il ne continue pas la personne du défunt, il n'a donc pas la saisine. Il doit demander son envoi en possession au Tribunal s'il est appelé à recueillir la succession en toute propriété ou la délivrance aux héritiers saisis s'il se présente seulement comme usufruitier.

Comme tout successeur irrégulier qui veut obtenir l'envoi en possession il devra prouver qu'il n'y a pas d'héritier connu et acceptant dans le premier cas, dans le second au contraire il fera seulement la preuve de l'ouverture de la succession et de la quotité de l'usufruit à laquelle il a droit. De même si, dans la première hypothèse, l'époux survivant est tenu conformément à l'article 769 de faire apposer les scellés et de faire procéder à un inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions bénéficiaires, dans la seconde ces formalités qui ont pour but de sauvegarder les droits des héritiers inconnus sont inutiles à notre avis puisque les héritiers sont connus et que la demande en délivrance est formée contre eux. Si les héritiers ne

consentent pas volontairement la délivrance, l'époux survivant doit avoir recours à la Justice, mais la délivrance n'est pas demandée par voie de requête comme en matière d'envoi en possession mais par voie d'assignation en la forme ordinaire.

C. — *Obligation aux dettes.*

Le conjoint survivant n'est jamais tenu des dettes *ultra vires* : telle est la solution qui nous paraît certaine pour tous les successeurs irréguliers. En particulier elle nous paraît indiscutable en ce qui concerne le conjoint survivant, surtout lorsqu'il succède en usufruit. Il est à remarquer d'abord que dans l'opinion la plus généralement admise tant par les auteurs que par la jurisprudence, à l'exception de quelques arrêts de cassation, le legs d'usufruit est toujours un legs particulier et jamais à titre universel. Si on considère le conjoint survivant comme un successeur à titre particulier et « si cette interprétation est la plus juridique ainsi que nous le croyons, dit M. Thomas (1) (et c'est aussi notre avis) l'héritier *ab intestat* qui, comme le conjoint survivant succède à un usufruit d'une quote-part des biens héréditaires ne peut être tenu des dettes successorales qu'*intra vires* ».

D'ailleurs si nous voyons dans le legs d'usufruit, con-

(1) Thomas, p. 246.

formément aux derniers arrêts de la cour de cassation, un legs à titre universel, la solution quant à l'obligation aux dettes n'en sera en rien changée relativement au conjoint survivant, car, comme nous le montrerons dans le chapitre suivant, tous les successeurs irréguliers selon nous ne sont tenus des dettes héréditaires qu'*intra vires successionis*.

Mais, dans cette limite, de quelle manière sera-t-il tenu des dettes et doit-on pour la résolution de cette question s'en référer à l'article 612 du Code civil ?

La question a été soulevée du reste lors de la discussion de la loi, le 25 février 1891. M. Taudière déposa un amendement aux termes duquel « le conjoint devait contribuer aux dettes en proportion de la valeur de son usufruit comparée au reste de l'hérédité ». Cette valeur était établie en multipliant le revenu annuel de l'usufruit par un nombre variable et croissant en raison inverse de l'âge de l'usufruitier.

M. Piou s'éleva contre cet amendement, en montra la complication et demanda que la question soit laissée à l'appréciation des tribunaux quant à l'évaluation à donner à l'usufruit. « A toutes vos préoccupations, dit-il, je n'ai à répondre que par un mot : on fera dans l'avenir ce qu'on fait aujourd'hui, ce qu'on fait depuis plus de quatre-vingts ans. » L'amendement fut repoussé ; aussi pour déterminer la part contributive du conjoint sur-

vivant usufruitier, faudra-t-il recourir aux principes énoncés dans les articles 612 et suivants du Code civil ; il suffira d'estimer la valeur du fonds sujet à usufruit par rapport à la valeur du patrimoine tout entier, et cette proportion déterminera la part de dette qui revient au conjoint survivant.

Toutefois, et nous nous rangeons à cet avis, s'il est certain que l'usufruitier doit contribuer aux dettes dans la proportion que nous venons d'indiquer, nous croyons également qu'il n'y est pas personnellement obligé et que les créanciers ne peuvent pas le poursuivre directement, car on ne voit pas bien pourquoi il serait traité à ce point de vue autrement que le légataire d'usufruit ; or, quand il s'agit de ce dernier « le droit de poursuite personnelle n'existe pas, dit M. Demolombe, au profit du créancier contre le légataire d'usufruit qui n'est jamais tenu du capital de la dette ».

Généralement quand un successeur a pris parti, sauf application de l'article 790, il ne peut plus revenir sur sa décision et son titre est définitif. Celui du conjoint survivant usufruitier peut au contraire se perdre, et à ce point de vue encore il se distingue des autres successeurs irréguliers. Mais le cadre de cette étude ne comportant pas celle des causes d'extinction et de déchéance de l'usufruit du conjoint survivant, nous ne nous y attarderons pas davantage.

## CHAPITRE V

### OBLIGATIONS DES SUCCESSEURS IRRÉGULIERS

#### I

##### OBLIGATION AU RAPPORT

Le droit au rapport a pour corrélatif nécessaire l'obligation au rapport. Il n'y a pas d'autre moyen de garantir l'égalité entre successibles que de calculer la part de chacun sur la masse qui compose l'ensemble du patrimoine du défunt.

Pour évaluer équitablement la part du successeur irrégulier, il faut tenir compte non seulement de ce qui a déjà été donné ou légué aux autres successibles, mais encore de tout ce qui lui a été donné ou légué à lui-même. C'est bien la solution qu'impose l'article 843, car en obligeant tout cohéritier au rapport, il y soumet indistinctement l'héritier légitime ou naturel et le successeur irrégulier. D'ailleurs à moins d'indication contraire de sa part ne doit-on pas présumer que le défunt a voulu

assurer l'égalité entre tous ses successibles ? Serait-il, d'autre part, raisonnable d'admettre qu'une donation faite à un successeur irrégulier soit supposée faite par préciput, tandis que la même donation au profit d'un autre successible doit être considérée comme un simple avancement d'hoirie.

Du reste l'article 857 ne laisse pas de doute à cet égard ; après avoir dit que le rapport n'est dû que de cohéritier à cohéritier, il ajoute : « Il n'est pas dû aux légataires, ni aux créanciers de la succession », sans ajouter les successeurs irréguliers. Aussi doit-on les comprendre parmi les cohéritiers et comme tels les déclarer soumis à l'obligation du rapport.

Cette interprétation est entièrement conforme au motif essentiel sur lequel repose l'obligation du rapport, à savoir : la volonté du disposant de maintenir l'égalité entre les personnes appelées par la loi à se partager sa succession. On doit présumer à moins de dispositions formelles contraires que la volonté du disposant a été d'assurer l'égalité entre tous les successibles (1).

La question a perdu une grande partie de son importance depuis la promulgation de la loi du 25 mars 1896. Avant cette loi quand plusieurs enfants naturels étaient

(1) La plupart des auteurs sont en ce sens, voir en particulier DEMOLOMBE, t. XVI, n° 175. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. I, n° 744. Contra LAURENT, t. X, n° 551.

appelés, à défaut de parents au degré successible, à recueillir la totalité des biens de leurs père et mère, ils devaient se tenir compte réciproquement les uns envers les autres des libéralités reçues par chacun d'eux. Mais l'obligation qui leur était imposée n'était pas un rapport au sens juridique du mot : c'était une imputation dont nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer la nature (1).

Depuis la loi du 25 mars 1896 qui a rangé les enfants naturels dans la catégorie des héritiers légitimes ou du moins qui les a assimilés à eux, ils tombent nécessairement sous l'application des articles 843 et suivants du Code civil. Quant aux frères et sœurs naturels venant à la succession par application de l'article 766, ils sont également soumis à l'obligation au rapport et on ne voit aucune raison de les y soustraire, bien au contraire, puisque d'une part aucun texte ne le déclare formellement et que les motifs d'équité qui servent de fondement au rapport se retrouvent dans cette hypothèse.

Quant au conjoint survivant, nous avons vu qu'il est au moins soumis à l'imputation, ainsi que nous l'avons établi d'autre part.

Enfin, l'État ne recueillant la succession qu'à défaut d'autres successibles, il ne peut être question pour lui d'obligation au rapport.

(1) V. *Supra*, p. 66.

## II

### OBLIGATION AUX DETTES

Si les successeurs irréguliers sont soumis au rapport ils ont encore à répondre des dettes successorales. En effet, l'article 873 du Code civil oblige à ce paiement tous les successibles par la généralité même de son texte et tous s'accordent à reconnaître qu'en astreignant l'héritier à acquitter les dettes de la succession le législateur a compris dans cet article, aussi bien le successeur irrégulier que l'héritier légitime. L'un et l'autre d'ailleurs recueillent un tout composé à la fois de passif et d'actif et puisqu'ils profitent des avantages que leur apporte la succession il est juste que tous deux participent aux charges qu'elle impose.

Mais si on s'accorde communément pour reconnaître en principe l'obligation où se trouve le successeur irrégulier d'acquitter les dettes successorales, les opinions varient quand il s'agit de déterminer l'étendue de cette obligation et la limite qu'on doit lui assigner. Les uns admettent que les successeurs irréguliers sont tenus des dettes *ultra vires successionis*, les autres au contraire soutiennent qu'ils n'en sont tenus qu'*intra vires*.

Avant d'aborder cette étude, il est nécessaire d'écarter une solution intermédiaire que certains auteurs émettent

volontiers et qui consiste à déclarer que le successeur irrégulier, tenu en principe de l'obligation aux dettes successorales *ultra vires hereditatis*, verra son obligation restreinte aux seules forces de la succession, s'il a fait bon et fidèle inventaire des biens du *de cuius* lors du décès de ce dernier (1). D'après ces auteurs l'inventaire aurait en cette hypothèse un pouvoir propre et serait la condition nécessaire et suffisante pour mettre les biens du successeur irrégulier à l'abri des poursuites des créanciers de la succession. Il n'aurait pas seulement le mérite d'empêcher une confusion entre les patrimoines du *de cuius* et du successible de ce dernier mais il créerait lui-même un bénéfice dont le successeur n'aurait pas joui à son défaut puisque sans cet inventaire les biens du successeur irrégulier seraient devenus le gage des créanciers du *de cuius*, tandis que par sa seule confection ces mêmes biens sont mis à l'abri de leurs poursuites.

Une pareille opinion ne saurait résister à un examen approfondi, car pour la soutenir ses partisans s'appuient sur les articles 769 et 773 (ancien) du Code civil, et, forts de ces textes, ils concluent à l'obligation restreinte du successeur irrégulier au cas où il a fait inventaire. Pourtant nulle part à cet endroit du Code civil le

(1) CHABOT, liv. II, art. 773, p. 395.

législateur ne parle de l'étendue des obligations du successeur irrégulier vis-à-vis des créanciers du *de cujus*. Il s'attache seulement à déterminer les formalités et les conditions que devra remplir le successeur pour entrer en possession de l'hérédité et au nombre de celles-ci, il indique l'inventaire. D'ailleurs attribuer à l'inventaire une importance autre que celle-là et en particulier lui reconnaître les effets d'une déclaration d'acceptation bénéficiaire régulièrement faite au greffe, c'est méconnaître les principes qui guidèrent le législateur dans cette partie des successions. Ses sympathies, en effet, vont indubitablement aux héritiers légitimes, comme l'indiquent clairement les formalités qu'il impose au successeur irrégulier pour parvenir à se rendre maître de l'hérédité. Aussi n'aurait-il pas accordé à ce dernier un avantage aussi considérable sans l'indiquer d'une façon précise alors qu'il impose aux héritiers légitimes, pour jouir d'un semblable bénéfice, l'obligation d'une déclaration expresse au greffe. Puisque l'inventaire est insuffisant pour limiter aux forces de la succession l'obligation des héritiers légitimes aux dettes successorales il faut en conclure, *a fortiori*, qu'il en est de même quand il s'agit des successeurs irréguliers à défaut d'un texte précis donnant une solution contraire. Aussi n'y a-t-il pas place pour un moyen terme et doit-on admettre, pour ces successeurs, soit une obligation indéfinie, soit une obli-

gation restreinte aux forces de l'hérédité, qu'il y ait ou non inventaire.

Des auteurs nombreux et une jurisprudence constante déclarent que les successeurs irréguliers sont tenus des dettes héréditaires *ultra vires successionis*.

#### I. — OBLIGATION « ULTRA VIRES ».

La jurisprudence, depuis plus d'un demi-siècle, dans un arrêt célèbre, connu sous le nom d'arrêt Toussaint, a posé nettement le principe d'après lequel tout successeur à titre universel est tenu des dettes de la succession *ultra vires emolumentis*, s'il l'a acceptée purement et simplement, sans recourir à une acceptation sous bénéfice d'inventaire, qu'il soit saisi de plein droit en l'absence de tout réservataire, ou qu'il se trouve en concours avec des héritiers à réserve (1). Cet arrêt lui-même n'est que le résultat d'une évolution commencée depuis longtemps, qui se continue encore, et non point l'effet d'un brusque virement, car si l'obligation *ultra vires* au passif successoral, devenue aux termes de cet arrêt de principe une conséquence de tout titre successif universel, fut limitée par le droit coutumier aux héritiers légitimes, elle fut étendue par la doctrine contemporaine aux légataires universels appelés à défaut d'héri-

(1) Cassat. 13 août 1851. Sirey, 1851, 1-657.

tiers à réserve, puis par la jurisprudence aux légataires universels même non saisis, aux légataires à titre universel, et enfin par la loi de 1896 aux enfants naturels (1). Et la jurisprudence, depuis lors, n'a jamais variée (2-3).

Sans se préoccuper, dès maintenant, de rechercher si cette jurisprudence est juridiquement à l'abri de toute critique et, tirant les conséquences du principe qu'elle énonce, on est en droit de conclure que tous les successeurs irréguliers devraient supporter les dettes de la succession sans aucune limite. Dans ce cas, l'État, recueillant une hérédité, à défaut de tout successible, serait soumis à cette obligation illimitée et devrait, pour y satisfaire et acquitter les dettes des particuliers, imposer aux contribuables français une charge exceptionnelle, conséquence qu'on ne peut raisonnablement accepter. Aussi, pour ne pas obliger tous les citoyens d'un même pays au paiement des dettes contractées par l'un d'eux, déclare-t-on que l'État n'est pas un véritable successeur, mais ne recueille les successions qu'en vertu d'un droit de déshérence, et que le patrimoine qu'il recueille n'est, selon les termes de M. Demolombe (4),

(1) PERCERON, *Revue trimestrielle*, 1905.

(2) Toulouse, 16 mars 1882. Sirey, 1883, 2-73.

(3) Orléans, 14 mai 1891. Sirey, 1893, 2-1.

(4) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, t. I, p. 210.

« qu'une sorte d'épave qui lui est attribuée en vertu d'un droit d'occupation ». Mais cette manière d'envisager le droit de l'État est une interprétation qu'on ne peut admettre, comme nous l'avons déjà fait remarquer, puisqu'elle refuse à l'État le titre de successeur que lui attribue les termes mêmes de la loi, en le plaçant parmi ceux qu'elle désigne sous ce nom. Mieux vaudrait reconnaître la fausseté d'un principe qui aboutit à une pareille solution.

Pourtant, d'accord avec elle, un grand nombre d'auteurs affirment que toujours les successeurs irréguliers sont tenus des dettes de la succession *ultra vires*, qu'ils aient ou non fait inventaire des biens du *de cujus*.

Dans ce sens se sont prononcés : MM. Touillier (IV, n° 526) ; Vazeille (art. 793, n° 9) ; Demolombe (*Successions*, I, n° 160) ; Belost-Jolimont sur Chabot (art. 773, 5<sup>e</sup> observ.) ; M. Planiol (III, n° 2089 *seq.*).

En effet, d'après eux, ceux qui recueillent l'hérédité, qu'ils se nomment héritiers légitimes ou successeurs irréguliers, ne diffèrent uniquement que par leur dénomination légale et la saisine que la loi accorde aux uns, tandis qu'elle la refuse aux autres. Mais, une fois les formalités de l'envoi en possession remplies, les successeurs irréguliers possèdent véritablement l'hérédité, leurs droits remontant même jusqu'à l'ouverture de la succession. Par conséquent, leur situation est identique

dès lors à celle des héritiers légitimes, et comme eux ils ne sont que les continuateurs du *de cujus*. S'il en est ainsi, pourquoi, dit-on, vouloir créer entre ces deux sortes de successeurs, et à l'avantage des successeurs irréguliers, une différence que n'a pas fait la loi ? Puisqu'elle oblige les héritiers légitimes pour jouir du bénéfice d'inventaire et soustraire leur propre patrimoine aux poursuites des créanciers héréditaires à faire une acceptation régulière au greffe, elle doit l'exiger aussi des successeurs irréguliers désireux de restreindre leur responsabilité (1).

D'ailleurs, cette solution, ajoutent ces mêmes auteurs, est bien celle qui est implicitement contenue dans l'article 873 du Code civil. Le législateur n'a pas seulement voulu poser dans cet article le principe de l'obligation aux dettes successorales pour les successeurs irréguliers aussi bien que pour les héritiers légitimes, il a voulu en outre en déterminer l'étendue. Or, quiconque est tenu personnellement l'est sur ses propres, c'est donc bien indiquer la responsabilité illimitée des successeurs irréguliers aux dettes de l'hérédité.

En outre, si les termes mêmes de la loi ne sont pas regardés comme suffisamment nets et précis, il suffira, pour interpréter l'article 873 dans son véritable sens et

(1) VAZEILLE, art. 793, n° 9.

en comprendre toute la portée, de jeter un coup d'œil sur l'ancien droit, et de voir si le législateur a voulu ou confirmer l'état de choses existant sur ce point, ou faire au contraire une innovation. Or, il ne semble pas que le législateur ait voulu, en cette matière, apporter une modification dans la législation précédemment en vigueur, car il n'aurait pas manqué dans ce cas, comme il l'a toujours fait lorsqu'il introduisait une réforme nouvelle, de l'indiquer dans un texte clair. Il a voulu au contraire, semble-t-il, consacrer les principes jusqu'alors admis, qui impliquent au moins pour le conjoint survivant dans notre ancien droit l'obligation aux dettes successorales *ultra vires successionis*, si l'on en croit Pothier qui conclut à la même obligation pour le conjoint survivant sous le Code civil à défaut d'un texte contraire.

Cette solution elle-même de notre ancien droit puise son origine dans la plus haute antiquité et elle n'est que l'aboutissement naturel de la fiction romaine de continuation de la personnalité, qui se développa d'une manière ininterrompue au cours des siècles dans notre droit. Aussi est-ce se conformer à cette évolution que de l'étendre à tout successeur pourvu d'un titre universel saisi ou non. Déjà, au cours de la discussion des articles 1004 et suivants du Code civil, il fut à plusieurs reprises déclaré que l'homme pourrait se donner par testament un véritable héritier et qu'était écartée la

règle : *Deus solus hæredem facere potest*. Si donc on peut par testament faire un véritable héritier, c'est-à-dire un continuateur de la personne du *de cuius*, par cela seul qu'il jouit d'un titre universel, on doit admettre que le successeur irrégulier qui jouit aussi de ce titre est vraiment le représentant du défunt. Or, l'héritier continuateur et représentant du *de cuius* supporte de ce fait toutes les dettes inhérentes à la succession même sur ses biens personnels, de sorte que le successeur irrégulier dont la situation s'identifie avec la sienne devra être tenu des mêmes obligations et dans la même mesure, c'est-à-dire du paiement des dettes *ultra vires hæreditatis*.

D'ailleurs c'est une conséquence directe du principe de l'indivisibilité du patrimoine cher à ces mêmes auteurs. D'après eux l'hérédité est une masse composée à la fois d'actif et de passif que recueille tout entière le successeur irrégulier telle que la laisse son auteur. Sans doute l'actif peut être insuffisant pour répondre du passif, mais cela prouve simplement que les obligations contractées par le *de cuius* étaient ou trop nombreuses ou trop importantes pour qu'il puisse les acquitter sur ses biens actuels. Mais s'il avait pu en acquérir de nouveaux, ceux-ci comme les autres auraient répondu de ses obligations. C'est ce qui se produit lors de son décès, puisque son successeur, continuateur de sa personne, reste

comme tel tenu des obligations du *de cuius* qui sont désormais fixées, alors que les biens qui leur servent de gage se sont accrus de tous ceux de l'héritier qui, réunis à ceux du défunt, ne forment plus désormais qu'un seul et même patrimoine.

Tels sont les principaux arguments qu'invoquent à la fois la jurisprudence et les auteurs partisans de l'obligation aux dettes *ultra vires hæreditatis* quant aux successeurs irréguliers.

Pourtant cette solution est violemment prise à partie par un grand nombre d'adversaires qui la combattent avec ardeur, la déclarant néfaste, et voudraient voir triompher en législation le principe contraire : celui de l'obligation aux dettes pour les successeurs irréguliers *intra vires hæreditatis*.

## II. — OBLIGATION « INTRA VIRES ».

Avant d'aborder la question de savoir si le successeur irrégulier est tenu des dettes successorales *intra vires successionis*, il est nécessaire de donner à cette expression sa véritable signification. En disant que le successeur irrégulier est tenu des dettes du *de cuius intra vires successionis*, veut-on dire que, pour l'acquittement de ces dettes, le successeur irrégulier se trouve par rap-

port aux créanciers héréditaires dans la même situation que la femme jouissant du bénéfice d'émolument vis-à-vis des créanciers de la communauté, c'est-à-dire tenu sur ses biens personnels au paiement des dettes de la succession jusqu'à concurrence de ce qu'il recueille ? Est-il, en un mot, tenu *pro viribus* ? Est-il au contraire dans la même situation que l'héritier qui accepte une succession sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire obligé d'acquitter les dettes héréditaires sur les biens de la succession eux-mêmes mais jamais sur ses propres en vertu de la séparation des patrimoines inhérente à l'acceptation bénéficiaire ? Le successeur irrégulier est-il tenu seulement *cum viribus* ?

Si l'on admet que le successeur irrégulier est tenu des dettes héréditaires seulement *intra vires successionis*, on est tenté de croire, si on se réfère aux termes mêmes de la loi, qu'il est responsable des dettes sur ses propres et dans la mesure de son émolument, c'est-à-dire *pro viribus*. En effet, l'article 873 du Code civil, dont on a admis précédemment que le terme « héritiers » comprend aussi bien les successeurs irréguliers que les héritiers légitimes, dit que les héritiers sont tenus *personnellement*, ce qui semblerait impliquer logiquement qu'ils sont responsables des dettes successorales même sur leurs biens personnels. Telle est d'ailleurs l'opinion de M. Tambour qui déclare « qu'il incline à admettre pour

le successeur irrégulier comme pour le légataire l'obligation personnelle jusqu'à due concurrence. Le droit commun, dit-il, n'est-il pas en effet que quiconque est tenu l'est sur ses propres biens? — Et dans le doute n'est-ce pas le droit commun qu'on doit appliquer de préférence (1)? » C'est aussi l'avis de M. Binet qui déclare que l'héritier bénéficiaire ne peut être poursuivi sur ses biens personnels parce que l'effet capital de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire est d'empêcher la confusion entre le patrimoine du défunt et le patrimoine personnel de l'héritier, mais que le légataire universel et à titre universel (auquel il assimile le successeur irrégulier et en particulier l'enfant naturel avant la loi de 1896) est obligé personnellement au contraire par le seul fait de l'acceptation du legs à acquitter les dettes et charges de la succession. « Il a engagé, dit-il, son propre patrimoine à leur paiement, mais n'étant que simple successeur aux biens, il n'est tenu que dans les limites de l'émolument qu'il recueille (2). »

Malgré l'autorité de ces auteurs il semble qu'on ne puisse en aucune façon assimiler la situation de la femme commune en biens avec celle du successeur irrégulier, lequel ne serait dans cette hypothèse tenu des dettes héréditaires que dans la mesure des biens recueillis

(1) V. TAMBOUR, *Traité du bénéfice d'inventaire*.

(2) *Revue critique*, XXIII, 1898.

et dans cette limite sur ses propres cependant jusqu'à due concurrence.

En effet, l'obligation restreinte des successeurs irréguliers et le bénéfice d'émolument partent de principes différents et ont pour but de répondre à des besoins eux-mêmes différents. La femme commune en biens est une associée dans une société qu'on appelle le mariage et qui est soumise à des règles propres. Comme associée elle doit être tenue de toutes les dettes de la société puisqu'il s'agit d'une société universelle de biens, et qu'en pareille circonstance le droit civil et le droit commercial déclarent les associés tenus des dettes de la société même sur leurs biens personnels et *in infinitum*. Mais le mariage est une association d'un caractère spécial, où l'un des associés a sur les biens sociaux tous les droits à l'exclusion de l'autre, où le mari, « seigneur et maître de la communauté », comme disait notre ancien droit, en a la libre disposition, tout contrôle de la femme à ce sujet étant écarté par la loi. Aussi le législateur, pour ne pas permettre au mari d'engager imprudemment bien qu'indirectement les biens de sa femme après avoir dissipé tous les biens de la communauté, a-t-il voulu créer pour celle-ci une situation particulièrement favorable.

Dans cette intention et conformément à la maxime de

Dumoulin<sup>(1)</sup>: « *Marito non licet onerare propria uxoris* », il a limité la responsabilité de la femme à l'émolument qu'elle recueille dans la communauté, c'est-à-dire au bénéfice qu'elle en tire, déclarant qu'elle sera tenue des dettes de la communauté même sur ses biens personnels mais dans la mesure où cette communauté lui aura été profitable. De même que l'associé commanditaire est responsable des dettes de la société jusqu'à concurrence des capitaux qu'il a engagés dans l'opération et peut dans la limite des actions qu'il a souscrites être poursuivi sur tous ses biens par les créanciers sociaux; de même la femme mariée sous le régime de la communauté pourra être poursuivie sur ses biens propres pour une part de passif proportionnelle à la part d'actif qu'elle a recueillie dans la communauté, mais pas au-delà. Le législateur, tout en limitant sa responsabilité à son émoluments pour ne pas lui laisser supporter une part trop lourde de dettes qu'elle n'a pas personnellement contractées, n'a pas voulu cependant détruire son caractère d'associée en soustrayant ses propres aux poursuites des créanciers de la communauté. Si la femme veut se soustraire complètement à cette obligation elle doit renoncer à son titre d'associée, c'est-à-dire purement et simplement à la communauté.

Au contraire s'agit-il du successeur irrégulier, la si-

(1) Commentaire sur l'article 252 de la Coutume du Poitou.

tuation est tout autre. La société qui entraînait pour la femme commune, dans une proportion restreinte, il est vrai, à son émolument, l'obligation d'acquitter les dettes de la communauté, n'existe plus. Aussi puisqu'il n'y a pas de société à laquelle il appartenait, puisque le successeur irrégulier est complètement étranger au patrimoine du *de cujus* qui fut entièrement administré en dehors de lui et dont il ne put contribuer à la composition qu'en tant que créancier ou débiteur, puisqu'il en est ainsi il ne saurait dans une partie si infime soit-elle, ses dettes personnelles vis-à-vis de la succession étant acquittées, être tenu des autres dettes successorales sur ses biens propres.

Il faut donc, si on adopte la solution d'après laquelle les successeurs irréguliers ne seraient tenus des dettes de la succession qu'*intra vires*, décider que leurs biens propres resteront toujours à l'abri des poursuites exercées par les créanciers successoraux dont le gage portera uniquement sur les biens de leur débiteur. Les successeurs irréguliers seront dans cette hypothèse tenus des dettes successorales *cum viribus* et non pas *pro viribus*.

Contrairement à cette opinion semble se prononcer, comme on l'a vu, la jurisprudence de la Cour de Cassation dans l'arrêt Toussaint dont il a déjà été question. Mais cette jurisprudence, d'ailleurs contestable et justement contestée quand il s'agit de légataires à titre

universel, est complètement étrangère aux successeurs irréguliers. Elle prouve simplement qu'on assimile les légataires à titre universel à des héritiers, mais ne parle pas des successeurs irréguliers. Aussi quand M. Demolombe (1), voulant rendre le système homogène, a déclaré les successeurs irréguliers tenus *ultra vires* parce que l'arrêt de la Cour de Cassation précité pronçait cette obligation pour les légataires universels et à titre universel, sans distinguer entre les héritiers saisis ou non, légitimes ou institués, il a tiré du principe de la jurisprudence une conséquence extrême et tout au moins prématurée. D'ailleurs si cette jurisprudence peut trouver un argument dans les articles 1009 et 1012 du Code civil relativement aux légataires universels et à titre universel, elle ne peut s'appuyer sur aucun article pour en justifier son extension aux successeurs irréguliers. Bien au contraire, l'article 769 en obligeant ceux-ci à faire inventaire empêche toute assimilation entre eux et les héritiers légitimes, et de ce qu'ils peuvent prétendre à la totalité de la succession il ne s'ensuit pas nécessairement pour eux une obligation indéfinie aux dettes (2).

Faut-il au contraire tenir un compte plus grand de l'argument qu'on tire de l'article 873 du Code civil

(1) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, t. I, nos 160 et suiv.

(2) M. LARBÉ, Note. Sirey, 1833, 2-73.

pour soutenir le principe de l'obligation *ultra vires* aux dettes successorales quant aux successeurs irréguliers ? Sans doute l'article 873 s'applique aussi bien aux successeurs irréguliers qu'aux héritiers légitimes mais quand il déclare que les uns et les autres «... sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part et portion virile et hypothécairement pour le tout, » il ne détermine pas quelle est l'étendue de leur obligation. Il définit seulement la nature de l'obligation et pose le principe de la division des dettes, mais invoquer l'autorité de ce texte pour conclure que tous les successeurs et en particulier les successeurs irréguliers sont tenus de dettes *ultra vires*, c'est faire dire au législateur beaucoup plus qu'il ne dit en réalité dans cet article. Le mot « personnellement » dont on se sert pour conclure à l'obligation *ultra vires* n'est pas toujours synonyme d'« infini » et la femme commune en biens, comme on l'a vu, pour être tenue personnellement des dettes de la communauté, n'en est pas moins responsable que dans les limites de son émolument ; aussi de ce que les successeurs irréguliers seraient obligés personnellement aux dettes de la succession il ne s'en suivrait pas nécessairement qu'ils soient tenus pour une valeur supérieure à l'actif recueilli (1).

(1) AUBRY et RAU, t. VI, p. 706, n° 23.

Certains auteurs semblent également prétendre qu'il suffit qu'un successeur soit saisi pour être tenu des dettes *ultra vires successionis*, et d'après eux le successeur irrégulier, envoyé en possession et par conséquent saisi en fait, serait tenu des dettes successorales *ultra vires successionis*. On a pu croire en effet que l'obligation indéfinie aux dettes successorales provenait de l'octroi de la saisine et déclarer en conséquence avec Laurent (1) que si dans la théorie du Code civil les successeurs irréguliers ne sont pas tenus de plein droit des dettes *ultra vires successionis*, c'est conformément à l'article 724 qui ne soumettrait à cette obligation illimitée que les héritiers légitimes saisis et les successeurs irréguliers « envoyés en possession, jouissant d'ailleurs, d'après cet auteur, des mêmes avantages que les héritiers légitimes ». Ainsi donc si le successeur irrégulier non saisi n'est responsable qu'*intra vires successionis*, d'après cette opinion, il est au contraire tenu *ultra vires* après envoi en possession, établissant ainsi un rapport direct de cause à effet entre l'institution de la saisine et l'obligation indéfinie aux dettes et charges de la succession. Pourtant ces deux idées sont étrangères l'une à l'autre et la meilleure preuve qu'on en puisse fournir c'est l'exemple de l'exécuteur testamentaire qui peut

(1) LAURENT, IX, n° 244.

être saisi aux termes de l'article 1026 et n'est certainement en aucune façon responsable des dettes successorales.

Quant au prétendu rapport de cause à effet entre l'octroi de la saisine et l'obligation *ultra vires*, il n'existe pas ; tout au plus une coïncidence de fait entre elles sans aucun lien de droit a-t-elle pu se produire. Les renseignements que nous fournit l'histoire à ce sujet sont concluants. Dans l'ancien droit germanique, fait remarquer M. Demolombe (1), l'héritier ne répondait pas indéfiniment des dettes du défunt. « Mais l'influence du droit romain, ajoute Pothier (2), ne tarda pas à introduire en France le principe de la succession universelle, de l'*unitas personæ* ; et c'est de ce temps que, voyant réunies dans le même sujet la saisine et l'obligation de payer les dettes *ultra vires*, on s'accoutuma à dire que cette obligation dérivait de la saisine héréditaire. D'ailleurs il n'y avait pas toujours symétrie parfaite et tels successeurs qui étaient saisis légalement n'étaient pas obligés *ultra vires* au paiement des dettes. Il en était ainsi particulièrement du seigneur recueillant la succession par droit de deshérence, de confiscation, de bâtarde et d'aubaine et de l'abbé succédant au pécule de son religieux.

(1) *Successions*, t. I, n° 136 bis.

(2) *Traité des successions*, ch. III, sect. 2, p. 485.

Au contraire le conjoint survivant qui était considéré comme un véritable héritier, et à ce titre jouissait du bénéfice de la saisine, était soumis à l'obligation de payer les dettes héréditaires *ultra vires successionis*, et Lebrun ajoute « qu'il doit obtenir des lettres de bénéfice d'inventaire s'il veut s'exempter d'être tenu des dettes au delà des forces de la succession... »

Donc s'il y eut parfois coïncidence, il n'y eut jamais rapport de droit ; aussi est-ce à tort qu'on a conclu que la saisine de fait, résultant pour les successeurs irréguliers de l'envoi en possession, vaut autant que la saisine légale des héritiers légitimes, et que comme ces derniers ils sont tenus des dettes de la succession *ultra vires* dès qu'ils sont saisis.

Mais l'article 724 du Code civil non seulement ne dit rien de pareil, mais semble même impliquer la solution contraire. Quand il déclare que les « héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession », il paraît exclure par ses termes mêmes tous les autres successeurs, qui ne seraient en conséquence tenus que d'une obligation restreinte aux forces de la succession. Cette exclusion semble d'autant plus évidente qu'en toute circonstance le législateur distingue avec soin le successeur irrégulier de l'héritier légitime et s'efforce de lui créer une situa-

tion différente, comme l'indique l'article 756 ancien (c'est-à-dire avant la loi de 1896) qui refusait le titre d'héritier à l'enfant naturel. Aussi vouloir étendre aux successeurs irréguliers les dispositions de l'article 724 relatives aux héritiers légitimes est certainement exagéré d'autant plus que, d'après le législateur de 1804, l'obligation aux dettes *ultra vires successionis* est une conséquence de l'idée de représentation de la personne et que d'après lui l'héritier légitime représente seul le *de cujus*.

C'est ce principe, celui d'ailleurs qui domine toute la théorie des successions en droit français, qu'on invoque généralement pour obliger l'héritier légitime à acquitter même sur ses biens les dettes héréditaires. Il est ainsi engagé *in infinitum* parce qu'il représente le débiteur, mais le successeur irrégulier qui ne le représente pas ne sera pas en conséquence tenu *ultra vires*. Représentation de la personne du *de cujus* ou non, tel est le criterium de l'obligation *ultra vires* ou *intra vires* du successeur. Aussi ceux qui déclarent le successeur irrégulier obligé seulement *intra vires* argumentent-ils de ce qu'il ne représente pas le défunt et résument à cette proposition unique tous les arguments qu'ils invoquent en faveur de cette opinion, comme l'a très nettement exprimé Lebrun (1) : «... Le titre même des héritiers irréguliers,

(1) LEBRUN, liv. III, ch. IV, n° 79. V. aussi liv. IV, ch. II, sect. 2, n° 56.

dit-il, contient une espèce de bénéfice d'inventaire, puisqu'ils ne sont que des successeurs et non point de véritables héritiers ; il n'y a que l'héritier qui est institué par la loi domestique et le testament du défunt, c'est-à-dire tout au plus le légataire universel, qui soit tenu indistinctement des obligations du défunt, qui représente parfaitement sa personne, en qui tous les droits du défunt, passifs et actifs, soient transmis et qui contracte par son acceptation avec tous les créanciers ; et tout autre successeur n'est tenu des dettes qu'à cause des biens qu'il possède, lesquels elles diminuent et par conséquent n'est tenu qu'à proportion de ces mêmes biens, en sorte que l'obligation cesse quand une fois les dettes équivalent aux biens, parce qu'il ne lui reste plus rien qui l'oblige. » C'est aussi l'opinion que soutiendront un grand nombre d'auteurs après Lebrun en parlant des successeurs irréguliers simples successeurs aux biens (1) et qu'adopteront plus tard les rédacteurs du Code qui n'ont pas, quoi qu'on ait pu le prétendre, voulu donner nécessairement un continuateur au *de cujus* dans la personne de son successeur.

En admettant même pour un instant que le successeur irrégulier soit dans l'esprit du législateur le continua-

(1) LAURENT, IX, n° 244. DEMANTE, t. III, n° 24 bis. BRESSOLES, Du bénéfice d'inventaire. *Revue de législation et de jurisprudence*, t. XVI, p. 380. Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 826.

teur du *de cuius* après envoi en possession, est-ce à dire pour cela qu'il doive être considéré comme tenu des dettes de la succession *ultra vires* au même titre que l'héritier légitime considéré comme le représentant de son auteur d'après les rédacteurs du Code civil ? Que vaut donc le principe de la continuation de la personne par son successeur ? Sans doute cette idée de la succession à la personne du *de cuius* fut en honneur en droit romain, parvint dans notre ancien droit à renverser la théorie germanique basée sur la succession aux biens, fut celle adoptée par les auteurs du Code civil. Mais si elle servit à perpétuer à Rome le culte des ancêtres, à expliquer les modes d'acquérir à titre universel en déclarant que l'héritier n'était autre que le représentant du *de cuius* après sa mort et devait ainsi succéder aux droits se rattachant au défunt, on ne peut aujourd'hui lui reconnaître cette utilité. On ne saurait invoquer d'ailleurs pour sa conservation l'honneur de la famille et déclarer que l'héritier, représentant la personne du défunt après sa mort, doit, pour sauvegarder la bonne réputation des siens, acquitter intégralement toutes les charges de la succession ; car en admettant même qu'il y ait là une obligation, ce n'est jamais qu'un précepte de morale qu'il faut se garder de confondre avec une règle de droit. Cette théorie que les idées romaines sont insuffisantes pour justifier, que l'honneur de la famille est incapable

d'expliquer, n'est elle-même qu'un sophisme qui veut donner la vie à une personne à qui la mort vient de la ravir.

Le seul principe juridique qui s'impose, c'est que les dettes soient payées ; mais comme le débiteur aurait dû en son vivant les payer sur ses seuls biens, il n'y a pas lieu de changer, en quoi que ce soit, une situation que la mort a fixée définitivement ; de sorte que, après comme avant son décès, il est juste que les biens seuls du *de cujus* répondent de ses dettes. Point n'est besoin, pour expliquer la vocation successorale, de regarder le patrimoine et les éléments qui le composent comme intimement liés à la personne du titulaire, dont il n'est qu'une émanation, comme l'ont fait les Romains et après eux les rédacteurs du Code civil. Il suffira de constater son existence objective, comme masse de biens affectés à un but économique déterminé. Dès lors le patrimoine sorte d'entité juridique subsistera après la mort, les biens du débiteur continueront à répondre de ses dettes à l'égard des créanciers ou de leurs représentants si eux-mêmes sont décédés. Dans cette conception, les obligations seront regardées comme portant sur les biens et non sur la personne, existant (comme les droits d'ailleurs) d'une façon réelle et non comme l'émanation d'une personne déterminée, c'est-à-dire comme facteurs économiques, objectifs, détachés de leur titulaire, et ayant pour eux-mêmes une existence propre.

Dans ces conditions, la succession se résume à une juxtaposition de patrimoines dans une même main, patrimoines qui restent cependant distincts, ayant chacun un actif particulier contre-partie du passif correspondant, et dès lors la confusion n'existant plus, l'obligation aux dettes du successeur se trouve du même coup restreinte aux biens qu'il a acquis.

Cette solution n'est-elle pas en tous points conforme à l'ordre social, la succession ayant pour but d'améliorer la situation de celui qui la recueille et non pas de l'écraser sous le poids de ses charges, au point d'entamer ses biens et parfois même de les absorber. Et pourtant, ces conséquences sont celles qui découlent logiquement du principe de la continuation de la personne qui rend le successeur responsable sur ses propres de dettes qu'il n'a pas contractées au plus grand préjudice de ses ayants-droit, comme de ceux de la succession, quand la situation du successeur est elle-même obérée. Le législateur lui-même, se rendant compte des dangers que pouvait faire courir aux uns et aux autres l'application de cette théorie, a pensé pouvoir remédier à ces inconvénients en créant d'une part le bénéfice d'inventaire et d'autre part la séparation des patrimoines. Aussi, est-ce à ces bénéfices qu'une certaine jurisprudence veut que recourent les successeurs irréguliers ou les créanciers de l'hérédité pour sauvegarder leurs intérêts réciproques.

Pourtant, le bénéfice d'inventaire, tel qu'il existe actuellement, donne lieu à de justes critiques et ne remédie qu'imparfaitement aux inconvénients auxquels il a pour but de remédier. Le successeur bénéficiaire, en effet, devient un simple administrateur et se voit imposer des frais inutiles, quand la succession est solvable. C'est en outre une mesure à laquelle il ne recourt parfois que contre son gré, parce qu'elle fait planer, en raison de l'insolvabilité présumée de la succession, un doute injurieux sur la mémoire du défunt. Menacé également de perdre à chaque instant le bénéfice par la moindre imprudence de sa part, et la loi ne déterminant pas exactement ce qu'il doit faire pour cela, le successeur se voit souvent dans la pénible obligation de s'abstenir de toute ingérence dans l'administration de la succession. Il faudra aussi recourir à des liquidations différentes et partielles d'une même succession, selon que, parmi les successeurs, les uns acceptent purement et simplement, et les autres sous bénéfice d'inventaire, sans que l'acceptation bénéficiaire d'un seul suffise pour liquider comme telle la succession tout entière. Enfin, la séparation des patrimoines, qui résulte de cette acceptation sous bénéfice d'inventaire, ne concerne que la portion successorale de l'héritier bénéficiaire, sans jamais s'appliquer à celle qui a été acceptée purement et simplement. Telles sont les critiques qu'on peut adresser au bénéfice d'inven-

taire, critiques provenant de ce fait qu'on persiste à vouloir reconnaître dans le successeur bénéficiaire le continuateur du *de cuius*. Néanmoins, et malgré ces défauts, dans l'état actuel d'incertitude où se trouve notre législation, on ne saurait trop conseiller au successeur irrégulier d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire, et c'est pour lui peut-être actuellement le seul moyen de limiter sa responsabilité. Si, au contraire, on abandonne la théorie romaine de continuation de la personne, et si on ne voit en particulier dans le successeur irrégulier qu'un successeur aux biens, possesseur pour les besoins de la liquidation de deux patrimoines distincts, il est inutile de recourir à une acceptation régulièrement faite au greffe; le bénéfice d'inventaire existe pour lui de plein droit, dépouillé de tous les inconvénients qui n'en font actuellement qu'une institution imparfaite.

Créé pour limiter la responsabilité du successeur vis-à-vis des créanciers héréditaires, le bénéfice d'inventaire se voit opposer la séparation des patrimoines instituée pour remédier à l'inconvénient adverse et sauvegarder les intérêts des créanciers de la succession contre les prétentions des créanciers du successeur. Comme le bénéfice d'inventaire, la séparation des patrimoines est dominée par le principe de la continuation de la personne, qui en vicie non seulement la conception mais

empêche les conséquences d'être aussi pratiques qu'elles eussent dû l'être. Représentant le *de cujus*, le successeur, comme tel, n'est tenu des dettes que pour sa part et portion, même si la séparation des patrimoines a été demandée contre lui, et ne saurait être poursuivi pour le surplus en raison de l'insolvabilité d'un co-successeur contre lequel la séparation n'a pas été demandée. Ce dernier demeure seul responsable vis-à-vis des créanciers héréditaires pour sa part et ceux-ci, malgré la précaution qu'ils ont prise, ne toucheront qu'une partie de leur créance alors que la succession n'est pas entièrement absorbée par le paiement des dettes qu'elle comporte. Ce n'est pas d'ailleurs le seul danger pour les créanciers héréditaires que laisse courir la séparation des patrimoines, dominée par l'idée de continuation de la personne puisqu'elle laisse ainsi la faculté au successeur de disposer des biens qu'il a recueillis. Ce danger est si évident que le législateur lui-même a voulu essayer de le restreindre en décidant qu'il suffisait que les créanciers successoraux aient fait inscrire leur bénéfice avant la vente des immeubles héréditaires pour conserver leur privilège et le rendre opposable à l'acquéreur, ce qui d'ailleurs soulève une unanime protestation de la part de la doctrine. En admettant le principe de la succession aux biens, les dangers signalés à propos de la séparation des patrimoines disparaissent : celle-ci existe de

plein droit, à l'égard de tous les créanciers du successeur conservant à l'acquittement exclusif de toutes les dettes et charges héréditaires les biens de la succession, biens qui resteront au moins pour les besoins de la liquidation en dehors du patrimoine du successeur et dont celui-ci ne pourra plus disposer au détriment des créanciers successoraux. C'est ainsi qu'elle fonctionnera en particulier contre le successeur irrégulier qui ne peut être considéré que comme un successeur aux biens même dans la théorie actuelle des successions régies par le Code civil.

Telles sont les conséquences de la théorie de la continuation de la personne, que l'on retrouve même dans les institutions qui ont pour but d'en atténuer les inconvénients. Aussi, doit-elle être complètement abandonnée dans la matière des successions en général et dans celles des successions irrégulières en particulier. Par conséquent, on ne peut admettre que le successeur irrégulier soit tenu des dettes du défunt *ultra vires hæreditatis*, parce qu'il continue le *de cuius* qui nécessairement laisse un représentant après sa mort. Mais au contraire on doit conclure que tout successeur, et particulièrement le successeur irrégulier, n'est tenu des dettes successorales qu'*intra vires hæreditatis* parce qu'il n'existe à proprement parler que des successeurs aux biens.

Responsable dans cette limite des dettes du *de cuius*,

il reste à examiner dans quelle mesure le successeur irrégulier devra acquitter les legs de la succession.

### III

#### **OBLIGATION AUX LEGS.**

L'obligation des successeurs irréguliers aux legs de la succession est une question qui semble se résoudre d'elle-même si on admet qu'ils sont tenus des dettes héréditaires seulement *intra vires successionis*. En effet, s'il en est ainsi quand il s'agit des dettes, à plus forte raison doit-il en être ainsi quand il s'agit d'acquitter les legs de la succession; car, s'il est contraire au but économique et social des successions de rendre le successeur responsable sur ses biens des dettes héréditaires, vouloir lui imposer une obligation illimitée quand il s'agit des legs, c'est condamner irrémédiablement le système tout entier. On pourrait s'en tenir là, semble-t-il, si une certaine jurisprudence et bon nombre d'auteurs, n'apportaient à la théorie contraire l'appui de leur autorité. Tous les arguments qu'ils invoquent pour soutenir cette opinion se trouvent à peu près résumés dans une note de M. Wahl, alors professeur à Grenoble, écrite à propos d'un arrêt de la cour d'Orléans du 14 mai 1891, arrêt qui confirme au contraire l'opinion adverse en déclarant que le successeur universel n'est tenu des legs

que dans la limite des forces de la succession même au cas où il n'a pas accepté celle-ci sous bénéfice d'inventaire (1). Tout d'abord, remarque l'éminent professeur, l'obligation illimitée quant aux legs fut la solution qui finit par prévaloir dans le droit romain, en vertu des décisions de Justinien (2) et c'est celle qui l'emporta en droit écrit, comme l'indiquent ces termes de Furgole (3) : « L'héritier représente la personne du défunt et prend sa place... Il est tenu envers les créanciers et les légataires en vertu d'un quasi-contrat résultant de l'addition ou de l'immixtion, si bien qu'il doit payer les dettes et les legs quand même ils excéderaient la valeur de l'hérédité. »

Cette solution fut celle, dit-il, qui fut adoptée par les rédacteurs du Code civil, car l'article 724 en déclarant que l'héritier est saisi « sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession » entend certainement soumettre cet héritier à l'acquittement non seulement des frais funéraires et de mutation par décès mais aussi à celui des legs. Et comme il est tenu, d'après lui, *ultra vires* des dettes de la succession, il sera tenu des legs dans la même limite. — D'ailleurs, ajoute-t-il, le législateur a si bien voulu comprendre les legs parmi

(1) Orléans, 14 mai 1891. Sirey, 1893, 2-1.

(2) L. 21, § 14, Code de Jure delib., liv. VI, tit. 30 ; Nouvelle I, cap. 2, § 2.

(3) *Traité des testaments*, ch. X, sect. 3, nos 1 et 90.

les charges et soumettre l'héritier à leur acquittement intégral sur ses biens personnels, sauf acceptation sous bénéfice d'inventaire, de la part de celui-ci, qu'il se donne la peine de le déclarer formellement dans l'article 802 du Code civil. — On est en outre convaincu que c'est bien là l'idée du législateur si à l'examen de l'article 802 on ajoute celui de l'article 873 et sa combinaison avec l'article 1017, qui tous les deux déclarent le débiteur d'un legs tenu « personnellement » de l'acquitter, c'est-à-dire, d'après le droit commun, sur ses biens propres, mobiliers et immobiliers, présents et à venir, aux termes mêmes de l'article 2092 du Code civil. — En outre, à ces arguments de texte on peut ajouter que d'après une jurisprudence constante, dont le principe se trouve d'ailleurs contenu dans l'article 2111, les légataires peuvent demander contre les créanciers de l'héritier la séparation des patrimoines (1). S'ils n'usent pas de ce bénéfice il y aura confusion entre les biens du défunt et ceux de l'héritier et le légataire viendra en concours sur la masse héréditaire avec les créanciers de l'héritier. Mais alors, M. Wahl fait remarquer très judicieusement que les légataires qui pourraient souffrir de cette confusion pourront aussi l'invoquer quand elle leur est utile, car

(1) Paris, 14 août 1867. Cassât., 16 août 1869. Sirey, 1869, 1-417. Toulouse, 5 juin 1889. S., 1891, 2-117. P., 1890, 1-690. DEMOLOMBE, V, n° 110. AUBRY et RAU, VI, p. 471, § 619, texte et note 2.

les idées de séparation de patrimoine et de bénéfice d'inventaire, comme on l'a déjà remarqué, s'appliquent à deux situations inverses correspondantes ; ceux que l'un des bénéfices protège sont ceux contre lesquels protège l'autre bénéfice. Cette situation apparaît d'autant plus clairement qu'on admet que le bénéfice d'inventaire entraîne au profit des créanciers de la succession la séparation des patrimoines et leur permet de l'invoquer sans l'avoir spécialement demandé (1). Dès lors, si les légataires doivent demander la séparation des patrimoines, bénéfice établi à leur profit, pour éviter leur concours avec les créanciers de l'héritier, il faut admettre que le bénéfice d'inventaire est établi contre eux. S'il en est ainsi, c'est donc que l'héritier serait obligé de recourir à ce dernier pour restreindre son obligation vis-à-vis des légataires, ce qui implique que normalement et en cas d'acceptation pure et simple il est tenu des legs *ultra vires successionis*. — Enfin, au point de vue des legs comme des dettes, l'héritier est le continuateur de la personne du défunt et doit les acquitter comme aurait fait ce dernier lui-même, c'est-à-dire intégralement, s'il s'était constitué débiteur des sommes léguées au lieu d'en imposer le paiement à ses héritiers.

Tels sont brièvement les principaux arguments qu'in-

(1) Cassation, 11 janvier 1882. S., 1884, 1-314. P., 1884, 1-790.

voque M. Wahl pour répondre aux considérants de l'arrêt de la cour d'Orléans qui adopte la solution contraire, arguments qu'on retrouve chez tous ceux qui soutiennent l'obligation des successeurs *ultra vires hæreditatis* quant aux legs (1).

Pourtant, ils sont insuffisants pour faire adopter une solution contraire à l'équité qui veut qu'on ne puisse donner plus qu'on a : *nemo dat quod non habet*, qui n'est pas davantage conforme à la loi et historiquement est très discutable.

En effet, dans le droit romain classique il semble que l'héritier ne fut obligé aux legs qu'*intra vires hæreditatis* et on en trouve une preuve indirecte dans Julien lorsqu'il dit que le legs fait par un insolvable est sans valeur (2), preuve d'ailleurs confirmée au Digeste où Florentin définit le legs : « *Legatum est delibatio hæreditatis qua testator ex eo quod universum heredis foret, alicui quid collatum velit* (3). » Sans doute, cette législation semble s'être modifiée avec Justinien quand il déclare que ceux qui auraient fait adition pure et simple seraient tenus de payer les legs *ultra vires hæreditatis*

(1) Poitiers, 1864. S., 1865, 2-63. Angers, 1867. Dalloz, 1867, 2-85. Toullier, V, n° 556. Delvincourt, II, p. 33, n° 5. Duranton, VI, n° 462. Aubry et Rau, VI, p. 381, § 681, note 12 et p. 442, § 617, texte et note 5. Laurent, XIV, n°s 108 et suiv. Chabot, Vazeille, Troplong, Demolombe.

(2) Digeste, L. 17, liv. XXXIX, titre VI.

(3) Digeste, L. 116, *pr. de legatis et fidei commissariis*.

*licet puræ substantiæ morientis transcendat mensuram legatorum datio* (1). Mais il faut bien remarquer que la décision de Justinien, comme la plupart des décisions de cet empereur, est empreinte d'un caractère d'expédient, ne présente pas un aspect de déduction logique et n'a d'autre but que de décider les héritiers à user du bénéfice d'inventaire.

La législation justinienne semble bien avoir pénétré dans le droit du moyen âge puisque Furgole indique justement à ce sujet la différence existant entre les pays de droit écrit et ceux de droit coutumier, ces derniers, de l'avis unanime de tous les historiens, n'y étant pas soumis. Pourtant même en droit écrit on ne saurait être trop affirmatif, car le même auteur ajoute au n° 106 : « Les legs deviennent inutiles quand l'hérédité est épuisée, » ce qui implique que d'après lui l'héritier n'est tenu des legs que dans la mesure de l'actif recueilli. En tous les cas, ce fut la solution incontestée du droit coutumier, comme l'attestent Duplessis (2), Montvallon (3), de Ferrière (4), Lebrun (5), Boujon (6) et tant d'autres ; c'était

(1) Nouvelle I, cap. II, § 2.

(2) Sur Paris : Testaments, liv. III, sect. 4.

(3) *Successions*, ch. VI, n° 26.

(4) *Coutumes de Paris*, sur l'article 344.

(5) Livre IV, ch. II, sect. 2, n° 50.

(6) Droit commun de la France : V. testaments, 5<sup>e</sup> partie, ch. II, sect. 2, n° 9.

celle des parlements en général et du parlement de Paris en particulier, comme l'indiquent nettement deux arrêts des 28 mai 1626 et 30 mars 1696. Enfin l'adage : « *Nemo liberalis esse debet ex alieno* » triomphe complètement au dix-huitième siècle et personne ne lui fait plus objection.

C'est lui aussi qu'ont voulu imposer les rédacteurs du Code civil puisqu'ils déclarent s'en rapporter sur ce point à l'ancien droit comme en témoignent ces paroles de Bigot de Préameneu qu'on retrouve dans les travaux préparatoires (1) « ... quant aux legs particuliers on s'est conformé aux règles du droit commun ».

N'ayant pas pour elle l'autorité de la tradition, l'obligation indéfinie aux legs n'a pas d'avantage celle de la raison pratique, car comme l'a justement fait remarquer M. Planiol (2), « il n'y a aucune bonne raison pour permettre aux testateurs de faire des libéralités avec l'argent de leurs héritiers. Les legs ont été inventés pour permettre aux mourants de disposer de leur propre actif et non pas de celui des autres ».

D'ailleurs la jurisprudence qui s'était affirmée, comme on l'a vu, dans les deux arrêts de la cour de Poitiers du 16 mars 1864 et de la Cour d'Angers du 1<sup>er</sup> mai 1867, à qui MM. Aubry et Rau et Demolombe avaient donné

(1) Jurisprudence générale. V. dispositions entre vifs et testamentaires, p. 37, n° 79.

(2) Dalloz, 1894, 1-545. V. note.

une si vigoureuse impulsion, paraît se ressaisir et vouloir faire retour au principe de l'ancien droit comme l'indiquent un arrêt de la Cour d'Orléans du 14 mai 1891 (1) et un arrêt de la Cour de Cassation du 19 mai 1894 (2), ce dernier ne reconnaissant pour l'héritier l'obligation illimitée aux legs que s'il a confondu ses biens avec ceux de la succession.

Ces arrêts eux-mêmes ne sont qu'une juste interprétation des articles du Code civil et une application régulière de son texte. En effet, on ne peut tirer argument en faveur de l'obligation des héritiers à l'acquittement *ultra vires* des legs, de ce fait que l'article 724 parle des charges ou de ce que l'article 802 décide que l'héritier bénéficiaire pourra se décharger du paiement des dettes héréditaires par l'abandon des biens successoraux aux légataires aussi bien qu'aux créanciers. Le mot « charge » semble si peu dans la pensée du législateur devoir comprendre les legs au même titre que les dettes qu'il consacre dans l'article 1009 un paragraphe spécial à l'acquittement de ceux-ci par le légataire universel, de sorte qu'on doit considérer comme exagérée l'extension qu'on peut parfois donner à ces deux articles. On ne peut pas davantage conclure à l'obligation illimitée pour l'héritier d'acquitter les legs de la succession par application des

(1) Dalloz, 1891, 2-313 et suiv. V. note de M. Flurer.

(2) Dalloz, 1894, 1-545. V. note de M. Planiol.

articles 873 et 1017, dont le but n'est pas, comme on l'a faussement déclaré, de déterminer le montant de l'obligation elle-même aux dettes et aux legs. Ils supposent seulement tous les deux plusieurs héritiers, établissent comment pourra s'exercer contre eux le droit de poursuite des créanciers ou légataires et opposent l'obligation personnelle à l'obligation hypothécaire, mais ne fixent pas le droit de contribution des héritiers et en particulier ne décident rien en ce qui concerne la question de savoir si ceux-ci seront tenus *ultra vires* des legs faits par le *de cuius*.

En outre de ce que les légataires peuvent demander contre les créanciers de l'héritier la séparation des patrimoines, il est impossible de décider que celui-ci devra recourir au bénéfice d'inventaire pour se soustraire à l'acquittement des legs sur ses biens personnels. Or l'article 892, qui détermine l'effet de ce bénéfice, est, comme on l'a déjà dit, relatif uniquement au paiement des dettes de la succession par l'héritier et non à l'acquittement des legs auxquels il est étranger. Cette conclusion s'impose à défaut d'un texte précis de la part du législateur de 1804, qui n'a pas abrogé spécialement les dispositions de l'ancien droit en cette matière, lequel par conséquent reste toujours en vigueur. D'ailleurs on trouve une autre preuve de ce que le bénéfice d'inventaire n'est nullement applicable aux legs dans la discus-

sion de l'article 783. Dans la séance du Conseil d'État du 9 nivôse an II, Tronchet fit au conseiller Réal, qui proposait de permettre à l'héritier de faire rescinder son acceptation à raison de la découverte inattendue d'une dette qui peut causer à l'héritier un préjudice tout aussi considérable qu'un legs, cette réponse : « Que le remède contre l'inconvénient dont on vient de parler est l'acceptation sous bénéfice d'inventaire » (1). D'ailleurs cet article 783 lui-même a été invoqué par les partisans de l'obligation de l'héritier à l'acquiescement *ultra vires successionis* des legs, car, disent-ils, pour qu'il y ait lésion, occasionnée par la découverte d'un legs inconnu qui absorbe la succession de plus de moitié, il faut nécessairement que l'obligation aux legs soit infinie, sinon ce qui pourrait arriver de pire à l'héritier ce serait de voir absorber la totalité de la succession par le legs, auquel cas l'héritier pourrait être privé d'un bénéfice gratuit mais ne subirait aucune lésion, son patrimoine personnel restant intact. Cependant, non seulement les travaux préparatoires, comme on vient de le voir, sont en désaccord avec cette opinion, mais encore la loi, ne distinguant pas entre les diverses catégories d'héritiers et imposant à tous l'application de l'article 783, prouve surabondamment que cet article ne se rattache en au-

(1) LOIRÉ, *Travaux préparatoires*, t. XII, pp. 109 et 110.

cune façon à l'idée d'une obligation aux legs *ultra vires*. Ce texte est, en effet, applicable quand le legs découvert est un legs universel et que l'héritier abandonne la totalité de la succession sans qu'il puisse être question pour lui dans ce cas d'une obligation *ultra vires*, et quand l'héritier a accepté la succession sous bénéfice d'inventaire et qu'alors, de l'aveu même des partisans de l'obligation *ultra vires*, l'héritier ne peut être tenu des legs que sur les forces de la succession. Pour qu'on puisse tirer argument de ce texte en faveur de l'obligation *ultra vires* aux legs, il faudrait restreindre l'application de l'article 783 au cas spécial de la découverte d'un legs particulier dans une succession acceptée purement et simplement, ce qui est contraire à la généralité du texte.

Enfin, on peut objecter que l'obligation aux legs *ultra vires* est en contradiction avec une jurisprudence constante (1), approuvée par tous les auteurs (2) qui décident, en conformité de l'article 926 du Code civil, que l'héritier réservataire peut toujours se prévaloir des règles de la réduction en dehors même de toute acceptation bénéficiaire.

(1) V. Req., 19 mars 1878. D. P., 78-1-218 et les arrêts cités. Jurisprudence générale, V<sup>o</sup> Dispositions entre vifs et testamentaires, n<sup>o</sup> 1190.

(2) LAURENT, t. XII, n<sup>o</sup> 163, p. 221 ; n<sup>o</sup> 138, p. 183. AUBRY et RAU, t. VII, § 682, p. 180. DEMOLOMBE, t. XIV, 4<sup>e</sup> édit., n<sup>os</sup> 523, 524, pp. 575 et suiv.

S'il en est ainsi et que l'héritier pur et simple peut prétendre faire rendre aux légataires ce qui excède la quotité disponible, c'est donc qu'il n'est pas tenu d'acquitter les legs sur ses biens personnels, car il ne pourrait dans ce cas opposer aux légataires l'article 926 qui les exclut d'une partie de la succession.

On est donc en droit de conclure que l'héritier n'est tenu des legs qu'*intra vires successionis* et que ses biens personnels sont toujours à l'abri des réclamations des légataires. Si on admet cette solution pour l'héritier qu'une doctrine nombreuse et une jurisprudence bien assise persistent à regarder comme le continuateur de la personne du *de cujus*, à plus forte raison doit-on l'admettre pour le successeur irrégulier simple successeur aux biens. Ce dernier, en effet, dont on a reconnu précédemment l'obligation aux dettes restreinte aux forces de la succession, ne saurait être astreint à acquitter les legs du testateur sur ses biens propres, car s'il est juste que l'actif héréditaire réponde seul du paiement des dettes, à *fortiori* doit-il servir seul de gage à l'acquittement des legs dont le successeur irrégulier ne sera tenu qu'*intra vires successionis*.

---

## CHAPITRE VI

### MISE EN ŒUVRE ACTUELLE

(Ses inconvénients.)

Nous venons de déterminer dans quelle mesure le successeur irrégulier est tenu des dettes et charges de la succession, il nous reste à voir maintenant comment il pourra, tous les créanciers et tous les légataires étant désintéressés, être certain que désormais ce qui lui reste de l'hérédité est sa propriété incontestable, comment en un mot il sera procédé à la liquidation de la succession irrégulière.

Dans notre législation actuelle, dont le système successoral repose tout entier sur le principe de la continuation de la personne par le *de cuius*, il n'existe pas de procédure collective de liquidation des successions qui sont soumises au contraire au régime des poursuites individuelles, du bon plaisir et de la plus grande diligence de la part des créanciers héréditaires. C'est, en effet, la juste critique qu'adresse au système tout entier M. Perce-

rou (1) à qui nous aurons fréquemment recours tant dans la discussion relative à la mise en œuvre actuellement pratiquée pour parvenir à la liquidation de la succession irrégulière que dans l'indication des moyens que nous proposerons en remplacement.

Le successeur irrégulier envoyé en possession étant considéré comme le continuateur du *de cujus*, les créanciers pourront continuer leurs poursuites, réaliser leur gage, puisque la vie économique que donnait autrefois le *de cujus* à ses affaires est assurée sans discontinuité à son patrimoine. Ils ne se trouvent à aucun moment en présence d'une masse inerte, retirée de la circulation au moins momentanément et sur laquelle ils ne peuvent exercer aucun droit depuis la disparition de son chef jusqu'à l'époque où sera terminée la liquidation. Tout autre serait la situation, si on envisage la succession irrégulière comme une succession aux biens, c'est-à-dire comme la réunion de deux entités juridiques, de deux patrimoines existant par eux-mêmes indépendamment de la personne de leur titulaire. Envisagée ainsi, la succession irrégulière ne pourra être liquidée et sa consistance déterminée qu'à la condition que pendant tout le temps nécessaire aux opérations la masse successorale ne puisse plus varier ; aussi doit-elle rester à l'état inerte, retirée

(1) *Revue trimestrielle de droit civil* (1905). Liquidation du passif héréditaire.

de la circulation des biens. Mais cette situation n'est pas sans quelque danger pour les créanciers, comme elle risque de causer un grave préjudice au successeur irrégulier lui-même. Les premiers, dont les poursuites sont nécessairement suspendues et leur gage soustrait au commerce, peuvent justement craindre d'en voir diminuer la valeur et par suite diminuer aussi leur chance de remboursement. Le second, à qui tout pouvoir de disposition est pour l'instant retiré sur les biens de l'hérédité, ne pourra profiter par exemple d'occasions peut-être exceptionnelles qui eussent été pour lui la cause d'un gain sérieux. Tel est l'avantage que présente notre système actuel de la liquidation des successions irrégulières, mais il est bien mince en comparaison des inconvénients multiples qu'il crée, des longueurs qu'il nécessite et des frais qu'il occasionne.

Ces inconvénients et ces longueurs apparaissent dans les situations les plus simples, quand, à supposer qu'il en puisse être ainsi, un successeur irrégulier est appelé à recueillir seul la succession et se trouve en présence d'un créancier unique. Pour peu en effet que ce créancier soit à terme ou sous condition, il ne pourra poursuivre immédiatement son paiement, car la mort n'entraîne pas la déchéance du terme et la créance n'est pas exigible. Comme d'une part le successeur irrégulier peut se refuser à tout paiement anticipé ; que d'autre part il

peut ignorer l'existence de la créance elle-même, qui ne lui sera peut-être révélée à sa grande surprise qu'au jour de l'échéance, le règlement définitif est menacé de traîner ainsi en longueur. Ce ne sera pas d'ailleurs la seule cause de complications et de retard pour la liquidation, car il peut arriver que le créancier sans terme ou dont la créance est exigible soit peu diligent ou seulement à l'abri du besoin et néglige de réclamer le paiement de sa créance, connue peut-être du successeur irrégulier que longtemps après la mort du *de cujus*, de sorte que la situation fautive de ce successeur a pu se prolonger pendant plusieurs années. Le successeur irrégulier ne pourra même acquérir la certitude d'une propriété définitive sur les biens de l'hérédité que si trente ans se sont écoulés depuis l'ouverture de la succession. En effet, jusqu'à cette date il pourra toujours redouter qu'un créancier inconnu de lui ne se présente porteur d'un titre exécutoire et n'absorbe par sa demande en partie ou même en totalité les biens héréditaires. Or comme la dette a pu naître le jour même du décès, que le créancier muni d'un titre régulier a trente ans pour agir et ne saurait être contraint de le faire plus tôt, il en résulte que c'est trente ans seulement après l'ouverture de la succession que le successeur sera certain d'être désormais maître incontestable des biens recueillis.

La situation va devenir bien pire encore quand le suc-

cesseur irrégulier se trouvera en présence de créanciers nombreux qui réclameront leur paiement. La mort du débiteur va déclencher une véritable course au clocher, dont le remboursement de leurs créances est le prix, l'âpreté au gain étouffera tout sentiment de générosité, et celui qui, par pitié non seulement pour le débiteur lui-même, mais pour une famille déjà dans la gêne, dont toute précipitation de sa part va hâter la ruine, sera sacrifié au plus rapace et au moins respectueux de la tranquillité d'autrui.

A cause de cette hâte aussi le créancier à terme, dans l'impossibilité actuelle d'agir contre le successeur irrégulier envoyé en possession, verra diminuer rapidement ses chances de remboursement et il est possible qu'il ne puisse exercer ses droits que sur un gage insuffisant, à supposer qu'il n'ait pas complètement disparu. Il n'est pas d'ailleurs le seul à courir ce risque, car les symptômes qui précédèrent le décès du débiteur ont pu n'être connus que d'un nombre restreint de créanciers, lesquels auront pu agir en conséquence ; aussi certains autres, dont le paiement est pourtant exigible, qui avaient à bon droit confiance dans la solvabilité de leur débiteur, se verront priver d'une partie de ce qui leur est dû par le concours, sur un patrimoine qu'ils ont pu à juste titre considérer comme leur gage exclusif, des créanciers, d'une sœur ou d'un frère naturel du défunt dont ils

étaient pourtant bien excusables d'ignorer la solvabilité, voire même l'existence.

Il y aura donc nécessairement inégalité entre les créanciers, inégalité contre laquelle on ne saurait trop protester dans l'intérêt social et économique qui forme la base du crédit, d'autant mieux que le Code civil ne leur accorde qu'une protection insuffisante. Quele créancier héréditaire demande, en effet, la séparation des patrimoines contre les créanciers du successeur irrégulier, il écartera par là même leur concours sur la masse héréditaire. Mais ce bénéfice ne profitera qu'à lui seul et non point aux autres créanciers de l'hérédité contrairement à la faillite qui, demandée par un seul créancier, profite aux autres. Sans doute le créancier séparatiste va exclure les créanciers du successeur irrégulier sur les biens de la succession, mais il ne les exclura tous qu'à la condition de demander ce bénéfice contre tous, comme d'ailleurs la séparation demandée ne lui donnera aucun privilège vis-à-vis des créanciers héréditaires qui ne l'auront pas requise. Ainsi cette institution, éminemment utile pour les créanciers de la succession en cas d'insolvabilité du successeur irrégulier, n'atteint qu'imparfaitement son but parce que d'une part elle procède du principe de la continuation de la personne, et que d'autre part elle n'est pas soumise à une procédure collective (1).

(1) PERCEROU, *loco cit.*

On aboutit à des résultats aussi peu satisfaisants quand plusieurs successeurs irréguliers sont appelés à recueillir la succession ; car le créancier ne peut être contraint à agir collectivement contre tous et peut demander à chacun, par une instance particulière, sa part de dettes. Sans doute il aura intérêt, à la condition de connaître tous les successeurs irréguliers, d'agir contre eux par une seule et même procédure, puisqu'ils sont tous devenus ses débiteurs au jour de l'envoi en possession ou de l'appréhension de fait de la succession. Mais s'il en oublie un seul, le jugement obtenu n'aura contre ce dernier ni la valeur de la chose jugée ni force exécutoire, et ce titre ne pourra pas permettre au créancier d'obtenir son paiement pour partie de ce débiteur resté étranger à la procédure. Il devra alors recommencer contre lui les poursuites précédemment exercées contre les autres et il devra les renouveler autant de fois que cela sera nécessaire. De même si en cours d'instance l'un d'eux vient lui-même à décéder, l'instance sera suspendue et devra être reprise contre les propres successeurs de ce dernier. Ainsi la liquidation traînera en longueur, les difficultés augmenteront sans cesse et aboutiront même à frustrer les créanciers si l'un des successeurs irréguliers est insolvable bien que la succession ne soit pas entièrement employée au paiement du passif. En effet, entre eux les successeurs irréguliers d'une même héré-

dité ne sont point débiteurs solidaires et le créancier ne peut demander à l'un d'eux le montant intégral de ce qui lui est dû (ce dernier pouvant alors se retourner contre les autres et leur demander le remboursement de ce qu'il a acquitté en plus de sa part et par conséquent en leur lieu et place). Un pareil droit de poursuite n'est pas reconnu par les auteurs du Code civil au créancier, et en l'absence de cette obligation solidaire entre les successeurs irréguliers, on ne saurait autoriser le créancier, quand l'un d'eux est insolvable et dans l'impossibilité de se libérer pour sa part et portion, à s'adresser aux autres et obtenir d'eux le paiement intégral de sa créance. Dans ce cas l'insolvabilité de l'un des successeurs irréguliers serait supportée par les autres, qui verraient ainsi augmenter proportionnellement à leur part héréditaire leur obligation aux dettes et charges successorales, mais tant qu'il resterait quelque chose de la succession ce reliquat servirait à désintéresser les créanciers héréditaires. — La situation créée par le Code civil au contraire est tout autre : il y a autant de dettes, avons-nous dit, qu'il y a de successeurs irréguliers et on aboutit à ce résultat que le créancier ne pouvant demander à l'un d'eux que sa part de dette correspondante et rien de plus, l'insolvabilité d'un d'entre eux n'étant pas couverte par les autres sera supportée définitivement par le créancier. Aussi, constatation, contrairement à toute équité, qu'alors même que

les frères naturels du défunt par exemple possèdent encore quelque chose de l'hérédité, dont ils profitent gratuitement, leur part de dettes payée, le créancier sera privé du remboursement d'une partie de sa créance bien que le gage ne soit pas entièrement absorbé. Il se trouve ainsi dans l'impossibilité de le réaliser, bien qu'au jour du contrat il ait pu légitimement compter sur la totalité des biens de son débiteur comme garantie des avances faites à ce dernier et que c'est là peut-être pour le créancier la cause déterminante du contrat.

D'ailleurs, l'acceptation bénéficiaire, peut-être le seul moyen actuel de soustraire les successeurs irréguliers à l'obligation aux dettes *ultra vires*, si elle est faite seulement par l'un de ceux-ci, ne saurait mettre tous les autres à l'abri, au moins quant à leurs propres biens, des poursuites exercées par les créanciers successoraux. Le bénéfice d'inventaire, en effet, n'étant pas soumis à une procédure collective et les poursuites des créanciers ne s'exerçant pas contre une seule personne, comme dans le Code civil italien de 1866, chacun des créanciers conserve le droit d'agir pour lui-même, par voie de saisie et l'acceptation bénéficiaire d'un seul des successeurs irréguliers, essentiellement personnelle, ne profitera pas aux autres. Au surplus, une fois qu'il aura rempli au greffe la formalité exigée par le législateur, le successeur irrégulier sera libre de payer à son gré les créan-

ciers, quand il n'aura pas reçu d'oppositions, et cela au fur et à mesure qu'ils se présenteront, sans que, d'ailleurs, la loi oblige ceux-ci à se faire connaître dans un certain délai et sous une déchéance quelconque autre que celle du droit commun. C'est ainsi que le bénéfice d'inventaire, comme la séparation des patrimoines, soumis d'une part au principe de la continuation de la personne, et d'autre part au régime des poursuites individuelles, ne sera pour les successeurs irréguliers que d'un secours insuffisant, compliquera même les opérations de liquidation quand il y aura plusieurs successeurs et que tous n'auront pas accepté la succession sous ce bénéfice, les rendant ainsi plus longues et plus difficiles (1).

Mais lenteur et complication ne sont pas les seuls inconvénients du système adopté par notre législateur, surtout si les créanciers et les successeurs irréguliers sont nombreux, car les frais eux-mêmes seront d'autant plus considérables que le nombre des poursuites exercées sera plus grand, au détriment des créanciers comme des successeurs irréguliers. Les frais faits par les créanciers poursuivants sont prélevés sur la masse de la succession et leur chance de remboursement est diminuée d'autant, surtout si la solvabilité de l'hérédité est douteuse, comme

(1) PERCEROU, *loc. cit.*

d'autant est diminué l'actif qui reviendra à chacun des successeurs irréguliers, au cas où il est supérieur au passif. Aussi, si les poursuites individuelles sont nombreuses, la plus grande partie du patrimoine pourra être absorbée en procès, au préjudice des uns et des autres et à l'avantage des hommes d'affaires, les seuls à qui profitera cet état de choses.

Telle est la situation déjà bien compliquée que présente la liquidation successorale quand les créanciers se trouvent en présence uniquement de successeurs irréguliers, envoyés en possession et regardés comme les continuateurs du défunt. Mais elle devient plus compliquée encore si, avec une doctrine nombreuse, on accorde ce titre seulement aux héritiers légitimes pour le refuser aux successeurs irréguliers, dont le caractère, d'après elle, est justement de n'être que des successeurs aux biens. Dans cette conception, les héritiers légitimes, en effet, sont tenus des dettes *in infinitum*, c'est-à-dire même sur leurs biens personnels, alors que les successeurs irréguliers ne sont responsables que sur les biens de la succession ; de sorte que si les premiers peuvent être poursuivis pour le paiement intégral des dettes et au delà du bénéfice qu'ils ont recueilli, les autres au contraire ne pourront être inquiétés que sur les biens que leur a octroyés le partage. Il y a donc, en quelque sorte, faillite partielle de la succession, et on se trouve

en face d'une situation analogue à celle qui résulterait du concours de plusieurs successeurs irréguliers, dont les uns auraient accepté l'hérédité purement et simplement, alors que les autres ne l'auraient acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

On peut également se demander si les créanciers pourront dans ces limites poursuivre indistinctement les uns et les autres. Si on admet avec cette doctrine que les obligations sont personnelles, c'est-à-dire liées intimement à la personne qui en est le sujet actif ou passif, on doit logiquement conclure que seuls pourront être poursuivis ceux qui représentent le défunt et le continuant, c'est-à-dire les héritiers légitimes. C'est d'ailleurs l'opinion émise par Pothier (1), qui déclare que l'héritier est tenu des dettes pour la part dont il est héritier, sauf son recours comme successeur de la personne contre le successeur aux biens. C'est, à notre avis, la solution qu'en l'absence d'un texte précis du Code civil, muet sur ce point, autorisent non seulement l'ancien droit mais les principes eux-mêmes. Sans doute une action directe est donnée aux créanciers contre les légataires universels et à titre universel par les articles 1009 et 1012, mais il n'y a là, semble-t-il d'après les termes mêmes de la loi, qu'une simple faculté et non point une obligation et que

(1) *Successions*, ch. V, art. 3, § 2.

les créanciers, s'ils le préfèrent, peuvent s'adresser pour le tout au continuateur du *de cuius* ; en un mot, ces articles paraissent être une exception aux règles du droit commun. Le législateur donne au créancier un nouveau débiteur à côté de l'ancien, qui n'en reste pas moins obligé et n'est nullement déchargé (1). Dès lors on entrevoit quelle source de complications naît pour la liquidation et combien vont s'accroître les difficultés puisque, d'une part, les créanciers devront diviser leur action contre chacun des successeurs représentant le *de cuius*, pour les poursuivre proportionnellement à leur part héréditaire et que, d'autre part, ceux-ci devront à leur tour se retourner contre les successeurs irréguliers pour demander à chacun la part de dettes qui a été pour lui payée par les héritiers légitimes.

Aussi est-on tenté de regretter que les praticiens n'aient pas étendu à la liquidation des successions irrégulières l'innovation pratique qu'ils avaient introduite à propos de la liquidation des successions bénéficiaires ; nous voulons parler des liquidateurs séquestres. Cette pratique, imaginée vers le milieu du siècle dernier, consistait dans la nomination par le Président du Tribunal civil du lieu d'ouverture de la succession, et après son acceptation sous bénéfice d'inventaire, d'un liquidateur séquestre

(1) LAURENT, t. XI, n<sup>os</sup> 65-66. HUC, *Dr. civ.*, t. V, n<sup>o</sup> 391.

chargé de poursuivre le recouvrement de l'actif successoral et d'en faire une répartition parmi les créanciers obligés eux-mêmes de produire dans un délai déterminé sous peine de forclusion (1). Ce ne fut guère d'ailleurs qu'une tentative, encouragée il est vrai par certaines décisions de Cour d'appel (2), mais condamnée définitivement par la Cour de Cassation (3), qui déclara qu'on ne pouvait pas forcer les créanciers et les successeurs à s'y soumettre, qu'aucune loi ne l'autorisait et qu'en l'absence de texte il n'était pas permis de déroger au droit commun et d'abandonner le régime des poursuites individuelles, le seul juridique. Cette solution dans l'état actuel de notre législation est évidemment la seule capable d'être soutenue, car elle seule est en conformité avec les textes.

Mais il n'en est pas moins évident qu'un pareil système est désastreux dans ses conséquences et doit être

(1) V. Règlement de la Chambre des avoués du tribunal civil de Lyon du 29 juin 1878 dans GARRAUD, *De la déconfiture et de la législation dont cette matière est susceptible*, 1880, p. 532 et note. DUPIN, *De la Faillite civile*, p. 55.

(2) Lyon, 26 mai 1853. S., 55-1-102 ; Douai, 3 décembre 1867. S., 68-2-35 ; Lyon, 27 mars 1873. D. P., 75-2-149. Nancy, 26 février 1876 sous Cass., 10 juillet ci-après ; Angers, 11 janvier 1886 sous Cass., 13 novembre 1889 ci-après.

(3) Cass., 17 janvier 1855. S., 55-1-97 ; Cass., 10 juillet 1876. D. P., 76-1-313 ; 14 novembre 1885. S., 85-1-123. Cass., 13 novembre 1889. D. P. 90-1-8.

condamné. Il prolonge inutilement une situation grosse d'inconvénients pour le successeur irrégulier à cause de l'incertitude où elle le laisse, et ne lui permet d'arriver à une liquidation tardive qu'après des difficultés nombreuses et des frais énormes. Il est le résultat bâtarde d'une théorie qui veut voir dans le successeur irrégulier envoyé en possession le continuateur du défunt, qui considère les dettes comme censées contractées par ce successeur lui-même et soumet celui-ci au même régime de poursuites que le *de cuius*.

Aussi doit-on le condamner sans réserve et l'exclure de la liquidation des successions irrégulières, et cela d'autant plus logiquement qu'un grand nombre de ceux qui restent attachés à la vieille théorie de la continuation de la personne se refusent à voir ce continuateur dans le successeur irrégulier qu'ils considèrent au contraire comme un simple successeur aux biens.

---

## CHAPITRE VII

### PROCÉDURE COLLECTIVE

(Ses avantages.)

La succession irrégulière étant une simple succession aux biens et la réunion de deux patrimoines distincts, une procédure collective s'impose pour parvenir à la liquidation du passif héréditaire en remplacement des poursuites individuelles dont l'existence dans notre droit ne peut s'expliquer que dans le cas particulier et d'ailleurs faux où l'on persiste à voir un continuateur du *de cuius* dans la personne de son successeur. Tous les inconvénients que nous avons signalés dans cette dernière hypothèse disparaissent et la situation s'éclaire.

D'une part, les dettes continueront à être réparties proportionnellement à l'actif recueilli entre tous les successeurs irréguliers d'après les principes mêmes de notre Code civil et l'actif répondra seul du passif de la façon que nous avons indiquée si un inventaire fidèle a empêché la confusion du patrimoine du *de cuius* et de

celui du successeur irrégulier. D'autre part, considérant le patrimoine d'une personne comme une entité juridique, les obligations qui concourent à la formation de celui du défunt, deviennent indépendantes de l'existence propre à leur titulaire et subsisteront après la mort de ce dernier telles qu'elles étaient auparavant avec cette différence qu'elles pourront avoir maintenant plusieurs sujets actifs ou passifs entre lesquels existera une véritable corréalité, au moins pendant les opérations nécessaires à la liquidation permettant ainsi aux créanciers de poursuivre un seul des successeurs irréguliers et à l'un de ceux-ci de faire rentrer toutes les créances héréditaires ; les poursuites exercées par un seul profitant à tous. C'est la même situation que celle offerte exactement par le droit commercial quand il proroge au delà de sa dissolution et pour les besoins de sa liquidation l'existence d'une société qui sera en outre déclarée en faillite quand ses biens seront insuffisants pour répondre de ses dettes.

C'est, en effet, ce principe de droit commercial qui devrait, à notre avis, être adopté pour la liquidation de la succession irrégulière, lui seul permet d'aboutir grâce à la procédure collective qu'il impose à une liquidation rapide, peu coûteuse, et respectueuse des intérêts de tous. D'ailleurs aucune bonne raison ne peut être logiquement donnée pour maintenir la différence de traitement, qui

régit d'une part les successeurs irréguliers soumis au droit civil, et d'autre part ceux qui ont la qualité de commerçants, ces derniers étant seuls soumis au régime de la faillite pendant leur vie et même après leur mort. C'est aussi l'opinion de M. Thaller qui déclare qu'« un statut propre aux négociants jure avec le système égalitaire inauguré en 1789 et qu'il n'y a plus de raison de maintenir entre le commerce et le non-commerce cette muraille de droit (1) ».

Dès lors l'hérédité, que sont appelés à recueillir les successeurs irréguliers, étant considérée comme une masse distincte, pourra être régie par un seul d'entre eux chargé de la liquidation du passif héréditaire tant que durera l'état d'indivision nécessaire à cette opération. Ce choix ne présenterait aucun inconvénient même si le préposé à la liquidation était créancier de la succession, car il ne jouirait d'aucun privilège sur toutes les sommes qu'il serait chargé de recouvrer et qui viendraient se fondre en une masse unique. Dès lors, ou tous les créanciers seraient intégralement désintéressés et le reliquat serait partagé entre tous les successeurs irréguliers, ou l'actif serait insuffisant pour garantir le passif, et le liquidateur comme tout autre créancier ne toucherait qu'au marc le franc; il n'y aurait ainsi à redouter de sa

(1) *Des Faillites en droit comparé*, 1887, t. I, p. 178.

part aucune tentative de fraude dans les recouvrements. D'ailleurs rien n'empêcherait de nommer un juge par exemple pour surveiller les opérations de liquidation.

Une fois nommé, le premier acte qui incomberait au successeur irrégulier chargé de la liquidation serait la confection d'un inventaire détaillé de tous les biens qui composent la succession, ce qui présenterait pour lui et ses co-successeurs une double utilité.

Tout d'abord, leur responsabilité étant limitée aux biens qu'ils recueillent, toute confusion entre leur patrimoine et celui du *de cujus* serait évitée, la consistance des forces de la succession serait ainsi établie d'une manière irréfutable et aurait pour conséquence d'empêcher toutes poursuites de la part des créanciers sur leurs biens propres. Ceux-ci seraient alors mal fondés à vouloir profiter d'une confusion qui n'existerait pas et qui serait autrement le juste châtiment de la négligence non seulement du liquidateur mais des autres successeurs irréguliers qui auraient dû surveiller ses actes.

Indispensable comme moyen de preuve, l'inventaire aurait en outre l'immense avantage d'éclairer quelque peu l'avenir. Déjà la situation apparaîtrait plus nette puisque chacun des successeurs irréguliers, connaissant maintenant la valeur des biens de l'hérédité, pourrait connaître approximativement quel sera le sort de la succession et

s'il doit conserver quelque espoir de gain ou au contraire s'il doit d'ores et déjà y renoncer.

L'actif successoral étant connu, les biens qui le composent étant nettement déterminés, il ne restera plus qu'à rechercher le passif dont répondront uniquement les biens héréditaires.

Pour atteindre ce but il importe que le successeur irrégulier connaisse tous les créanciers de la succession sans exception et le montant de leur créance dans un délai assez bref pour ne pas prolonger, au détriment de tous, l'état actuel d'indivision et arriver aussi promptement que possible à la liquidation complète du passif héréditaire.

Mais si certains créanciers sont sur les lieux où décéda leur débiteur et peuvent présenter sans tarder au conjoint de celui-ci ou à son frère naturel, par exemple, leurs titres de créance immédiatement exigibles, il en est d'autres qui, soit par l'effet de l'éloignement, soit à cause d'une condition non réalisée ou d'un terme non échu, ou simplement dans l'ignorance où ils sont de la mort de leur débiteur ne pourront pas toucher immédiatement ce qui leur est dû. Il faut cependant que les uns et les autres soient prévenus, car, sous peine de voir se renouveler les longueurs que nous avons justement critiquées, il est nécessaire d'admettre que la mort comme la faillite provoque la déchéance du terme ou de la con-

dition et que la dette devient immédiatement exigible. A cet effet, le successeur irrégulier aura recours à une procédure provocatoire (1) et s'il connaît les créanciers il s'adressera à chacun d'eux directement par lettre missive, se réservant de prévenir par la voie des journaux par exemple ceux qu'il ne connaît pas et dont il ignore l'existence. Il les invitera en même temps à produire dans un certain délai que la sagesse du législateur déterminera de telle sorte qu'il ne prolonge pas inutilement l'état d'indivision qui retire les biens du commerce tout en laissant à ces créanciers le temps nécessaire pour chercher leurs pièces, les réunir et les faire parvenir au liquidateur. D'ailleurs pour les obliger à se faire connaître le plus rapidement possible, le successeur irrégulier aura soin également de les prévenir qu'à l'expiration de ce délai ils seront forclos du droit de produire ou tout au moins que toute production tardive ne sera colloquée que sur ce qui reste de l'hérédité après le remboursement intégral des créanciers diligents. Ce tempérament peut d'autant mieux être admis que l'hérédité est avant tout le gage des créanciers et qu'elle ne peut devenir la propriété des successeurs irréguliers que si les premiers ont été désintéressés. Seulement pour que ce tempérament ne vienne pas compromettre irrè-

(1) PERCEROU.

médiatement la liquidation elle-même en permettant aux créanciers de se faire connaître tant qu'il restera quelque actif successoral et que leurs créances ne seront pas éteintes par prescription, il est de toute nécessité de leur imposer encore un nouveau délai à l'expiration duquel ils seront cette fois définitivement forclos. Aussi proposerons-nous à l'application de la liquidation des successions irrégulières la solution très sage qu'adopta le Code civil allemand de 1900 pour toutes les successions en général, c'est-à-dire permettre aux retardataires de produire seulement pendant les cinq premières années du décès de leur débiteur.

Mais s'il importe que les créanciers avertis produisent en temps utile, encore faut-il qu'ils soient prévenus et que le successeur irrégulier chargé de la liquidation successorale use de la procédure provocatoire qu'il pourrait négliger soit par inadvertance, soit par calcul. Pour obliger celui-ci à recourir aux opérations que nous venons d'indiquer, il suffirait de reconnaître à chacun des autres successeurs irréguliers le droit d'exiger que la liquidation soit reculée jusqu'à l'expiration du délai de production et la faculté pour chacun d'eux de recourir lui-même à la procédure provocatoire au cas où le liquidateur resterait inactif. Dès lors leurs intérêts ne seraient plus sacrifiés à la négligence d'un seul, qui ne serait pas tenté pour une cause ou pour une autre de se dérober; mais aussi

leur responsabilité serait complète si les sommations prescrites n'étaient pas faites, et leur caprice ou leur calcul ne saurait nuire aux créanciers à qui dans ce cas une protection efficace devrait être accordée. Cette protection, le législateur pourrait la leur assurer en décidant qu'il leur serait loisible de reprendre contre chacun des successeurs irréguliers les poursuites individuelles jusqu'alors suspendues et de demander à l'un d'eux le montant intégral de leur créance dont le recouvrement pourrait être acquitté sur les biens propres du successeur irrégulier poursuivi (1). Cette responsabilité solidaire et illimitée des successeurs irréguliers avec faculté toutefois pour celui d'entre eux qui aurait payé plus que sa part de se retourner contre les autres, serait le plus sûr moyen de les obliger à recourir à la procédure provocatoire comme la forclusion serait le plus sûr moyen de faire produire les créanciers en temps utile.

La situation des uns et des autres serait dans un état de sécurité d'autant plus grand que le partage seul permettrait aux successeurs irréguliers de disposer de leur part héréditaire, l'hérédité formant jusqu'à cette époque un tout indivisible dont aucun successible ne pourrait distraire la plus petite partie à titre individuel, le liquidateur étant seul chargé d'effectuer les paiements et

(1) PERCEROU.

étant le seul aussi contre lequel devraient être exercées toutes les poursuites.

Dès lors le successeur irrégulier devenu liquidateur possède en mains toutes les pièces utiles pour procéder à une répartition rapide et égalitaire des biens qui composent l'actif et des dettes qui le grèvent. Connaissant exactement la consistance des biens successoraux, le montant du passif, le nombre des créanciers et la valeur des sommes qu'ils réclament, la liquidation est presque achevée. L'actif est-il supérieur au passif, tous les créanciers seront intégralement désintéressés et le reliquat deviendra la propriété définitive des successeurs irréguliers.

Le passif est-il au contraire supérieur à l'actif, tous les créanciers, ayant déposé leur production, verront se répartir entre eux le gage commun proportionnellement à la valeur de leurs créances, c'est-à-dire au marc le franc, seul procédé qui donne, dans la mesure du possible, satisfaction à tous, sans sacrifier entièrement personne, et les successeurs irréguliers ne recueilleront rien.

Tel est, à notre avis, le système qui s'impose à l'adoption du législateur français pour la mise en œuvre de la succession irrégulière, soumise encore actuellement à une procédure de liquidation contraire à son principe, et condamnable dans ses conséquences. Cette réforme

est d'autant plus nécessaire que la liquidation de ces sortes de successions, par voie de procédure collective, présente une incontestable supériorité sur celle qui est en vigueur de nos jours.

En effet, à la condition de ne pas laisser trop longtemps la masse successorale à l'état d'indivision et soustraite aux poursuites des créanciers, comme à la libre disposition des successeurs irréguliers appelés à la recueillir, elle ne risquera pas de devenir encombrante et susceptible de diminuer de valeur, et de ce fait l'inconvénient peut-être unique de ce système sera considérablement atténué. Les créanciers à terme ou sous condition, n'auront plus besoin pour agir d'attendre l'époque où normalement leurs créances deviendraient exigibles, puisqu'il y aura déchéance du terme ou de la condition et que la mort de leur débiteur leur permettra d'exiger leur remboursement immédiat.

Menacés de déchéance s'ils ne produisent pas dans les délais que la loi aura déterminés, ou tout au moins sous peine de voir leur gage absorbé par d'autres, les créanciers se montreront diligents, et le successeur irrégulier sera fixé sur sa véritable situation dans un temps relativement très bref.

Ils seront d'autant mieux sauvegardés que le successeur irrégulier ne craindra pas de voir bouleverser, par des poursuites intempestives, une liquidation commencée

avec méthode, qu'il ne sera pas obligé de payer les créanciers, à défaut d'oppositions, au fur et à mesure qu'ils se présenteront au détriment des plus éloignés, des plus scrupuleux ou des moins favorisés par les circonstances. Sans doute, ces créanciers seront tenus de se faire connaître dans un délai assez bref, mais toute hâte exagérée de leur part ne se conçoit plus ; la course, qu'autorise le régime des poursuites individuelles, disparaît ainsi que la nécessité où peuvent se trouver les créanciers, d'intenter autant d'actions qu'il y a de successeurs irréguliers. En même temps disparaît aussi le dommage qui peut résulter pour eux du cas où dans l'exercice de leurs poursuites ils en oublieraient un seul, puisque l'unique personne autorisée à faire les paiements sera désormais le liquidateur. Leur situation sera même considérablement améliorée, car, si l'un des successeurs irréguliers est insolvable, et que les créanciers veuillent s'adresser à un autre pour la part du premier, ils n'auront plus à redouter que celui-là ne se refuse à acquitter plus que sa portion de dettes, et n'excipe de son droit exclusif de propriété sur ce qui lui reste de l'hérédité pour repousser sur ce reliquat toutes prétentions des créanciers (1). Dans le système que nous défendons, en effet, créances et dettes ne se divisent plus de plein droit

(1) PERCEROU.

entre les divers successeurs irréguliers, toutes les poursuites seront exercées contre une seule et même personne, qui acquittera d'abord toutes les dettes sur les biens héréditaires, pour distribuer ensuite le surplus entre les ayants-droit, de sorte que l'insolvabilité de l'un de ceux-ci sera supportée par les autres, et non plus par les créanciers. Ces derniers ne perdront ainsi rien du gage sur lequel ils ont pu légitimement compter et seront complètement désintéressés s'il est suffisant en même temps que les successeurs irréguliers seront assurés que le reliquat par eux recueilli est franc et quitte de toute charge héréditaire. Si, au contraire, il est insuffisant, la répartition se fera entre les créanciers au marc le franc, seul procédé égalitaire répondant aux besoins de notre époque, et possible seulement par l'emploi d'une procédure collective.

Enfin, si la procédure de la faillite était appliquée à la liquidation de la succession irrégulière, la situation des créanciers et des successeurs serait d'autant mieux protégée que la masse héréditaire, étant destinée avant tout au paiement des créanciers, « deux institutions aujourd'hui superposées, la séparation des patrimoines et le bénéfice d'inventaire, se ramèneraient à une seule plus efficace que les deux autres réunies (1) », puisqu'elle

(1) VIVANTE, Appendice au 1<sup>er</sup> volume du *Traité de droit commercial*, n° 14.

existerait de plein droit, et serait exempte des défauts si nombreux que nous avons signalés à propos de ces deux bénéfices, défauts qui sont dus en grande partie à la procédure individuelle, à laquelle ils sont soumis. /

De cette étude, il résulte que le régime des poursuites individuelles, contraire au principe de la succession irrégulière, simple succession aux biens, et désastreux dans ses conséquences, doit être définitivement abandonné pour faire place à une procédure collective, conforme à ce même principe de succession aux biens, et dont les avantages certains s'imposent au point de vue social et économique.

---

## CONCLUSION

---

EXTENSION DU PRINCIPE DE L'OBLIGATION AUX DETTES ET CHARGES HÉRÉDITAIRES « INTRA VIRES SUCCESSIONIS » A TOUS LES SUCCESSEURS EN GÉNÉRAL. — NÉCESSITÉ D'UNE PROCÉDURE COLLECTIVE APPLIQUÉE A LA LIQUIDATION DES SUCCESSIONS QUELLES QU'ELLES SOIENT.

En considérant d'une part la situation favorable faite au successeur irrégulier dont la responsabilité est limitée aux forces de la succession et d'autre part les avantages d'une procédure collective appliquée à la liquidation de l'hérédité dans ce cas particulier, on est tenté d'étendre ces principes à toutes les successions qui ne seraient plus soumises désormais au régime des poursuites individuelles et à tous les successeurs qui ne seraient tenus des dettes et charges successorales que sur les biens héréditaires.

Une pareille solution n'est pas douteuse et cette exten-

tion défendue et même enseignée par de judicieux auteurs est non seulement conforme à l'équité mais s'impose en droit pour remplacer une théorie qui a fait son temps et ne présente plus que des inconvénients sans avantages compensateurs.

Il est, en effet, nécessaire d'abandonner la conception de notre Code civil qui fait de certains successeurs les représentants et les continuateurs du *de cujus*, alors qu'il refuse cette qualité à certains autres, établissant ainsi dans notre législation une distinction entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers. Cette distinction ne repose sur aucun principe juridique, ne répond à aucune réalité et ne sert qu'à embrouiller la matière des successions déjà si complexe dans notre droit actuel.

Tout successeur, en effet, n'est qu'un successeur aux biens, la succession n'étant que la jonction de deux patrimoines et nul ne peut continuer une personne qui n'est plus. Si jadis on dut recourir à cette dernière fiction pour expliquer la transmission universelle des créances et des dettes sur la tête de l'héritier, celle-ci est facile à expliquer par des principes beaucoup plus rationnels et qui ont au moins le mérite de n'être plus contraires à toute vraisemblance.

Condamnable dans son principe, l'obligation *ultra vires* des héritiers aux dettes successorales ne l'est

pas moins dans ses conséquences, puisqu'il aboutit à reconnaître plus de droits aux créanciers contre l'héritier qu'ils n'en auraient eu contre le défunt s'il eût été mis en faillite. Or, c'est uniquement en considération de la fortune personnelle du débiteur, en escomptant sa propre solvabilité que les créanciers ont contracté avec lui et se sont résolus à courir les risques de l'opération. Ils savaient que leur débiteur peut par des opérations postérieures au contrat qu'ils ont passé avec lui voir sa position s'améliorer, comme aussi elle peut devenir précaire et que, s'il peut s'enrichir, ce débiteur est exposé aussi à perdre la plus grande partie, voire même la totalité de ses biens. La fortune du débiteur est, en un mot, la limite indiscutable du crédit qui lui est accordé.

Dès lors l'obligation revêt un caractère concret, indépendant de la personne qui en est le sujet actif ou passif et elle peut être envisagée à travers le prisme de son objet qu'elle représente et auquel elle est si étroitement liée que, selon l'expression de M. Olivier Jallu (1), « on ne voit que l'un à travers l'autre ».

« Dès lors, ajoute le même auteur (2), une fortune de cent compte pour cent d'obligations et rien de plus ; si son titulaire dépasse ce chiffre, émet encore des obliga-

(1) *Essai critique de l'idée de continuation de la personne dans les transmissions à titre universel.*

(2) *Id.*, p. 110.

tions, fait encore des dettes, une fois qu'il y est arrivé il y aura lieu de faire pour la différence de ce surcroît une réduction proportionnelle sur l'obligation... Tant que le débiteur vit, son patrimoine peut être comparé à un compte courant venant fondre dans ses colonnes, au doit et à l'avoir, tous les éléments matériels d'une fortune et toutes les dettes, l'actif et le passif, en faisant de simples articles d'un compte toujours suspendu jusqu'à la liquidation finale de simples fractions de deux chiffres mobiles qui cherchent leur équilibre. » — Une fois ce compte arrêté, c'est-à-dire à la mort du *de cujus*, l'actif sera employé à couvrir le passif, et s'il y a déficit la valeur devra être définitivement fixée par une réduction au marc le franc de toutes les obligations et par conséquent une réduction proportionnelle des droits qui appartiennent aux créanciers, lesquels ont pour gage les biens successoraux.

Ainsi se manifeste clairement l'inanité de la conception qui fait de l'héritier un successeur tenu des dettes *ultra vires*, qui sépare le droit de son objet, lui confère une existence propre alors que cet objet lui-même n'existe plus et le fait survivre à l'extinction de ce dernier. Cet objet au contraire, c'est-à-dire la fortune du débiteur, n'a pas changé lors du décès de celui-ci parce qu'elle passe en d'autres mains, elle s'est immobilisée et avec elle se sont figées toutes les obligations du

patrimoine du *de cuius* dont il ne restera rien quand cette fortune elle-même aura été épuisée. Les droits des créanciers ne pourront plus changer car leur dividende est définitivement fixé, le compte courant ne peut plus subir aucune fluctuation, descendre à zéro ou remonter au pair puisque toutes opérations qui pourraient en déterminer la hausse ou la baisse sont désormais impossibles.

Aussi faut-il nécessairement admettre que tout héritier ne peut être poursuivi sur ses biens personnels relativement aux dettes et charges de la succession et répondre sur eux du montant des créances successorales. S'il en était autrement c'est que le débiteur pourrait disposer des biens d'autrui et confier à ses créanciers un gage qu'il ne possède pas, contrairement au principe : *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*.

L'héritier n'aura plus besoin de recourir à l'acceptation bénéficiaire pour limiter sa responsabilité, et les créanciers héréditaires eux-mêmes, pour éviter une confusion qui pourrait leur être préjudiciable, n'auront plus à demander la séparation des patrimoines : les uns et les autres jouiront de plein droit de ces deux bénéfices.

L'abandon de la théorie d'après laquelle l'héritier est tenu des dettes *ultra vires successionis* comme provenant d'une idée qui a perdu toute valeur juridique et l'adoption de celle qui considère la succession comme l'adjonction de deux patrimoines distincts et autonomes

conduisent tout naturellement au principe de la liquidation des successions par une procédure collective et à l'abandon des poursuites individuelles. Ces dernières étaient autorisées parce que le débiteur était censé n'avoir pas disparu et se survivre à lui-même dans la personne de ses héritiers : aussi ce système de poursuite étant le seul possible pendant sa vie (exception faite des commerçants) continuait logiquement après sa mort à l'encontre de ses représentants et continuateurs.

Au contraire dans le système de la succession aux biens, les créanciers au jour de la mort de leur débiteur ont devant eux une masse de biens qui garantit leurs créances d'une façon égale pour tous sans qu'un seul d'entre eux, à l'exception il est vrai des créanciers hypothécaires ou privilégiés, puisse se faire payer intégralement de préférence aux autres. Dès lors pour connaître exactement la consistance de ce gage, savoir quelles sont les prétentions qu'on peut élever sur lui, faire une répartition égalitaire de l'actif s'il ne peut suffire à remplir complètement tous les créanciers de leurs droits, une procédure collective de liquidation s'impose.

D'ailleurs toutes les critiques qu'on a pu faire au procédé actuel de mise en œuvre pour la liquidation des successions irrégulières surgissent d'elles-mêmes quand il s'agit d'en étendre l'application à la liquidation des successions en général. Créanciers à terme ou sous con-

dition, créanciers ignorant la mort de leur débiteur et par conséquent dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits immédiatement, ou créanciers paisibles et ne voulant pas tourmenter leur débiteur ou ses propres héritiers par les soucis d'un paiement immédiat, se voient les uns et les autres indignement frustrés par celui que les circonstances auront le plus favorisé, qui se sera montré le plus diligent ou seulement le moins scrupuleux. Que les créanciers en outre ne soient coupables d'aucune négligence ou simplement que l'actif soit suffisant pour assurer à tous le remboursement de leurs créances, ils ne subissent pas moins un préjudice considérable pour eux de ce fait qu'ils sont obligés de diviser leurs poursuites contre les divers héritiers de leur débiteur, qu'ils doivent supporter l'insolvabilité d'un successible alors que l'hérédité n'est peut-être pas complètement absorbée, que les poursuites en se multipliant augmentent les frais et que la liquidation complète de la succession peut être reculée considérablement.

Si au contraire on considère la succession comme un patrimoine autonome qu'il faut liquider et non pas comme une masse qui dès l'instant du décès se fond et s'absorbe en quelque sorte dans le patrimoine de l'héritier, la liquidation de la succession sera identique à celle que nécessiterait la dissolution d'une société à respon-

sabilité limitée. En pareille circonstance en effet la société dissoute est réputée survivre pour les besoins de la liquidation et le patrimoine de chacun des associés reste étranger aux dettes sociales dont répondent uniquement les biens sociaux et dont le paiement sera poursuivi seulement contre le liquidateur, toute disposition individuelle des associés quant à leur part leur restant formellement interdite jusqu'à la clôture de la liquidation. De même le principe de la succession aux biens rend inutile la division des dettes et des poursuites et les droits successoraux individuels restant indisponibles jusqu'au partage il est impossible à l'héritier d'en aliéner sa part indivise au détriment des créanciers du défunt et même de ses cohéritiers qui sont peut-être aussi des créanciers héréditaires. Mais de même aussi il n'astreint les successibles qu'à une responsabilité limitée aux forces de l'hérédité

C'est ce qu'a très bien compris le législateur allemand de 1900; en considérant la succession comme une entité juridique, il autorise une prise de possession collective de l'hérédité par les héritiers et déclare leurs droits indisponibles jusqu'à l'achèvement de la liquidation. C'est le système de la communauté germanique ou « *Gesammte Hand* » continué par une procédure provocatoire ou appel public aux créanciers dite : « *Aufgebotsverfahren* » — pour les obliger à se faire connaître

afin de procéder à la liquidation qui se terminera par la mise en curatelle de la succession, sa faillite ou son abandon selon que l'héritier pourra craindre, ou sera certain à première vue que la liquidation se soldera en définitive par un déficit. Toutes ces procédures ont d'ailleurs un caractère commun qui les domine, caractère collectif et égalitaire, avec réalisation du gage dans l'intérêt de tous par un organe unique.

Ce principe de la liquidation de la masse héréditaire tel qu'il existe en droit germanique, c'est-à-dire comme masse autonome, apparaît être celui qui sert de base à la matière des successions en droit anglais. Dans la législation britannique en effet, un administrateur de la succession est nommé pour recouvrer les créances, vendre les biens, payer les dettes, et remettre à l'héritier le reliquat, mais au bout d'un an seulement. La ressemblance devient plus complète encore par la possibilité de pouvoir faire déclarer la succession en faillite.

Enfin, le Code civil italien de 1866 a tenté lui-même un timide essai de procédure collective, dans la liquidation des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire avec publicité, suspension des paiements et obligation pour les créanciers de produire dans un certain délai.

Ce que des pays voisins ont fait, ayons le courage de le faire : rompons avec une théorie surannée en complet désaccord avec les exigences actuelles de la société, qui

ne peut causer que des lenteurs regrettables et léser des intérêts dignes de respect.

Le système de la succession aux biens, avec l'établissement d'une procédure collective pour la liquidation, beaucoup plus rationnel en principe, atteint, en respectant les droits des créanciers du défunt et sans préjudice pour les héritiers de celui-ci, le but que se proposa le législateur, c'est-à-dire augmenter la richesse du pays en stimulant la capacité de travail de chacun par l'espoir non seulement d'améliorer son sort mais encore d'accroître l'aisance de tous ceux envers qui il eut des devoirs à remplir pendant sa vie.

E. J.

---

Vu :

*Le Président de la Thèse,*

CH. MASSIGLI.

Vu :

*Le Doyen,*

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.*

Pour le Vice-Recteur :

*L'Inspecteur de l'Académie,*

V. BONNARIC.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                            | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                     | 1     |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — Qu'entend-on par successeur irrégulier ? . . .                                | 5     |
| CHAPITRE II. — Situation des successeurs irréguliers qui ont<br>appréhendé de fait la succession . . . . . | 26    |
| CHAPITRE III. — Droits des successeurs irréguliers. . . . .                                                | 37    |
| I. Avant l'envoi en possession. . . . .                                                                    | 38    |
| II. Après l'envoi en possession . . . . .                                                                  | 41    |
| I. — Exercice du droit de propriété . . . . .                                                              | 41    |
| II. — Droit d'exiger le partage . . . . .                                                                  | 46    |
| III. — Droit au rapport . . . . .                                                                          | 48    |
| CHAPITRE IV. — Conjoint survivant usufruitier . . . . .                                                    | 52    |
| I. — Fondement du droit successoral du<br>conjoint survivant. . . . .                                      | 53    |
| II. — Étendue du droit du conjoint survi-<br>vant . . . . .                                                | 55    |
| III. — Composition de la masse successo-<br>rale . . . . .                                                 | 57    |
| IV. — Biens sur lesquels s'exerce effective-<br>ment l'usufruit . . . . .                                  | 73    |
| V. — Conversion de l'usufruit en rente<br>viagère. . . . .                                                 | 75    |
| VI. — Droit de provoquer le partage. . . . .                                                               | 78    |

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| VII. — Droit aux fruits . . . . .                                   | 79  |
| VIII. — Obligations du conjoint survivant. . . . .                  | 80  |
| A. — Conjoint usufruitier. . . . .                                  | 80  |
| B. — Conjoint successeur . . . . .                                  | 81  |
| C. — Obligation aux dettes . . . . .                                | 82  |
| CHAPITRE V. — Obligations des successeurs irréguliers . . . . .     | 85  |
| I. Obligation au rapport . . . . .                                  | 85  |
| II. Obligation aux dettes. . . . .                                  | 88  |
| I. — Obligation <i>ultra vires</i> . . . . .                        | 91  |
| II. — Obligation <i>intra vires</i> . . . . .                       | 97  |
| III. — Obligation aux legs . . . . .                                | 117 |
| CHAPITRE VI. — Mise en œuvre actuelle (Ses inconvénients) . . . . . | 129 |
| CHAPITRE VII. — Procédure collective (Ses avantages) . . . . .      | 144 |
| CONCLUSION. . . . .                                                 | 157 |



